



**PUBLIC ORDER
EMERGENCY
COMMISSION**

**COMMISSION
SUR L'ÉTAT
D'URGENCE**

Public Hearing

Audience publique

**Commissioner / Commissaire
The Honourable / L'honorable
Paul S. Rouleau**

VOLUME 4

INTERPRÉTATION FRANÇAISE

Held at :

Library and Archives Canada
Bambrick Room
395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Tuesday, October 18, 2022

Tenue à:

Bibliothèque et Archives Canada
Salle Bambrick
395, rue Wellington
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Le mardi 18 octobre 2022

INTERNATIONAL REPORTING INC.

<https://www.transcription.tc/>

(800)899-0006

II Appearances / Comparutions

Avocats en chef de la Commission	Me Shantona Chaudhury Me Jeffrey Leon
Avocats séniors de la Commission	Me Frank Au Me Erin Dann Me Gabriel Poliquin Me Natalia Rodriguez Me Daniel Sheppard
Avocats régionaux de la Commission	Me Mona Duckett Me Sacha Paul Me Maia Tsurumi
Avocats de la Commission	Me Stephen Armstrong Me Misha Boutilier Me Eric Brousseau Me Sajeda Hedaraly Me Alexandra Heine Me Nusra Khan Me Étienne Lacombe Me John Mather Me Allison McMahan Me Jean-Simon Schoenholz Me Dahlia Shuhaibar Me Guillaume Sirois-Gingras
Directrice exécutive de la Commission	Mme Hélène Laurendeau

III

Appearances / Comparutions

Gouvernement du Canada	Me Robert MacKinnon Me Donnaree Nygard Me Brendan van Niejenhuis Me Andrea Gosalves Me Andrew Gibbs Me Caroline Laverdière Me Stephen Aylward
Gouvernement de la Saskatchewan	Me P. Mitch McAdam, K.C. Me Michael J. Morris, K.C.
Gouvernement du Manitoba	Me Denis Guenette Me Coral Lang
Gouvernement de l'Alberta	Me Mandy England Me Stephanie Bowes Me Hana Laura Yamamoto Me Peter Buijs Me Shaheer Meenai
Ville d'Ottawa	Me Anne Tardif Me Alyssa Tomkins Me Daniel Chomski
Ville de Windsor	Me Jennifer L. King Me Michael Finley Me Graham Reeder

IV

Appearances / Comparutions

M. Peter Sloly	Me Tom Curry Me Rebecca Jones Me Nikolas De Stefano
Service de police d'Ottawa	Me David Migicovsky Me Jessica Barrow
Police provinciale de l'Ontario	Me Christopher Diana Me Jinan Kubursi
Service de police de Windsor	Me Thomas McRae Me Bryce Chandler Me Heather Paterson
Fédération de la police nationale	Me Nini Jones Me Lauren Pearce Me Jen Del Riccio
Association canadienne des chefs de police	Me Aviva Rotenberg
CLA/CCCDL/CAD	Me Greg DelBigio Me Colleen McKeown
Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique	Me Cheyenne Arnold-Cunningham Me Meagan Berlin Me Mary Ellen Turpel-Lafond
Association de National Crowdfunding & Fintech	Me Jason Beitchman

V

Appearances / Comparutions

Fondation de la Constitution
Canadienne et le Professeur Alford

Me Sujit Choudhry

Me Janani Shanmuganathan
Prof. Ryan Alford

Coalition des résidents d'Ottawa et
entreprises

Me Paul Champ
Me Emilie Taman
Me Christine Johnson

The Democracy Fund, Citizens for
Freedom, Coalition JCCF

Me Rob Kittredge
Me Antoine D'Ailly
Me Alan Honner
Me Dan Santoro
Me Hatim Kheir
Me James Manson

Association canadienne des libertés
civiles

Me Cara Zwibel
Me Ewa Krajewska

Les organisateurs du convoi

Me Brendan Miller
Me Bath-Sheba Van den Berg

Bureau d'assurance du Canada

Me Mario Fiorino

VI
Table of Contents / Table des matières

	PAGE
<u>MAIRE JIM WATSON, Assermenté</u>	1
Interrogatoire en chef par Me Natalia Rodriguez	1
Contre-interrogatoire par Me Brendan Miller	80
Contre-interrogatoire par Me Tom Curry	99
Contre-interrogatoire par Me Paul Champ	114
Contre-interrogatoire par Me David Migicovsky	131
Contre-interrogatoire par Me Brendan van Niejenhuis	136
Contre-interrogatoire par Me Alan Honner	149
Contre-interrogatoire par Me Sujit Choudhry	155
<u>M. KIM AYOTTE, Assermenté</u>	162
Interrogatoire en chef par Me Natalia Rodriguez	162
Contre-interrogatoire par Me David Migicovsky	185
Contre-interrogatoire par Me Brendan Miller:	193
Contre-interrogatoire par Me Rob Kittredge	199
Contre-interrogatoire par Me Andrew Gibbs	205
Contre-interrogatoire par Me Colleen McKeown	211
Contre-interrogatoire par Me Alyssa Tomkins	213

1 Ottawa, Ontario

2 --- L'audience débute le mardi 18 octobre 2022 à 9:30

3 **LA GREFFIÈRE:** *Order.* À l'ordre.

4 *The Public Order Emergency Commission is now in*
5 *session.* La Commission sur l'état d'urgence est maintenant
6 ouverte.

7 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Bonjour. *Good morning.*
8 Alors, aujourd'hui nous débutons, à moins qu'il y ait autre
9 chose, on va débiter avec le maire d'Ottawa. C'est bien ça,
10 Maitre? Allez-y.

11 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Natalia Rodriguez. Nous
12 voulons appeler le maire Jim Watson.

13 **LA GREFFIÈRE:** Bonjour, Monsieur le Maire. Voulez-
14 vous prêter serment sur un document religieux ou une
15 affirmation?

16 **MAIRE JIM WATSON:** La bible, s'il vous plait.

17 **LA GREFFIÈRE:** Prenez la bible, main droite.
18 Votre nom, s'il vous plait.

19 **MAIRE JIM WATSON:** James Alexander Watson.

20 **--- MAIRE JIM WATSON, Assermenté:**

21 **LA GREFFIÈRE:** Jurez-vous que la preuve que vous
22 allez donner aujourd'hui devant la Commission sera la vérité,
23 toute la vérité, et seulement que la vérité? Que Dieu vous soit
24 aide.

25 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, je le jure.

26 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Allez-y.

27 **--- INTERROGATOIRE EN CHEF PAR Me NATALIA RODRIGUEZ:**

28 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Bonjour, Monsieur le Maire.

1 Comment allez-vous?

2 **MAIRE JIM WATSON:** Très bien, merci. Merci de
3 l'invitation.

4 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Vous avez eu une entrevue
5 avec les procureurs en août 2020 et en septembre 2020 avec les
6 procureurs de la Commission.

7 **MAIRE JIM WATSON:** Exact.

8 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et vous avez revu le
9 sommaire de l'entrevue?

10 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

11 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Avez-vous des corrections à
12 apporter?

13 **MAIRE JIM WATSON:** Non.

14 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Merci. Alors, WTS00000018.
15 Alors, c'est le sommaire de votre témoignage, alors ça sera
16 déposé en preuve.

17 Et je vois que vous avez un document avec vous
18 aujourd'hui, n'est-ce pas?

19 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, c'est le sommaire de la
20 séquence.

21 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Y a-t-il des annotations?

22 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

23 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, je vais demander...
24 donc, vous avez le sommaire, donc, des séquences et je crois que
25 vous faites référence... donc, vous avez la séquence des
26 évènements. Ça, c'est le rapport institutionnel de la Ville
27 d'Ottawa en ce qui concerne la séquence des évènements.

28 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

1 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et est-ce qu'il y a des
2 annotations sur cette copie-là?

3 **MAIRE JIM WATSON:** Non.

4 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** D'accord. Alors, dites-nous
5 pourquoi vous avez ce document avec vous aujourd'hui.

6 **MAIRE JIM WATSON:** Car je veux être clair par
7 rapport aux dates et la séquence des événements qui ont eu lieu
8 plus tôt cette année.

9 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, c'est une façon... un
10 aide-mémoire pour les dates.

11 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

12 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Ma compréhension, c'est que
13 vous n'étiez pas dans la planification au quotidien pour
14 l'arrivée du convoi à Ottawa.

15 **MAIRE JIM WATSON:** Exact.

16 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** C'était Steve Kanellakos et
17 les autres qui s'en occupaient.

18 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

19 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et vous avez eu un breffage
20 avec le chef Sloly et monsieur Kanellakos le 26 pour parler des
21 attentes et qu'est-ce qui allait se passer avec l'arrivée du
22 convoi.

23 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

24 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et qu'est-ce que le chef
25 vous a dit par rapport à ce qui allait se passer?

26 **MAIRE JIM WATSON:** Eh bien, l'information n'était
27 pas très claire, personne ne savait vraiment combien de
28 véhicules arrivaient, s'ils allaient rester très longtemps,

1 c'était qui les plans. Le chef avait indiqué que le groupe était
2 quelque peu désorganisé et ils ne partageaient pas tous la même
3 opinion.

4 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et en ce qui concerne la
5 portée, le volume des prestataires, qu'est-ce qu'on vous a dit?

6 **MAIRE JIM WATSON:** On m'a dit qu'ils venaient de
7 trois emplacements différents, l'ouest, l'est, et le centre du
8 Canada, et se rassemblaient ici à Ottawa, et qu'ils étaient
9 irrités à cause du mandat des masques, c'était une affaire
10 provinciale, mais ils étaient irrités, ils en avaient contre le
11 Fédéral.

12 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et savez-vous combien de
13 temps ils pensaient rester?

14 **MAIRE JIM WATSON:** Mon souvenir, c'est qu'ils
15 allaient être ici un ou deux jours. Il y a beaucoup de
16 manifestants qui viennent dans notre ville et puis la police
17 contrôle et gère les situations et c'était la norme. Alors, à ma
18 connaissance, on n'avait jamais eu, depuis que je suis à la
19 fonction publique, depuis 20 ans, et on n'a jamais eu une
20 manifestation qui a duré plus que quelques jours, et après ça
21 ils ramassaient leurs placards, leurs choses, et ils partaient.

22 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, c'est ce que le chef
23 vous avait dit par rapport à la durée?

24 **MAIRE JIM WATSON:** Ben, c'était... c'était très
25 fluide. Je crois que monsieur Bernier voulait parler et il ne
26 pouvait pas venir le vendredi, alors ç'a été repoussé d'un jour,
27 et il y avait des défis de ce côté-là, de qui allait parler et
28 quand est-ce qu'ils allaient parler, et ça prolongeait les

1 affaires. Mon impression, c'est que ça allait durer quelques
2 jours et que la plupart de ces camionneurs étaient des
3 camionneurs indépendants, et s'ils n'étaient pas sur la route en
4 train de travailler, ils perdraient de l'argent, et donc, ils
5 allaient rentrer chez eux le samedi ou le dimanche, et de toute
6 évidence, c'est pas comme ça que ça s'est passé.

7 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et le chef ne vous a pas
8 dit que ça pourrait durer au-delà du weekend?

9 **MAIRE JIM WATSON:** Non, on n'avait pas
10 d'indications à cet effet-là. On avait eu un courriel de Steve
11 Ball de l'Association des hôteliers indiquant qu'un des
12 organisateurs avait... voulait s'enquérir sur une réservation de
13 30 jours et plus et pour prendre 9 à 10 000 chambres d'hôtel.

14 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Est-ce que ça vous
15 préoccupait?

16 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, sauf que quand on prend
17 une réservation, c'est pas tout simplement faire une demande, on
18 ne peut pas tout simplement réserver 11 000 chambres lorsque
19 Ottawa n'a que 11 000 chambres d'hôtel de toute façon. Je ne
20 pense pas que les gens le prenaient au sérieux parce qu'il n'y
21 avait pas suivi là-dessus. C'était tout simplement des gens qui
22 voulaient s'enquérir sur les taux, la disponibilité, et ç'a mené
23 nulle part. Ma compréhension, c'est que la plupart des gens qui
24 avaient des gros camions vivaient dans leurs camions.

25 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, à partir du 26, avec
26 le chef Sloly, qu'est-ce que vous alliez faire si jamais les
27 protestataires allaient rester plus longtemps?

28 **MAIRE JIM WATSON:** Je ne me souviens plus d'avoir

1 eu d'autres discussions à ce moment-là.

2 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** À un moment donné, vous
3 avez utilisé le terme « occupation » dans votre correspondance.
4 Quand est-ce que vous avez établi que ce n'était plus qu'une
5 simple protestation, mais une occupation?

6 **MAIRE JIM WATSON:** Eh bien, lorsque plus de gens
7 commençaient à arriver, et deuxièmement, lorsque les gens ne
8 quittaient pas l'enceinte parlementaire. Alors, c'était ces deux
9 points-là qui ont établi qu'il s'agirait plus d'une occupation
10 et pas tout simplement une protestation. Nous avons l'habitude
11 ici dans notre ville de gérer des grandes manifestations, mais
12 on n'a jamais vu quelque chose de cette ampleur, même pas au
13 Canada, depuis 25 ans.

14 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, à partir du
15 31 janvier, lorsque la majorité des camionneurs étaient encore
16 là, c'est là que vous avez établi qu'ils n'allaient pas quitter
17 sous peu.

18 **MAIRE JIM WATSON:** Ben, autour de ça, lundi ou
19 mardi. Et pour moi, c'était clair dans mon esprit qu'ils
20 n'allaient pas quitter après le weekend, et c'était déjà une
21 situation très tendue, il y avait des gens qui arrivaient de
22 partout, partout du pays, afin d'appuyer les protestataires, et
23 c'est là où le chaos a été engendré.

24 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Avez-vous eu une discussion
25 soit avec le chef Sloly ou le chef adjoint afin de bloquer
26 l'accès des autres convois qui allaient arriver le deuxième
27 weekend?

28 **MAIRE JIM WATSON:** Je ne me souviens pas d'avoir

1 assisté à une rencontre où ç'a été discuté.

2 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Est-ce que vous avez
3 soulevé cet enjeu?

4 **MAIRE JIM WATSON:** Ma plus grande préoccupation à
5 ce moment-là, c'était qu'est-ce qu'on peut faire pour s'assurer
6 que les camions ne pénètrent pas dans les zones résidentielles,
7 car nous connaissions les répercussions parce qu'on avait vu les
8 premiers jours les klaxons et puis des gros sifflets, et puis
9 c'était un désordre, des gens qui venaient pour occuper le
10 centre-ville.

11 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, ça ne vous
12 inquiétait pas qu'il y avait d'autres convois qui allaient
13 arriver pour étendre l'empreinte?

14 **MAIRE JIM WATSON:** Mais si, il y avait une
15 préoccupation parce que là, quand il y en avait une centaine et
16 par la suite des milliers qui arrivaient avec des camionnettes
17 et des gros camions, des camions-remorques, on le savait.

18 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais vous n'aviez pas eu de
19 discussion pour empêcher ça?

20 **MAIRE JIM WATSON:** Pas dans ma présence, au
21 meilleur de mon souvenir.

22 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Maintenant, j'attire votre
23 attention, c'est un document du 30 janvier,
24 SSM.CAN.NSC.00002812. Alors, c'était un appel avec le premier
25 ministre le 31?

26 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

27 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et est-ce que c'est lui qui
28 vous a appelé ou c'est le contraire?

1 **MAIRE JIM WATSON:** À vrai dire, je ne me souviens
2 pas si c'est moi ou si c'était lui.

3 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, on va y aller en
4 gros plan pour qu'on puisse voir.

5 Alors, vous dites « allo », et ce sont des
6 sommaires de l'appel, c'est pas une transcription, mais ça donne
7 une idée de ce qui s'est dit.

8 Alors, JW, c'est vous; PM, c'est quand le... c'est
9 le premier ministre. Et avant le caviardage :

10 « Ces gens ont eu leur temps et ils
11 doivent partir. Et on tente de faire
12 comprendre le chef. »

13 Ces gens-là, c'était des protestataires?

14 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

15 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et vous dites :

16 « On essaye de faire en sorte que le
17 chef comprenne ça. »

18 Alors, c'est le 31 janvier, c'est après le
19 premier weekend. Alors, quelles discussions avez-vous eues avec
20 le chef de police concernant ce problème de demander aux
21 protestataires de quitter?

22 **MAIRE JIM WATSON:** Ben, je voulais connaître le
23 plan d'action de la police afin de « clarifier » le centre-ville
24 parce que j'avais compris que ça prenait de l'ampleur et pas le
25 contraire, et tout le monde le voyait. Alors, j'ai souligné à la
26 police, on ne peut pas dire aux policiers quoi faire, mais on a
27 eu des conversations, moi et le chef Sloly, il a compris très
28 bien l'importance de résoudre cette situation au plus vite parce

1 que ça deviendrait quelque chose de plus gros.

2 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, c'était durant le
3 weekend que vous avez eu ces discussions ou le lundi?

4 **MAIRE JIM WATSON:** C'était cette période-là,
5 dimanche ou lundi, mais j'étais en contact de façon régulière
6 avec le Service de police, que ce soit monsieur Bell ou monsieur
7 Sloly.

8 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, à un moment donné
9 vous avez dit il est temps qu'il s'en aille et...

10 **MAIRE JIM WATSON:** Non, parce que moi, je ne
11 pouvais pas dire les policiers quoi faire, mais j'ai posé des
12 questions : « C'est quoi le plan de match? », et le chef avait
13 dit qu'ils travaillaient là-dessus, et j'ai transmis ça au
14 premier ministre.

15 Le premier ministre voulait savoir ce qui se
16 passait sur le terrain et comment ça touchait notre ville et
17 surtout les communautés commerciales et résidentielles parce que
18 là, c'était juste la fin de la COVID, et là tout à coup, il y
19 avait un autre *lockdown* causé par les gens qui venaient occuper
20 notre ville.

21 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Ici en bas :

22 « Le point tournant, c'est la statue de
23 Terry Fox, et les gens ne comprennent
24 pas comment ça peut être acceptable. »

25 Alors ça, c'est ce qui s'est passé durant le
26 weekend pour le mémorial à la guerre.

27 **MAIRE JIM WATSON:** Mais oui. Ici, il y avait des
28 gens qui dansaient sur le tombeau du soldat inconnu, des gens

1 qui ont volé des repas du Shepherds of Good Hope, et des
2 affiches sur la statue de Terry Fox, c'était inacceptable. On
3 accueille les gens qui respectent la loi et la plupart de ces
4 gens-là... ce comportement-là, et ces gens-là n'étaient pas
5 respectueux. Et ça faisait... ça causait du tort à tout le monde.
6 Le Shepherds of Good Hope qui font tellement un bon travail dans
7 le Byward Market, et de repousser les gens pour avoir un repas
8 gratuit, ça, c'était horrible.

9 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et là, vous dites :

10 « Le chef de police dit que c'est
11 tellement volatil, mais encore sous
12 contrôle. Les camions commencent à
13 partir, mais il y en a quelques-uns qui
14 se sont enchainés. Malheureusement, les
15 gens dans les quartiers résidentiels,
16 ça, c'est... crée un tort. On a parlé au
17 chef Lucki et on a besoin de plus de
18 sources. »

19 Donc, « le chef de police a parlé à la cheffe
20 Lucki et nous avons besoin de plus de sources ».

21 **MAIRE JIM WATSON:** Ben, je crois qu'on devrait
22 dire « Commissaire Lucki » et « ressources », pas « sources ».

23 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et c'était quoi la
24 discussion à ce moment-là?

25 **MAIRE JIM WATSON:** Notre service de police tout
26 seul était complètement dépassé. C'était pas tout simplement
27 pour... c'était trop pour un seul service de police, on avait
28 besoin des autres instances gouvernementales.

1 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et là, vous saviez que le
2 chef de police avait contacté la commissaire Lucki pour demander
3 plus de ressources?

4 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

5 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, lundi, on savait que
6 le SPO n'avait pas les ressources nécessaires pour gérer cette
7 manifestation. Exact?

8 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

9 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et lors de cet appel, il
10 n'y a pas eu de demande précise d'aide ou le premier ministre ne
11 vous a rien offert non plus de précis?

12 **MAIRE JIM WATSON:** Ben, je lui avais dit qu'on
13 avait besoin de plus de ressources et qu'une fois qu'on avait le
14 chiffre, parce qu'on n'avait pas le chiffre exact de la part du
15 chef Sloly, quel est le nombre pour « clarifier » le maché By, le
16 centre-ville, et cetera, mais c'était très clair pour moi, et je
17 l'ai dit, qu'il aurait fallu faire impliquer la GRC, car ils
18 sont responsables de la sécurité des bâtiments et des personnes
19 importantes.

20 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Bon. Et à la fin de
21 l'appel, le premier ministre dit :

22 « Ceux qui restent... ceux qui vont
23 rester vont faire tout ce qu'ils font...
24 tout ce qu'ils peuvent pour contrer
25 cette affaire, et merci de votre
26 leadership et... », et cetera, et cetera.

27 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

28 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, OTT3855. C'est un

1 courriel du 3 février envoyé au conseil municipal, c'est une
2 mise à jour des efforts déployés par la Ville.

3 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

4 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et maintenant, nous sommes
5 le jeudi avant le deuxième weekend et vous dites que vous avez
6 parlé au premier ministre le 31, et au troisième paragraphe :

7 « Ce matin, le procureur de la Ville et
8 moi, nous avons parlé de l'équipe de Go
9 Fund Me pour demander que les fonds
10 soient gelés jusqu'à la fin de
11 l'occupation. »

12 Pouvez-vous expliquer comment cette discussion
13 avec Go Fund Me s'est produite et quelles actions ont été
14 prises?

15 **MAIRE JIM WATSON:** Comme vous le savez, la
16 campagne de Go Fund Me était une grande réussite, quelque
17 40 millions de dollars, c'est la raison pour laquelle il y avait
18 des gens qui arrivaient en grand nombre parce qu'ils estimaient
19 qu'ils pourraient obtenir de l'argent pour leurs frais, par
20 exemple le pétrole et autres. Alors, j'aurais pensé à l'époque
21 qu'il faudrait avoir une réunion avec les gens qui menaient le
22 Go Fund Me et puis ça serait une bonne chose pour faire
23 comprendre qu'ils étaient en train d'agir de façon contre la loi
24 à Ottawa, donc on a arrangé la réunion et on a eu une réunion,
25 un rapport qui a été donné sur la situation fonctionnelle des
26 opérations à Ottawa et on a envoyé un rapport à cet effet.

27 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Qu'est-ce qui s'est passé
28 après la réunion?

1 **MAIRE JIM WATSON:** Je puis vous dire que, pendant
2 la réunion, on a sous-estimé la grandeur, l'importance de cette
3 situation, et ils étaient en train de financer un groupe qui,
4 vraiment, était en train de faire des choses néfastes pour notre
5 ville et notre région, et donc, on a gelé les fonds pour Go Fund
6 Me et je...

7 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Est-ce qu'il y avait des
8 appels suite à ce gel?

9 **MAIRE JIM WATSON:** Je ne pense pas que je l'aurais
10 fait, moi, mais peut-être des consultants, mais ils ont commencé
11 à rembourser les individus qui avaient contribué.

12 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, si on regarde le
13 paragraphe suivant :

14 « J'ai eu une bonne conversation avec
15 Marco Mendicino où j'ai insisté sur le
16 fait qu'il fallait avoir les ressources
17 nécessaires pour contenir ce qui se
18 passait sur le terrain. Il m'a assuré
19 et il m'a...

20 Donc, à ce moment-là, le 3 février, c'est le
21 langage que vous avez utilisé pour vous exprimer. Lorsque vous
22 avez demandé des ressources supplémentaires, c'était quand que
23 vous avez fait ça? C'est le 3 février ici. Est-ce que vous
24 parlez, donc, de votre appel avec le premier ministre le 31 ou
25 est-ce qu'il y avait un autre appel entre le 31 et le 3 février?

26 **MAIRE JIM WATSON:** La première fois que j'ai
27 demandé des ressources, c'était lorsque j'ai parlé au premier
28 ministre ce jour-là. Il habite à Ottawa et il a vu de ses

1 propres yeux ce qui se passait à Ottawa, il était la première
2 personne que j'ai contactée moi-même. Et j'ai parlé avec le
3 ministre Mendicino, j'ai peut-être parlé une autre fois avec
4 lui, mais il était très au courant du fait qu'on avait besoin
5 d'autres ressources. Il m'a posé des questions, j'ai indiqué
6 qu'on allait contacter l'OPP et le chef de police Sloly qui
7 pourrait contacter lui-même des corps policiers régionaux. J'ai
8 contacté mes collègues à travers le pays pour informer ces
9 personnes sur ce qui se passait et sur le besoin qui existait,
10 c'est-à-dire de l'aide pour le chef de police Sloly, et ils ont
11 compris ce que j'ai dit.

12 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, en ce qui concerne
13 une demande précise pour les ressources, cet appel du 3 février
14 avec monsieur le ministre Mendicino aurait été la première fois
15 que vous avez parlé précisément d'un besoin d'agent de police
16 supplémentaire, par exemple la GRC.

17 **MAIRE JIM WATSON:** J'ai peut-être pu avoir fait un
18 appel auparavant, mais je n'ai pas noté cela, mais les collègues
19 sur le conseil de notre ville s'en sont occupés, alors il y
20 avait des discussions en parallèle avec le ministre provincial
21 des Finances et avec Mona Fortier, Peter Bethlenfavy, et autres.
22 On savait qu'il y aurait, donc, un impact, des conséquences très
23 sévères pour les entreprises locales et on savait cela, mais
24 entretemps, il nous fallait un appui financier pour aider à ces
25 entreprises.

26 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, le 3 février, est-ce
27 qu'il y avait des discussions supplémentaires avec les
28 provinces, à part vos demandes d'aide?

1 MAIRE JIM WATSON: Je sais que, à un moment donné,
2 le chef de police Sloly aurait contacté son homologue dans
3 l'OPP.

4 Me NATALIA RODRIGUEZ: Non, non, je veux dire
5 vous.

6 MAIRE JIM WATSON: À un moment donné, j'ai eu une
7 discussion avec la ministre Lisa McLeod, j'ai dit qu'on avait
8 besoin de son appui, elle comprenait la situation et elle a donc
9 communiqué cela à ses collègues.

10 Me NATALIA RODRIGUEZ: Quel était l'appui que vous
11 recherchiez?

12 MAIRE JIM WATSON: Je voulais avoir la GRC et les
13 policiers de la Police provinciale de l'Ontario.

14 Me NATALIA RODRIGUEZ: Donc, de l'OPP.

15 MAIRE JIM WATSON: Et elle avait... elle m'a
16 beaucoup aidé, elle était de grand aide, elle habitait Ottawa
17 elle-même, et elle a vu de ses yeux ce qui se passait. Les gens
18 qui étaient... qui se trouvaient loin d'Ottawa ne comprenaient pas
19 tout à fait la situation horrible qui existait à Ottawa, la
20 situation impliquait la Cité parlementaire, le centre-ville, et
21 d'autres endroits dans la ville même. On savait qu'il y avait
22 toutes sortes de choses qui se faisaient, qu'il y avait ces
23 bains chauds qui arrivaient, il y avait ces feux d'artifice, et
24 tout cela, c'était vraiment très difficile pour les gens qui
25 habitaient le centre-ville, en plein centre-ville.

26 Me NATALIA RODRIGUEZ: Et en bas ici, dans la
27 lettre :

28 « Un certain nombre de collègues m'ont

1 proposé ceci, qu'il faudrait avoir une
2 réunion pour... avant la fin de semaine,
3 on prévoit la réunion le 7 février,
4 lundi le 7 février, pour parler de ces
5 impacts, de ces conséquences pour le
6 centre-ville. »

7 Il me semble que cela ne s'est pas passé. Vous
8 étiez déjà dans la situation depuis dix jours. Pourquoi?

9 **MAIRE JIM WATSON:** Bien, il y avait un certain
10 nombre de personnes qu'on voulait contacter, mais qui n'étaient
11 pas disponibles. Le chef de police n'était pas disponible,
12 monsieur Kanellakos non plus. Alors, la date qu'on a choisie
13 semblait être convenable et on voulait minimiser le nombre de
14 fois où on impliquait le chef de police et son centre de
15 commandement parce qu'ils étaient extrêmement occupés, ils
16 avaient du travail à faire, et c'est pour ça que nous avons
17 circulé cet aide-mémoire.

18 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Nous allons parler du
19 6 février et l'état d'urgence. OTT4231, et c'est la Déclaration
20 de l'état d'urgence que vous avez émise, vous?

21 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, c'est juste.

22 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Pourquoi est-ce que vous
23 l'avez fait le 6 février? Quel était le point de bascule pour
24 vous? Pourquoi c'était nécessaire ce jour-là?

25 **MAIRE JIM WATSON:** Il y avait pas mal de gens qui
26 demaandaient, y compris les médias et les membres du Conseil,
27 pourquoi on ne l'a pas fait dès le départ, le premier weekend.
28 Peut-être on semble croire que l'état d'urgence aura un impact

1 sur la sécurité publique, mais il y a des gens qui ne
2 comprennent pas comment ça fonctionne. Par exemple, un état
3 d'urgence pendant la pandémie nous permettait d'obtenir de
4 l'équipement personnel, de l'équipement de protection pour les
5 individus, et c'était plus facile de faire des tests de la
6 COVID-19 ou bien de donner des vaccinations. Alors, c'était ça.
7 Oui, c'était une urgence, mais il fallait expliquer que cela
8 avait... tout le temps que cela n'avait pas beaucoup d'impact
9 généralement sur la possibilité d'enlever ces personnes du
10 centre, du grand centre-ville.

11 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Oui, mais vous dites qu'on
12 a dépassé la possibilité de traiter de cette urgence.

13 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, mais chaque fois que je
14 m'en suis occupé, je suivais les conseils du gestionnaire de
15 notre ville et c'est ce qu'il a conseillé. Je l'ai signé.

16 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Est-ce que vous avez
17 demandé ses conseils pour cette Déclaration?

18 **MAIRE JIM WATSON:** J'aurai probablement dit
19 « laissez-moi savoir quand vous pensez que... qu'à votre point de
20 vue, c'est devenu nécessaire ». Donc, il est devenu... il est venu
21 me voir, peut-être le 6 ou peut-être avant, le greffier a
22 préparé le document et, sur ses conseils, je l'ai signé.

23 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Comment est-ce que vous
24 vous en êtes servi pour faire participer les provinces?

25 **MAIRE JIM WATSON:** J'ai eu des discussions avec
26 mon chef de cabinet et Steve Kanellakos, à savoir que ceci
27 pourrait être le grand catalyseur pour faire bouger les choses.
28 Je voulais quand même que les provinces viennent à la table.

1 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, OTT311, c'est un
2 résumé d'un appel entre le Canada, l'Ontario et la Ville. C'est...
3 il s'agit d'une réunion de sensibilisation de la situation.
4 Monsieur Kanellakos fait partie de la réunion, monsieur Rob
5 Stewart et autres :

6 « Steve Kanellakos a fourni une mise à
7 jour sur le point de vue de la Ville et
8 a indiqué que le maire Jim Watson
9 allait déclarer à 16 h 30 ce jour-là un
10 état d'urgence. »

11 Étant donné que vous avez dit que c'était
12 principalement pour faire des achats, est-ce que c'était ça la
13 façon dont tout le monde comprenait la situation?

14 **MAIRE JIM WATSON:** Moi, je pensais que monsieur
15 Kanellakos voulait que les provinces devraient nous aider
16 davantage, mais pour moi, il me semblait que les provinces
17 pourraient déclarer un état d'urgence elles-mêmes.

18 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, la Ville a estimé que
19 la province n'était pas assez impliquée dans la situation.
20 Pourquoi?

21 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

22 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Pourquoi?

23 **MAIRE JIM WATSON:** Le ministre Blair a proposé une
24 table tripartite où les gouvernements provinciaux, le
25 gouvernement fédéral et les élus pourraient... les leaders qui
26 étaient élus pourraient agir ensemble, mais la province a rejeté
27 cette proposition. On estimait que ce n'était pas nécessaire
28 pour agir.

1 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et quand vous avez estimé
2 que la province ne faisait pas sa part, c'était parce que la
3 province aurait refusé de faire partie de cette table
4 tripartite?

5 **MAIRE JIM WATSON:** On avait de la difficulté à
6 convaincre les représentants provinciaux que c'était nécessaire
7 d'avoir l'OPP. Également, ça allait être difficile pour enlever
8 ces personnes de la rue Wellington, et ça allait sûrement être
9 difficile, et on voulait également la participation de nos
10 collègues. On ne dispose pas de tous les pouvoirs qu'on estime
11 existent en tant que maire et conseil de ville. On devait
12 protéger notre collectivité, nos entrepreneurs, et c'était
13 frustrant, alors... c'est-à-dire ce manque de réaction de la part
14 des provinces.

15 Mais une fois que la province a commencé à agir,
16 c'était très bien. Les représentants provinciaux semblaient
17 croire qu'il y avait déjà 1 500 policiers de l'OPP qui étaient
18 déjà, qui se trouvaient déjà à Ottawa, j'ai dit que non, ce
19 n'était pas vrai, et le solliciteur général de l'Ontario disait
20 toujours et répétait qu'il y avait 1 500 policiers agents de
21 l'OPP qui étaient déjà là, mais ce n'était pas le cas.

22 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, vous avez cette
23 réunion tripartite les 6, 7 et 10 février. Quand vous voyez ce
24 qui se trouve à l'écran, je peux vous dire que les réunions
25 n'ont pas... n'avaient pas eu lieu.

26 **MAIRE JIM WATSON:** Il y avait des réunions avec le
27 personnel, mais il y avait également une autre réunion qu'on
28 prévoyait, qu'on espérait prévoir avec la province.

1 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Un peu en bas, on voit :
2 « Jim Watson, le maire, veut que cette
3 situation soit renvoyée à Ontario et au
4 Canada, au gouvernement fédéral. La
5 Ville d'Ottawa veut se débarrasser de
6 la situation et veut sortir de cette
7 situation, de s'en débarrasser de la
8 situation. »

9 **MAIRE JIM WATSON:** Bien sûr, j'étais sous
10 pression, si vous voulez, je me sentais bousculé, mais les
11 résidents également de la ville étaient en situation difficile.
12 On savait que tous les mandats qui étaient protestés par les
13 manifestants n'avaient rien à voir avec la ville d'Ottawa. On
14 n'avait pas le « finance », on avait... on ne disposait des agents
15 de police de la ville d'Ottawa, et comme vous le savez, il
16 s'agit de 2 600 pieds carrés dans cette situation, on ne pouvait
17 pas enlever les corps policiers d'Orleans ou ailleurs.

18 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, je vous demande de
19 regarder OTT18172.

20 **MAIRE JIM WATSON:** Il s'agit de quoi?

21 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, quelque chose qui a
22 été envoyé à vous, c'est quelqu'un... c'est de James Armbruster de
23 l'OPP.

24 **MAIRE JIM WATSON:** Non, c'était un adjoint.

25 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** C'est envoyé à vous.

26 **MAIRE JIM WATSON:** C'est « À James Armbruster ».

27 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Je regarde le courriel
28 supérieur, mais si on descend et si vous regardez le message

1 original...

2 C'est parfait.

3 Alors, vous voyez ici « John Steinbachs du corps
4 policier d'Ottawa », c'est à vous, envoyé à vous, Diane Deans,
5 et autres :

6 « Vous allez trouver en bas ce que sont
7 nos demandes pour les paliers
8 gouvernementaux, comme mentionné hier.
9 C'est pour vous aider à répondre à ces
10 manifestations. »

11 En date du 6 février, la date à laquelle vous
12 avez déclaré un état d'urgence. Et la liste des demandes, donc
13 des choses pour la Ville, et le chef demandait à la Ville
14 d'aider, et c'est ce qu'on voit ici sur la page. C'est bien ça?

15 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

16 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et un des points, donc
17 c'est la troisième puce à la deuxième page :

18 « De demander aux institutions
19 financières, des compagnies
20 d'assurance, des entreprises
21 pétrolières, des entreprises de
22 camionneurs de restreindre le matériel
23 et l'aide financière aux
24 manifestants. »

25 Et c'était quoi qui avait été demandé?

26 **MAIRE JIM WATSON:** Il faudrait poser la question
27 au chef Sloly, c'était sa demande, mais c'est à peu près... je
28 voulais savoir si... empêcher les postes d'essence, de refuser de

1 remplir les bidons parce que les camionneurs avaient besoin de
2 ça pour chauffer leurs camions. Alors, lors de cette période, on
3 m'a invité à cinq rencontres avec plusieurs groupes de personnes
4 d'affaires, mais on... moi, je n'ai pas assisté à des réunions où
5 on avait demandé aux marchands de refuser leurs services. Je ne
6 sais pas quel serait l'avantage, mais c'était la décision du
7 chef Sloly.

8 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et qu'est-ce qui s'est
9 passé?

10 **MAIRE JIM WATSON:** Ben, c'est que... la
11 préoccupation, c'était de mettre fin à l'occupation et de mieux
12 contrôler le centre-ville d'Ottawa, et il y avait trop de balles
13 à jongler, mais c'est pas moi qui ai contacté les institutions
14 financières, à part de la discussion sur le Go Fund Me.

15 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et est-ce que c'était une
16 discussion avec la province aussi pour restreindre les permis
17 d'assurance?

18 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, mais ça... il se peut que ça
19 ait eu lieu avant la demande officielle, parce qu'on cherchait
20 une méthode, un mécanisme quelconque qui pourrait nous aider à
21 encourager les camionneurs de quitter, et une des suggestions,
22 et je crois que c'est un membre du conseil municipal, il disait
23 qu'il y avait un régime séparé pour les assurances pour les
24 camions, et avec le ministère des Transports de l'Ontario,
25 utiliser ces outils-là pour forcer les camionneurs de quitter,
26 sinon il y aurait des conséquences pour avoir illégalement
27 bloqué nos rues.

28 Le ministère des Transports n'a pas fait un

1 suivi, ne trouvait pas que c'était une idée raisonnable, j'en
2 sais rien, eux, ils ne pensaient pas que c'était une bonne idée.

3 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, vous avez parlé aux
4 gens du ministère des Transports.

5 **MAIRE JIM WATSON:** Pas moi-même, mais un membre du
6 personnel.

7 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Non, d'accord, mais on vous
8 a dit que la réponse était qu'ils trouvaient que ce n'était pas
9 une bonne idée. Saviez-vous pourquoi ce n'était pas une bonne
10 idée?

11 **MAIRE JIM WATSON:** Bien, ils semblaient croire ils
12 ne pouvaient pas faire ce qu'on leur demandait de faire. Alors,
13 c'était une contradiction de ce qu'on pensait était disponible
14 en vertu des lois provinciales et ce qu'ils nous disaient ne
15 l'était pas. Et quelqu'un avait dit à un moment donné ça ne
16 ferait aucune différence, ils étaient bien en racinés.

17 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et le point final, en haut
18 de la page :

19 « Il y a des réunions pour coordonner
20 des réponses de la Ville, des breffages
21 menés et coordonnés par la Ville pour
22 que la police puisse se concentrer sur
23 les opérations. »

24 Est-ce que cela a été fait? Est-ce que la Ville a
25 eu des breffages quotidiens?

26 **MAIRE JIM WATSON:** Pas des breffages publics. Il y
27 a eu des conférences de presse avec moi, et Président Deans, et
28 le chef Sloly et le directeur de la Ville. Alors, on était

1 disponibles, pas de façon quotidienne, mais quand on avait une
2 nouvelle information, seulement lorsqu'il y avait une nouvelle
3 information, mais il y a eu toute une série de notes de service
4 qui ont été transmises pour mettre à jour.

5 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais là, ils parlent de
6 breffages publics quotidiens.

7 **MAIRE JIM WATSON:** Ben, j'imagine que le breffage
8 public, c'était vraiment les conférences de presse et c'était
9 sur les réseaux sociaux de la ville.

10 **Me NATALIA RODRIGUEZ:**

11 « Le maire a joué le rôle de défense
12 des droits ou de... »

13 Mille huit cents (1 800) gens, et vous avez
14 demandé ça dans votre lettre signée avec Président Deans.

15 Et troisième point, « Les capacités de
16 médiation ». C'était quoi qu'ils demandaient?

17 **MAIRE JIM WATSON:** Ici, c'est un... je suis à un
18 désavantage, ce ne sont pas mes demandes, ce sont les demandes
19 qui ont été envoyées... m'ont été envoyées et à monsieur Deans
20 pour les premiers ministres provincial et fédéral pour avoir
21 1 800 agents de plus. On mettait de la pression sur les polices,
22 sur le Service de police parce qu'un des défis, c'est que, avant
23 de recevoir la note de service du chef, on n'avait pas le
24 chiffre exact qui était demandé aux deux paliers du
25 gouvernement. Alors, Président Deans et moi-même, on militait
26 pour ça parce qu'on voulait voir nos homologues
27 provincial/fédéral, « et voici ».

28 Alors, pour la question de médiation, encore une

1 fois, je ne peux que suggérer qu'ils voulaient avoir une
2 capacité de pouvoirs pour encourager le départ des camions.

3 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, est-ce que le chef
4 vous avait demandé de retenir les services d'un médiateur
5 professionnel?

6 **MAIRE JIM WATSON:** Encore, je ne connais pas
7 l'intention ni pourquoi, c'est sous le... pour militer en faveur
8 de quelque chose, mais c'était des demandes pour... la demande qui
9 était vers moi, c'était le premier point : de mettre la main sur
10 les 1 800 ressources.

11 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Maintenant, OTT20707.

12 **MAIRE JIM WATSON:** Quelle date?

13 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** 7 février, c'est le jour
14 suivant, après le courriel du SPO. Alors, un courriel le
15 7 février, si on va défiler... il est dit :

16 « Serge, voici quelque chose de rapide.

17 Jean va appuyer la motion. »

18 Et c'est une ébauche pour le libellé d'une
19 motion, alors « Attendu que », « Attendu que », et :

20 « Qu'il soit résolu qu'on demande au
21 gouvernement fédéral : nommer un
22 médiateur indépendant immédiatement
23 pour gérer et faire quitter les
24 protestataires. »

25 Alors, est-ce que ça, c'est la réponse du SPO
26 pour avoir un médiateur professionnel?

27 **MAIRE JIM WATSON:** Je crois que c'était de façon
28 parallèle. Le conseiller Egli l'avait rédigé et Jean Cloutier

1 allait le proposer. Je ne l'avais pas vu auparavant, mais ça ne
2 s'est jamais rendu au conseil municipal, c'était une ébauche, et
3 je sais qu'à un moment donné durant cette période, j'avais
4 suggéré publiquement s'il y avait un rôle pour le gouvernement
5 fédéral et nommer un Canadien de distinction pour faire de la
6 médiation, et ce n'était pas du tout appuyé par le gouvernement
7 fédéral, et ça, je l'avais dit lors d'une entrevue avec la CTV.

8 Mais je crois que les deux n'étaient pas liés,
9 même si le sujet est le même. Conseiller Cloutier et Conseiller
10 Egli tentaient d'en venir à une suggestion raisonnable parce
11 que, pour vous mettre en contexte, chaque membre du conseil, que
12 vous soyez au centre-ville ou pas, se sentait complètement
13 dépassé, et c'était un siège, et les gens de partout qui
14 venaient harceler les membres du conseil. Et tous les membres,
15 les conseillers voulaient avoir des idées raisonnables à nous
16 présenter, et de mon bureau au chef de police et au directeur de
17 la ville, pour tenter de résoudre la situation, alors tous les
18 conseillers tentaient de faire ce qui était le mieux.

19 Je sais que cette motion n'a pas été présentée au
20 Conseil et je soupçonne que ça ne s'est pas rendu au Conseil
21 parce que j'ai eu une réponse très rapide du Fédéral qui a dit
22 non.

23 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et pourquoi ils ne
24 voulaient pas nommer un médiateur?

25 **MAIRE JIM WATSON:** C'est de la spéculation, je ne
26 sais pas.

27 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais, bon, est-ce qu'ils...
28 est-ce que le Fédéral vous a dit pourquoi ça ne l'intéressait

1 pas?

2 **MAIRE JIM WATSON:** Encore une fois, j'ai un
3 souvenir très vague que je l'avais soulevé soit avec le ministre
4 Blair ou Mendicino, mais je ne me rappelle plus le contexte et
5 pourquoi ils étaient contre l'idée.

6 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Maintenant, OTT5513. On est
7 le 7 février et, comme on l'a vu auparavant, le chef Sloly avait
8 demandé 1 800 policiers, et il y a un autre courriel où il y a...
9 qui décrit le genre de personnel et combien.

10 Alors, en date du 7 février, adressé au premier
11 ministre Ford et au solliciteur général Jones, et c'est là où
12 vous demandez... et là, vous demandez un nombre de policiers.

13 **MAIRE JIM WATSON:** Et je crois que ce tableau
14 avait été envoyé aussi, que le chef avait... le chef de police
15 avait rédigé.

16 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et le chef Sloly vous avait
17 demandé de parler aux paliers du gouvernement. Est-ce qu'il vous
18 a demandé précisément d'écrire cette lettre?

19 **MAIRE JIM WATSON:** Mais c'était une implication.
20 Il nous a donné sa demande, monsieur Deans et moi, on était
21 d'accord qu'il fallait quelque chose par écrit parce qu'on était
22 un peu mal pris parce qu'on avait des rencontres avec les
23 paliers provincial/fédéral et... pour le nombre de ressources et
24 on n'avait pas de réponse. Alors, ce n'était pas seulement des
25 policiers, mais il avait demandé d'autres composantes, des
26 agents de l'ordre public, aussi des civils et des experts.
27 Alors, ça, c'est la même lettre qu'on a envoyée finalement au
28 Fédéral.

1 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Deuxième paragraphe :
2 « Ce qui a été décrit comme étant une
3 manifestation pacifique est devenu un
4 siège de notre zone du centre-ville, et
5 entre 400 et 500 camions qui occupent
6 le centre-ville d'Ottawa. Ces
7 agissements ont des répercussions
8 dommageables sur les résidents. Les
9 gens ont peur, terrifiés, et maintenant
10 sont assujettis au klaxonnage continu.
11 Et vu l'étendue de cette armada de
12 camions qui sont dans le centre-ville,
13 nous vous écrivons pour vous demander
14 votre aide afin d'avoir 1 800 agents
15 pour calmer l'insurrection que le
16 Service de police ne peut pas gérer.
17 Et on doit tout faire pour reprendre
18 les rues d'Ottawa et notre enceinte
19 parlementaire. Pour tout ce qui s'est
20 passé depuis neuf jours, on doit mettre
21 fin au siège de notre capitale et des
22 communautés résidentielles et reprendre
23 le contrôle de notre ville. »

24 Alors, c'était bien cette description de la
25 ville. Est-ce qu'elle était exacte par rapport à ce qui se
26 passait sur le terrain à partir du 7 février?

27 **MAIRE JIM WATSON:** Absolument. Si vous regardez ce
28 qui se passait dans les médias, même les gens des médias se

1 faisaient harceler et bon nombre d'enfants ont raté leur rendez-
2 vous de chimiothérapie et autres, et les gens qui vivaient avec
3 les klaxons qui duraient 24 heures par jour, les gaz
4 d'échappement et les méchouis, des fêtes, des danses, c'était un
5 manque de respect pour tous les gens qui habitent Ottawa.

6 Et je voulais que les deux autres paliers du
7 gouvernement qu'on avait besoin de leur aide, on était contre le
8 mur et les gens n'avaient aucun respect pour la propriété ou le
9 bien-être des citoyens d'Ottawa, et c'était méprisable. Et ma
10 responsabilité, c'était de mettre un terme à ça, et la seule
11 façon de le faire, c'était d'augmenter, et de beaucoup, le
12 nombre d'agents policiers.

13 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et vous dites aussi, « pour
14 reprendre le contrôle de la ville », que le SPO avait perdu le
15 contrôle de la ville.

16 **MAIRE JIM WATSON:** Bien, presque. On a perdu le
17 contrôle de la zone rouge parce qu'on ne pouvait pas empêcher
18 les bidons d'essence qui arrivaient. Les polices avaient essayé
19 de les arrêter et ils ont été entourés par une centaine de
20 camionneurs.

21 Et il faut, bien sûr, se rappeler, lors de cette
22 situation terrible, que bien qu'il avait beaucoup de frustration
23 de la part du public – et on comprend ça –, et notre Conseil et
24 les employés de la ville, au bout de l'année, il n'y a pas eu de
25 décès ni de blessures graves.

26 Alors, le chef, en toute sagesse, n'allait pas y
27 aller sans les ressources nécessaires parce que la seule
28 occasion et opportunité qu'il avait pour nettoyer Wellington et

1 les autres endroits, c'était d'avoir les ressources suffisantes
2 pour entrer rapidement, et c'est ce qu'ils ont fait. Et
3 j'apprécie beaucoup le travail que les policiers ont fait.

4 Mais vous avez bien raison, dans la zone rouge,
5 c'était un désordre complet. C'est... il y avait des feux
6 d'artifice, il y avait des feux de joie, des... en train de
7 profaner des monuments, ils harcelaient les gens dans la rue,
8 ils leur arrachaient les masques. C'est ce qui s'est passé
9 durant l'occupation.

10 Alors, on ne pouvait pas tout faire tout seul, on
11 avait besoin d'aide, et on avait besoin de l'aide des autres
12 paliers du gouvernement.

13 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** OTT6057. Et ça, c'est une
14 autre lettre du 7 février pour le premier ministre et monsieur
15 Mendicino, et c'est essentiellement la même lettre, n'est-ce
16 pas?

17 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

18 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, j'ai compris que les
19 discussions avec le premier ministre et monsieur Mendicino
20 étaient soutenues. Il y avait une rencontre tripartite aussi le
21 8 et le 10. Avez-vous reçu une réponse officielle à cette lettre
22 de la part du premier ministre ou du ministre Mendicino?

23 **MAIRE JIM WATSON:** Il faudrait que je remonte dans
24 mes dossiers. Souvent, ces lettres sont envoyées et on n'a pas
25 toujours une réponse, mais on ne s'attendait pas à une réponse
26 bien dactylographiée, on voulait une réaction et une rép... et on
27 voulait mettre par écrit cette demande qu'on avait besoin
28 d'aide.

1 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Maintenant, il y a une
2 réponse à votre lettre le 10 février de la solliciteure
3 générale.

4 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, je crois... je me rappelle,
5 elle a envoyé une lettre de deux pages à moi et Deans.

6 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, maintenant au
7 prochain document, c'est la réponse du 10 février du solliciteur
8 général de l'Ontario et adressée à vous et Chair... et Président
9 Deans. Alors... et aussi à Doug Ford :

10 « Merci de votre demande. »

11 Et elle dit :

12 « La sécurité publique est une priorité
13 pour ce gouvernement et notre ministère
14 est engagé pour donner aux forces de
15 l'ordre les outils dont ils ont besoin.
16 Le droit de manifester, ça fait partie
17 de l'identité canadienne et les
18 manifestations pacifiques sont la
19 pierre angulaire de notre démocratie. »

20 Et le dernier paragraphe :

21 « Nous encourageons... on encourage... on
22 veut qu'ils gouvernent leurs actions
23 pour s'assurer que les actions et les
24 gestes sont pacifiques. »

25 Et j'en passe.

26 Et la demande pour des ressources
27 additionnelles, notez que j'ai partagé
28 votre correspondance avec Thomas

1 Carrique, et Commissaire Carrique et
2 Commissaire Lucki vont continuer à
3 travailler avec le chef Sloly pour voir
4 comment les forces de l'ordre peuvent
5 agir ensemble et le plan opérationnel
6 proposé par le SPO. »

7 Alors, quelle est votre réaction à cette lettre?
8 Est-ce que ça satisfaisait à votre... vos attentes?

9 **MAIRE JIM WATSON:** Non, mais comme ancien ministre
10 du gouvernement provincial, c'est une lettre... c'est un gabarit.
11 On dit merci, on explique la situation, et on vous dit que le
12 ministre ne peut pas dire au PPO quoi faire.

13 On savait donc qu'à un moment donné, la province
14 comprendrait et viendrait à notre secours, et c'était ce qui
15 s'est passé, mais il y avait un niveau de frustration de notre
16 part parce que c'était bien d'envoyer ça au commissaire de
17 l'OPP, mais le commissaire était déjà saisi du problème étant
18 donné qu'il était en contact avec le chef Sloly.

19 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, est-ce qu'il a
20 proposé quelque chose pour vous aider? Est-ce qu'il y avait un
21 geste proposé par le Procureur général de l'Ontario?

22 **MAIRE JIM WATSON:** J'ai... il y avait un appel avec
23 elle et avec le premier ministre provincial, ils ont indiqué
24 tous les deux qu'ils n'allaient pas participer à ce groupe
25 tripartite. Et c'était décevant pour nous, bien sûr, mais je
26 l'ai accepté.

27 Et ce que nous avons parlé, c'est-à-dire ces
28 1 500 policiers, pour eux, c'était cumulatif, 50 ici, 60 par là,

1 donc on compte 50 plus 60.

2 Mais il y avait la situation à Windsor qui était
3 la priorité étant donné le blocage qui coûtait un million de
4 dollars par jour à Windsor, et ils ont choisi de mettre les
5 policiers là. À ce moment-là, j'espérais qu'ils pouvaient quand
6 même nous envoyer des policiers, mais en même temps, ils
7 faisaient un excellent travail à Windsor, mais une chose... une
8 fois terminé, plutôt, ils allaient nous envoyer des policiers.

9 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, vous attendiez.

10 **MAIRE JIM WATSON:** C'est ça.

11 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Pour que la situation au
12 pont de Windsor serait terminée.

13 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

14 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et une lettre, OT858, c'est
15 une lettre, un genre de gabarit que vous avez décrit, il s'agit
16 du 11 février, c'est dirigé vers le commissaire Carrique et le
17 procureur général dit que :

18 « Je vous envoie cette lettre étant
19 donné la situation à Windsor... »

20 C'est cette situation que vous avez touchée.

21 « Et on propose qu'il ait une réunion
22 dans une période de temps convenable
23 entre le représentant des provinces et
24 les autres pour parler de la situation,
25 mais pour ce faire, il faudrait que les
26 manifestants quittent la situation,
27 qu'ils soient tranquilles, qu'il n'y
28 ait pas de possibilité de

1 manifestations entre le moment où on
2 accepte cette lettre et le moment où la
3 réunion aura lieu. »

4 Donc, dans cette lettre, la province fait une
5 offre : on va rencontrer les manifestants à Windsor s'ils
6 quittent tout de suite, subitement, le lieu de manifestation à
7 Windsor. Est-ce qu'on a fait la même chose, une offre semblable
8 à vous à Ottawa?

9 **MAIRE JIM WATSON:** Non, pas à ma connaissance.

10 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Est-ce qu'on en a discuté
11 avec le procureur général Jones ou avec le premier ministre de
12 l'Ontario à un moment donné?

13 **MAIRE JIM WATSON:** Non, c'est juste pas de
14 discussion. Ce n'est pas une lettre qui m'a été envoyée.

15 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Non, c'est vrai, ce n'est
16 pas une lettre qui vous a été... ce n'est pas une lettre qui vous
17 a été envoyée, mais je vous demande si une offre semblable
18 aurait été faite pour Ottawa, et vous dites non.

19 **MAIRE JIM WATSON:** Non, ça n'a jamais été et ce
20 n'est pas une option qui aurait été présentée ni à moi ni à mon
21 bureau.

22 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Pouvez-vous maintenant
23 regarder cette première réunion qui a eu lieu le 7 février,
24 PB.NSC.CAN2335. Et si vous regardez en bas de page...

25 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

26 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Il s'agit d'une lecture de
27 la première des trois réunions tripartites entre vous, monsieur
28 Mendicino et le ministre Blair. Je pense que monsieur Kanellakos

1 y a assisté, et de temps en temps Rob Stewart, ministre, aurait
2 participé.

3 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, c'était à distance,
4 virtuellement.

5 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** « BB », c'est Bill Blair,
6 et il dit :

7 « J'ai parlé au premier ministre hier
8 en soirée, il a estimé que c'était
9 important et tout le monde travaille
10 facilement et très... avec les agents de
11 la ville, c'est-à-dire avec les agents
12 officiels de la ville. »

13 Donc, on peut discuter.

14 « MM », c'est le ministre Mendicino qui dit en
15 troisième ligne :

16 « Nous avons confirmé que 250 gendarmes
17 de la GRC auraient été 'députisés'. »

18 « Il y aura une discussion quant aux
19 contributions futures. »

20 Donc, 250 agents de la GRC ont été rendus
21 disponibles. C'est ça que vous comprenez, vous?

22 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

23 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et à la page suivante, vous
24 dites « 150 déjà prêts à signer », vous parlez des agents de la
25 GRC?

26 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

27 **Me NATALIA RODRIGUEZ:**

28 « Mais non pas sur les rues Wellington

1 ni Kent, pas comptés sur le total, ça
2 ne nous aide pas pour le total. 100 sur
3 des quarts de huit heures, ce n'est pas
4 beaucoup étant donné la crise à
5 laquelle notre ville fait face. Nous
6 sommes remplis d'anxiété. »

7 Qu'est-ce que vous entendiez?

8 **MAIRE JIM WATSON:** Le ministre Mendicino était
9 très abordable, facile, il a bien compris tous les dossiers,
10 mais on n'est pas d'accord sur cette question de ce que c'était
11 que d'avoir 250 agents sur le terrain à Ottawa : 50 à Rideau
12 Cottage, 50 à Rideau Hall, 50 à l'édifice de l'Ouest, 50 à
13 l'édifice du Centre, donc si on enlève les agents de l'édifice...
14 qui se trouvaient à l'édifice de l'Ouest ou à Rideau Cottage ou
15 ailleurs, ça ne nous aidait pas en plein centre-ville, c'était
16 frustrant parce que, quand vous arrivez sur... à 100 agents qui
17 doivent être éparpillés sur trois quarts chaque jour, ce n'était
18 pas beaucoup.

19 On voulait contrôler la situation. On voulait
20 trouver le moyen de faire disparaître de notre ville ces voyous
21 qui se trouvaient là. On voulait avoir un soutien le plus tôt
22 possible, on ne voulait pas attendre trois semaines.

23 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et en plein milieu :

24 « WATSON : est-ce que la province est
25 d'accord? »

26 « Nous (Marco Mendicino et moi), nous
27 avons essayé de contacter la province.
28 Elle n'a pas pu nous... se joindre à nous

1 aujourd'hui. »

2 C'est la procureure générale?

3 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

4 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Vous dites, donc :

5 « La province hésite à participer. »

6 « PREMIER : Je vais être là pour vous
7 aider. »

8 « J'ai parlé à Sylvia Jones. Il y a ces
9 manifestants qui allument des feux et
10 tout, et qui contactent des gens sur
11 les médias sociaux.2

12 Qu'est-ce que vous entendiez par ça?

13 **MAIRE JIM WATSON:** quand j'ai eu la conversation
14 avec la ministre Jones, le premier ministre provincial insistait
15 sur ce fait, il ne voulait pas avoir trois niveaux d'hommes
16 politiques ou de personnes politiques autour de la table. Il
17 estimait que ça allait vraiment être un gaspillage de temps, de
18 leur temps, et il a dit : « À quoi ça sert? Des gens qui se
19 trouvent autour d'une table et qui jasant. » Et moi, j'ai
20 répondu : « Ç'a l'air d'une réunion du cabinet. » Il n'aimait
21 pas ça du tout et il a répondu que : « Non, ils ne vont pas
22 participer. »

23 Donc, pour être juste envers le premier ministre
24 de l'Ontario, je peux dire qu'il a finalement participé. On
25 avait les trois corps policiers sur la même page, mais ç'a pris
26 du temps.

27 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Quand est-ce que vous
28 l'avez vu pour la première fois?

1 **MAIRE JIM WATSON:** Je pense que c'était vers la
2 fin de la deuxième semaine des manifestations.

3 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** On sait que la province a
4 déclaré un état d'urgence le 11 février. C'était à ce moment que
5 la province aurait commencé à participer?

6 **MAIRE JIM WATSON:** Ils ne voul... la province ne
7 voulait pas participer à la réunion tripartite, mais ils étaient
8 là pour nous quand même, ils étaient disponibles. Mona Fortier
9 nous aidait et le ministre McLeod... la ministre McLeod
10 discutaient ensemble, donc il y avait une discussion aux trois
11 niveaux, aux trois paliers du gouvernement et ils rapportaient
12 les messages, ils ramenaient les messages à leurs homologues.

13 Après Windsor, ils ont compris que le prochain
14 problème aurait lieu à Ottawa et tout allait pour le pire.
15 Chaque weekend, les gens descendaient à Ottawa, c'était un
16 party, il y a avait DJs, il y avait des drapeaux racistes, il y
17 avait... on était en train de désacr... d'abimer nos monuments à
18 Ottawa, et le grand public se demandait « pourquoi vous ne
19 demandez pas à la police de faire quelque chose, d'enlever ces
20 manifestants? » Mais on ne peut pas, comme vous le savez, donner
21 des command... on n'a pas à ordonner, pour ainsi dire, la police.
22 quand il y a des situations opérationnelles.

23 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** SSM.NSC.CAN.2052, il s'agit,
24 je pense, d'une lecture de la deuxième réunion tripartite. Les
25 participants, donc, sont le ministre Blair, Mendicino, vous, et
26 le chef Sloly participait. Est-ce que vous vous souvenez de
27 cette réunion?

28 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

1 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** À la première page, vous
2 dites :

3 « Pourquoi il n'y a pas de solliciteur
4 général qui assiste? »

5 C'est la ministre Jones?

6 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, je vois ça.

7 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et puis par la suite, le
8 ministre Mendicino dit : « Il n'y a pas eu de réponse. » Vous
9 auriez donc estimé qu'elle aurait participé à la réunion?

10 **MAIRE JIM WATSON:** J'ai eu cette conversation avec
11 le premier ministre de l'Ontario où il a rejeté cette idée, mais
12 je sais que les ministres fédéraux essayaient de faire
13 participer cette ministre à la table tripartite, mais elle a dit
14 non.

15 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Vous dites... vous avez dit,
16 « Je parle au premier ministre de l'Ontario demain »,
17 probablement le 9 février.

18 **MAIRE JIM WATSON:** J'ai eu au moins deux appels
19 avec le premier ministre, donc vous avez probablement raison.

20 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et en ce qui concerne le
21 ministre qui aurait dû avoir pris place à la table :

22 « Je sais qu'il y a eu des
23 conversations avec l'Ontario. Il y a
24 des soucis en ce qui concerne la
25 visibilité.»

26 Quelle était la discussion sur ces soucis qui
27 portaient sur la visibilité?

28 **MAIRE JIM WATSON:** Je ne m'en souviens pas.

1 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Quelle était la
2 préoccupation de l'Ontario, le souci de l'Ontario? Vous ne
3 pouvez pas expliquer cela?

4 **MAIRE JIM WATSON:** Non, ça serait de la
5 spéculation, donc je ne sais pas vraiment quelle était la pensée
6 de l'Ontario. L'Ontario savait vraiment que l'Ontario était...
7 serait la bienvenue à la table.

8 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Oui. OK. Alors, le chef
9 explique ce qui s'est passé et les ressources, ce qu'on fait, et
10 puis à la page 3, on lit en haut :

11 « Les risques...

12 **MAIRE JIM WATSON:** C'est où, ça?

13 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** En haut de la page, tout à
14 fait en haut.

15 « Les risques pour le grand public,
16 pour la sécurité du grand public est
17 pire dans la rue Rideau. Il y a des
18 éléments radicalisés. Si on avait les
19 ressources nécessaires, on pourrait
20 faire bouger cette situation ce soir,
21 mais il faut attendre. »

22 Rideau est en avant de Wellington. Il me semble
23 que vous parlez ici du nettoyage de certaines zones. Donc,
24 Wellington serait... Rideau et Wellington seraient les premiers à
25 nettoyer, pour ainsi dire, étant donné ces activités
26 criminalisées.

27 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Il me semble qu'il y avait
28 des éléments criminalisés qui étaient là, les motards québécois

1 qui faisaient partie de ces activités, et ils avaient établi un
2 blocus au coin de Rideau, Wellington et Sussex, alors ils ont
3 également fermé le centre Rideau, le centre d'achat.

4 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Oui.

5 « Oui, on est en train de bloquer une
6 route vers un hôpital, c'est vraiment
7 une menace pour la sécurité publique. »

8 Alors, c'est la sécurité publique qui est en
9 danger ici. »

10 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Il y avait des petites
11 entreprises qui étaient touchées et puis les transports étaient
12 touchés.

13 **Me NATALIA RODRIGUEZ:**

14 « Pour chaque action, il y a une
15 contre-action qui peut dépasser nos
16 ressources. Nous avons vu cela à
17 Coventry. C'est 1 800 personnes à
18 Windsor, et ils demandent les gens de
19 venir ici à Ottawa. »

20 Est-ce que vous vous rappelez de ce... qu'est-ce
21 que Sloly disait ici quand il parlait d'une demande publique?
22 Qu'est-ce que vous vouliez faire?

23 **MAIRE JIM WATSON:** On voulait garder en
24 confidentialité ce chiffre parce qu'on ne voulait pas divulguer
25 le nombre de personnes, nos ressources. On savait que ça ne
26 pouvait pas être tenu en confidentialité à jamais, mais à
27 Windsor, on voulait, une fois à Windsor, terminer, on voulait
28 faire transporter les agents policiers à Ottawa le plus vite

1 possible. C'était... on était tout le temps en train de corriger
2 des situations dangereuses à Ottawa. Il y avait cette cabane qui
3 a été établie dans un parc à Ottawa, c'était dangereux. Ils ont
4 magasiné du pétrole, il y avait des feux. Tout ça, c'était
5 dangereux.

6 Et éventuellement, la police les a vidés de
7 l'endroit, mais éventuellement ils sont revenus et c'était très
8 frustrant, on n'avait pas les ressources nécessaires pour rendre
9 cela permanent. Alors, en fin de compte, il nous fallait
10 davantage de policiers.

11 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et Bill Blair qui dit :
12 « Est-ce que vous avez étudié les règlements de la circulation
13 routière? » Il semble suggérer d'utiliser les lois qui sont déjà
14 en vigueur.

15 **MAIRE JIM WATSON:** Ben, oui. Donc, il y a le Code
16 de sécurité routière, oui, la police peut donner des
17 contraventions pour le parking et autres, mais dans la
18 documentation, il y avait des milliers de contraventions, des
19 milliers de personnes qui ont été accusées et arrêtées, mais
20 vous ne pouvez pas envoyer des agents de règlement qui étaient
21 non armés pour émettre des contraventions. Et même les policiers
22 se faisaient entourer par des foules, alors imaginez-vous des
23 gens qui ne sont pas assez bien formés pour se faire confronter
24 à cette situation.

25 Moi, je n'enverrais jamais un ami ni un ennemi
26 dans cette zone rouge. Je ne voudrais pas forcer des agents de
27 réglementation qui ne sont pas formés pour gérer des foules de
28 gens en colère.

1 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Le chef Sloly dit que :
2 « C'est une situation pleine de défis.
3 Déjà hier, il y a 100 personnes qui ont
4 entouré un policier et ils ont presque
5 été complètement dépassés. »

6 Alors, ils disent que les lois existantes et les
7 ressources existantes ne sont pas utiles pour mettre fin à cette
8 situation.

9 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

10 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et là, vous dites :
11 « Montrez-moi la GRC. On doit savoir
12 combien vous êtes prêts à mettre. »
13 « Donc, on a un appel à 5 heures avec
14 la GRC, il faut que la province soit
15 présente. L'OPP jouera un rôle
16 critique. »

17 Et là, vous dites :
18 « Je peux difficilement accuser la
19 province quand je n'ai pas un
20 engagement de la part du Fédéral. »

21 Alors, expliquez ce commentaire, s'il vous plait.

22 **MAIRE JIM WATSON:** On était comme le salami dans
23 le sandwich. On voulait que les deux paliers du gouvernement
24 offrent leurs services policiers à la ville, des policiers, et
25 le nombre requis par le chef. Et si on regarde la séquence des
26 évènements de la première semaine jusqu'à la troisième, on
27 commençait à avoir beaucoup plus d'action à la deuxième semaine
28 qu'à la première.

1 Et ce qui était important, je crois, de mon point
2 de vue, on avait un rôle, on avait les trois forces policières
3 et on... il fallait que les trois travaillent ensemble et suivre
4 le même scénario parce qu'on ne voulait pas de distractions où
5 les gens commencent à se disputer entre eux.

6 À la fin du processus, lorsque les policiers sont
7 arrivés – et je crois qu'on a réussi à avoir 1 900 policiers –,
8 et à mon avis, on avait un bon... c'était une bonne étape d'étude
9 de cas de comment gérer la situation rapidement. Ils sont
10 arrivés un vendredi, les avis ont été donnés à tous les
11 véhicules, la plupart du travail a été fait samedi, et les
12 derniers ont dégagé le dimanche. Alors, moi, je ne peux pas
13 commencer à critiquer la province si vous ne m'avez pas toujours
14 donné un engagement pour le nombre de ressources nécessaires de
15 la GRC.

16 Maintenant, pour la séquence des évènements,
17 parce que les gens disaient : « Pourquoi les policiers ne sont
18 pas arrivés plus vite? » On avait des gens de Vancouver, de
19 Calgary, des forces policières municipales, la GRC a fait venir
20 des gens qui venaient de partout, et ça prend du temps. C'est
21 pour ça que j'aurais voulu que ça débute deux semaines
22 auparavant.

23 Mais en bout de ligne, il y avait un défi
24 logistique pour avancer un nombre d'agents qui devaient prendre
25 l'avion ou se rendre à Ottawa. Il fallait les héberger, ça
26 coutait cher, il faut s'assurer qu'ils soient bien alimentés, il
27 fallait qu'ils soient assermentés s'ils venaient d'une autre
28 compétence. Alors, il y a beaucoup de choses qui ont pris

1 beaucoup de temps.

2 J'aurais voulu claquer des doigts et dire, bon,
3 1 700 personnes, et puis voilà, ils arrivent, mais c'était pas
4 le cas parce que ç'a pris quatre, cinq, six jours, et
5 finalement, lorsqu'on a accéléré et on avait 1 800, 1 900
6 individus, là, c'était une belle démonstration de leadership et
7 de professionnalisme des agents. Et je le répète, parce que
8 cette Commission serait très différente si quelqu'un avait été
9 tué ou blessé grièvement, et ça ne s'est pas passé, et ça,
10 chapeau aux agents de police dans des conditions misérables.
11 C'était février, il faisait froid, de la glace partout, ils ont
12 tout dégagé. Alors, chapeau aux premiers répondants et tous les
13 autres, les paramédics, le service d'incendie, OC Transpo. Tout
14 le monde a mis la main à la pâte.

15 Mais au bout du processus, c'était des points
16 chauds qui auraient pu exploser à tout moment, et on l'a vu dans
17 d'autres pays.

18 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais comme vous avez
19 mentionné, la municipalité et sous la gouverne fédérale et vous
20 voulez un engagement du Fédéral, mais vous n'avez pas
21 d'engagement des provinces, et ça ne serait pas la séquence?
22 Premièrement, la municipalité se dirige à la province, et les
23 provinces peuvent passer cette demande au Fédéral. Et pourquoi
24 ça n'a pas été l'ordre?

25 **MAIRE JIM WATSON:** Ben, pour être juste, c'est à
26 peu près la même chose, que ça soit la province qui dit oui
27 avant ou le Fédéral. Ici, à Ottawa, c'est différent parce que
28 nous sommes la capitale nationale. On a une forte présence de la

1 GRC, la protection des diplomates, les monuments nationaux, et
2 cetera, alors on dépend aussi du gouvernement fédéral, c'est
3 notre plus grand employeur et qui paye le plus de taxes, si vous
4 voulez. Alors, pour moi, c'est un partenaire sur le même pied
5 d'égalité. Je ne vais pas suivre tout un protocole et dire qu'on
6 va continuer à assommer la province jusqu'à ce qu'elle dise oui.
7 On avait... et on attaquait les deux fronts en même temps.
8 Éventuellement, il y a eu un accord, mais ç'a pris beaucoup de
9 temps.

10 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et est-ce que quelqu'un au
11 Fédéral – que ça soit monsieur Blair ou monsieur Mendicino –,
12 est-ce qu'il vous aurait dit qu'en ne passant pas par la
13 province en premier, et c'est ça qui a causé le retard pour
14 l'acquisition des...

15 **MAIRE JIM WATSON:** Je ne crois pas que c'était le
16 cas. Je crois que les ministres fédéraux m'ont demandé de
17 communiquer avec le premier ministre Ford, et j'avais un assez
18 bon rapport avec lui et, comme vous savez, c'est quelqu'un qui
19 est très accessible, il prend les appels très rapidement, et je
20 crois qu'il était sincère quand il avait dit « si vous avez
21 besoin de quoi que ce soit », mais il fallait que ça soit des
22 actions concrètes, et monsieur Mendicino m'avait demandé de
23 soulever cette question des policiers de l'OPP et j'ai dit :
24 « Je ne peux pas toujours blâmer les provinces lorsque vous, le
25 Fédéral, vous n'avez rien fait encore. » Mais finalement, ils
26 l'on fait.

27 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais il n'y avait personne
28 au Fédéral finalement qui pensait que vous aviez suivi le

1 mauvais protocole?

2 **MAIRE JIM WATSON:** Non, non. Non, ça n'a jamais
3 été soulevé. Non, non, « ne nous parlez pas, vous êtes une
4 créature de la province ».

5 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Prochain document, donc un
6 appel avec le premier ministre le 8 février. Alors, c'était...
7 vous vous rappelez de cette discussion?

8 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Je cherche mes notes.
9 C'est le 8 février? Je ne vois pas ça dans ma chronologie, le
10 8 février.

11 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Bien, vous l'avez à
12 l'écran. C'est le 8 février, un appel avec le premier ministre,
13 et à la deuxième page, vous dites... le premier ministre :
14 « Comment ça va? »

15 « J'ai dit c'est un défi. La situation
16 demeure instable. Il y a des gens
17 méchants qui sont là, qui ne
18 représentent pas le Canada. Ça me fait
19 penser du Parti républicain dans le Sud
20 et des gens odieux. »

21 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Pouvez-vous ralentir un peu
22 pour les interprètes?

23 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** C'est que je regarde la
24 montre aussi, mais, oui, je vais ralentir pour les interprètes.

25 « Ce n'est pas encore fini, et
26 j'apprécie le fait que j'ai eu une
27 belle conversation avec Marco et Bill.
28 Nous avons une table avec le PT... »

1 C'est quoi le « PT »? Est-ce que c'est le truc
2 tripartite ou... c'est quoi?

3 **MAIRE JIM WATSON:** Je présume que c'est la
4 province. Normalement, « PT », c'est « provincial/territorial »,
5 mais...

6 **Me NATALIA RODRIGUEZ:**

7 « ...et, si tout va bien, plus de
8 ressources concernant la GRC [...] et
9 Ford ne va pas s'en mêler, mais
10 j'aimerais qu'il soit ici avec nous. »

11 Alors, quand vous dites que Ford ne veut pas s'en
12 mêler, c'est quoi?

13 **MAIRE JIM WATSON:** C'est la table tripartite
14 justement, et il ne trouvait pas ça très utile.

15 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et le premier ministre :

16 « Est-ce que les provinces ont indiqué
17 qu'elles seraient là à 4 heures et
18 demie? »

19 Vous dites :

20 « Ç'a été organisé par le bureau de
21 Bill. Sylvia Jones, elle dit qu'il y a
22 1 400 policiers de l'OPP. C'est pas
23 vrai. J'ai parlé à Ford hier, « tout ce
24 dont vous avez besoin », alors
25 j'aimerais qu'il respecte sa parole. »

26 Alors là, c'était cette question des 1 400.

27 **MAIRE JIM WATSON:** Je crois que c'était 1 500,
28 mais bon. Et pour Sylvia Jones, son nom était là, mais elle n'a

1 pas participé.

2 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, elle était sur la
3 liste d'invités.

4 **MAIRE JIM WATSON:** C'est ça.

5 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et après ça, vous parlez
6 des ressources, le premier ministre dit :

7 « Un des défis, c'est que ça passe par
8 des étapes. La première étape, c'est
9 d'aller à l'OPP, et par la suite à la
10 GRC. C'est difficile pour nous de dire
11 qu'est-ce qu'on doit faire directement,
12 à moins de savoir ce que fait la
13 province. C'est pour cela que cette
14 table est si importante. »

15 Alors, qu'est-ce que le premier ministre vous a
16 dit ici?

17 **MAIRE JIM WATSON:** Je pense qu'il faisait allusion
18 au fait que ça aurait été utile d'avoir la province. C'est comme
19 un tabouret à trois pattes, s'il y a juste deux pattes, c'est
20 pas très stable. Alors, on avait besoin des trois paliers.

21 Et en période de crise, et d'un point de vue de
22 leadership, plus on a de l'information, plus on peut partager
23 avec nos partenaires. On n'est pas en opposition, mais on doit
24 tous chanter la même chanson.

25 Alors, mon interprétation durant l'appel avec le
26 premier ministre, c'est qu'il sentait qu'il fallait qu'on
27 continue à mettre... à faire pression sur l'OPP pour qu'ils
28 arrivent en grand nombre, comme ils l'ont fait à Windsor.

1 Windsor s'est réglé quand même assez rapidement, et aussi dans
2 une petite ville d'Alberta où il y avait une forte présence de
3 la GRC.

4 On avait besoin de ces deux forces policières
5 ici. Ottawa ne pouvait pas le faire et 50 OPP ou 150 GRC n'était
6 pas suffisant, on avait besoin de 1 800.

7 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, quand il a dit :
8 « Ça va en étapes. La première étape, c'est d'aller à l'OPP,
9 après ça la GRC », avez-vous conclu que la séquence normale
10 n'avait pas été suivie?

11 **MAIRE JIM WATSON:** Non, je ne dirais pas ça.
12 Normalement, quand il y a une déclaration d'un état de crise ou
13 pour des forces militaires, c'est la municipalité qui va poser
14 la question au provincial, et le provincial le fait au fédéral,
15 et on a fait ça durant les inondations de 2018 et 2019 où les
16 forces militaires ont été très utiles.

17 Mais, dans ce cas-ci, c'était complètement
18 différent. C'était pas une situation normale, elle était tout à
19 fait unique, et je mettrais n'importe qui à défi à me montrer où
20 il y a eu une occupation comme celle-ci pendant si longtemps.

21 Alors, je crois qu'il parlait du cours normal des
22 choses, c'est que normalement on passerait par l'OPP et vers le
23 haut et la chaîne de commandement. Mais avec la lettre qu'on
24 avait envoyée aux deux paliers de gouvernement, il était clair
25 qu'on avait besoin de l'OPP et de la GRC pour réagir très
26 rapidement avec des actions, pas des paroles.

27 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** [Le ministre Mendicino et]
28 monsieur Stewart hier, bon, ils étaient très actifs, vous ont

1 offert leur aide, ils ont demandé à la Ville ce qu'elle voulait,
2 mais du côté provincial, Di Tommaso, Laurie LeBlanc, Sylvia
3 Jones, est-ce qu'ils étaient aussi proactifs?

4 **MAIRE JIM WATSON:** On savait la nature de l'aide
5 requise parce qu'ils avaient reçu les lettres, alors ils étaient
6 au courant.

7 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, ils n'étaient pas
8 proactifs, pas autant que les autres.

9 **MAIRE JIM WATSON:** Bien, encore une fois, j'ai eu
10 deux ou trois appels avec le premier ministre de l'Ontario et un
11 avec le ministre Jones. En toute justice, je ne sais pas
12 pourquoi ils nous demanderaient ce dont on a besoin quand on
13 leur a déjà dit, et on l'avait dit à monsieur Ford et au
14 ministre.

15 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et là, le premier ministre
16 dit :

17 « Du côté du Service de police
18 d'Ottawa, vous avez vu tout comme moi...

19 **MAIRE JIM WATSON:** Où êtes-vous?

20 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Dernier paragraphe, alors
21 au milieu de la page :

22 « Mais du côté de la police, vous avez
23 vu, tout comme moi, une préoccupation
24 de comment les choses ont été gérées
25 dès le départ. Comment est votre
26 relation avec le chef de police et
27 comment travaillez-vous ensemble? Il y
28 a des moments où vous dites une chose

1 et il dit le contraire. Est-ce qu'on
2 peut vous aider en quelque sorte là-
3 dedans? »

4 Et là, le premier ministre semble être préoccupé.
5 Bien, il semble être préoccupé parce que les messages étaient
6 différents entre vous et monsieur Sloly.

7 **MAIRE JIM WATSON:** Je n'avais pas demandé des
8 précisions, j'étais... monsieur Sloly avait toute ma confiance. Il
9 était relativement nouveau, mais il avait une grande expérience
10 comme chef adjoint du Service de police de Toronto, il était
11 dans le G7 ou le G8 (sic), alors, moi, je ne me souviens pas
12 d'un moment où le chef Sloly et moi n'étions pas sur la même
13 page.

14 La plupart des conférences de presse traitaient
15 d'affaires policières, alors c'était lui la personne-ressource,
16 et on venait me voir après une réunion de Conseil ou s'il y
17 avait un appel Zoom, mais je ne me rappelle pas d'une dispute
18 entre les deux. Moi, j'étais plutôt impatient parce que je
19 savais que le processus était très lent, et c'était très lent
20 pour avoir la ventilation des demandes du chef Sloly.

21 J'ai pu dire en public que j'aurais voulu voir
22 cette lettre passer aux deux paliers de gouvernement beaucoup
23 plus rapidement, mais peut-être qu'il ne partageait pas mon
24 opinion parce qu'il l'a envoyée quand il l'a envoyée.

25 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, le premier ministre
26 disait comment les choses avaient été gérées dès le départ et
27 vous avait dit, « vous avez vu, tout comme moi, ces
28 préoccupations ». Quelles préoccupations?

1 **MAIRE JIM WATSON:** C'était notre système du
2 renseignement, aux trois paliers de gouvernement, parce qu'on
3 n'avait pas eu l'impression que ces gens allaient venir et
4 rester si longtemps, et pourquoi autant de véhicules ont eu...
5 comment ils ont pénétrer sur cette rue la plus historique du
6 pays et où se trouve le Parlement, et pourquoi les routes n'ont
7 pas été barricadées ou bloquées lorsqu'on a vu une augmentation
8 du nombre de camions et quand les camions étaient là sur King
9 Edward. Et je pense que tous les Canadiens avaient la même
10 question : comment ça a pu se passer? Pourquoi ç'a été permis?

11 C'est très facile avec un peu de recul de
12 commenter, mais cette chose est arrivée et ç'a grossissait, ça
13 grossissait. Et on n'a pas ou les policiers n'ont pas répondu
14 assez rapidement et cette artère principale et les rues
15 adjacentes ont été complètement envahies pour des gens qui
16 n'avaient aucun respect pour la loi.

17 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, vous dites que les
18 trois paliers ont fait cette erreur. Qu'est-ce que la Ville
19 aurait pu faire?

20 **MAIRE JIM WATSON:** Je ne suis pas expert en
21 affaires policières, mais la première chose, une fois qu'on
22 avait remarqué qu'il y avait un nombre de véhicules arrivés sur
23 la rue Wellington, qu'on aurait dû mettre des barrières et les
24 diriger vers d'autres routes.

25 Mais ma compréhension à partir de ces discussions
26 et ce qui se passait dans les médias, c'est que leur joyau là,
27 c'était la rue Wellington avec un podium, avec un camion
28 plateforme, avec un système de son, et que s'ils ne pouvaient

1 pas avoir ça, en allant sur Queen ou Slater, c'était vraiment...
2 c'était... l'intention principale, c'était d'y aller et d'avoir
3 leur drapeau de svastika, et avec le Parlement derrière comme
4 s'ils avaient pris le contrôle du pays.

5 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et pour revenir à cette
6 époque-là, vous n'avez pas eu de discussions avec le chef Sloly
7 sur ce blocus en plein centre-ville?

8 **MAIRE JIM WATSON:** Non. Ce serait au niveau de
9 notre personnel. Et c'était... il s'agissait des Travaux publics,
10 mais il faut avoir un corridor pour permettre aux pompiers par
11 exemple de passer ou des ambulances. Mais on ne pensait pas que
12 ça allait être une manifestation si importante. Nous avons
13 appris des leçons et le maire Tory de Toronto a dit que Toronto
14 a appris beaucoup de leçons parce que c'est... ils ont pu mieux
15 faire lors de leurs propres manifestations.

16 Alors, le projet pilote, pour ainsi dire, c'était
17 Ottawa. La même chose s'est passée à Québec et ailleurs. Les
18 maires ont vu ce qui se passait à Ottawa et ils ont appris des
19 leçons, ils ont pu sécuriser leur ville.

20 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais je vois ici qu'il y a
21 des préoccupations en ce qui concerne votre relation avec le
22 chef, mais il a dit... c'est lui, « le chef » :

23 « Ce n'est pas une solution policière,
24 mais en fait il s'agit d'une question
25 policière. Vous savez, le premier
26 ministre, j'essaie de l'appuyer tous
27 les jours. Le moment... ce n'est plus le
28 moment d'essayer de changer de

1 direction, d'orientation. »

2 Alors, qu'est-ce que vous entendiez là?

3 **MAIRE JIM WATSON:** Mais ce n'était pas le moment
4 de changer le leadership du corps policier. C'est une
5 frustration que j'avais avec le chef Sloly qui disait que ce
6 n'était pas une solution policière, mais les gens se
7 demandaient : « Si ce n'était pas une solution policière,
8 qu'est-ce que vous pourriez faire de façon rationnelle, de façon
9 logique? » Pour moi, c'était une déclaration un peu bizarre.

10 Mais, j'ai, bien sûr, appuyé le chef de police
11 étant donné la situation où il se trouvait. Il a fait de son
12 mieux pour gérer beaucoup de groupes différents, ces agents du
13 gouvernement, le conseil civique, les résidents de la ville, et
14 c'était beaucoup à la fois.

15 Mais je ne sais plus s'il y a eu une discussion
16 en ce qui concerne le chef de police, peut-être pour l'enlever
17 de sa position. En fait, finalement, il a quitté. Oui, il a
18 quitté le 15.

19 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Sur ce point-là, avez-vous
20 eu des discussions avec des représentants du gouvernement
21 provincial ou bien du gouvernement fédéral en ce qui concerne le
22 leadership du chef Sloly. est-ce qu'on devrait, donc, changer
23 d'orientation, changer de cap?

24 **MAIRE JIM WATSON:** Eh bien, le ministre Blair
25 connaissait le chef Sloly parce que le ministre Blair était chef
26 de police à Toronto à un moment donné, mais dans l'appel que
27 j'ai eu avec le premier ministre provincial et la ministre
28 Jones, je ne sais plus.

1 Mais je pense qu'il y avait eu des préoccupations
2 soulevées sur des manquements en ce qui concerne un plan, mais
3 on disait tout simplement c'était pas beaucoup qui a été dit. La
4 ministre Jones aurait dit qu'elle avait entendu que les choses
5 ne marchaient pas très bien étant donné le conflit, que ça
6 pourrait être amélioré.

7 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** En bas, le premier ministre
8 dit :

9 « Écoutez, oui, vous pouvez dire que le
10 gouvernement sera là avec davantage de
11 ressources, mais tout est mélangé. »

12 « Doug Ford se cache de ses
13 responsabilités, comme vous avez
14 souligné, c'est très important, très
15 important qu'il ne se cache plus. On va
16 vous appuyer si vous dites cela. »

17 Pourquoi est-ce qu'il aurait dit cela?

18 **MAIRE JIM WATSON:** Je ne peux pas... je ne sais pas
19 la raison pour laquelle le premier ministre aurait dit cela,
20 mais peut-être il avait peur que le premier ministre de
21 l'Ontario n'allait pas participer dans les réunions tripartites.
22 Des fois, on se demandait pourquoi est-ce que le premier
23 ministre ontarien ne participe pas à ces réunions.

24 Mais on avait une ligne ouverte en ce qui
25 concerne les communications avec lui, et je pense qu'il était
26 probablement plus confortable, plus à l'aise, il ne voulait pas
27 dire qu'un certain nombre d'agents policiers s'il ne pouvait pas
28 le faire. Mais le premier ministre semblait dire qu'il ne veut

1 pas s'associer, mais il ne voulait pas s'associer peut-être
2 parce que c'était la responsabilité des forces policières
3 d'Ottawa, et j'ai répondu que c'était de leur compétence.

4 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Oui, mais là, il dit... on
5 dit que :

6 « Si on traîne toujours, si on ne veut
7 pas participer... »

8 Vous dites que c'était frustrant. Tout comme le
9 premier ministre, vous étiez frustré parce que Ford ne voulait
10 pas participer.

11 **MAIRE JIM WATSON:** Je démontre ma frustration
12 parce que je voulais m'exprimer en ce qui concerne les
13 difficultés. Ça prenait beaucoup de temps. Pourquoi est-ce que
14 ça prenait tellement de temps pour obtenir des ressources à
15 Ottawa? Les manifestations ailleurs, en Albert et ailleurs, les
16 manifestations étaient terminées, mais on avait toujours besoin
17 de ressources. Des fois, c'était sept ou huit, si on enlevait
18 certains manifestants, alors sept ou huit reviendraient la
19 prochaine journée.

20 Alors, c'était frustrant. D'abord, il fallait
21 exercer une certaine pression auprès de l'OPP, mais le
22 gouvernement fédéral devrait également agir avec la GRC. C'était
23 après tout la ville capitale du pays. Bien sûr, il fallait
24 protéger le premier ministre, le gouverneur général et le
25 Parlement, mais il ne faut pas répéter qu'il y a déjà 250 agents
26 de la Gendarmerie royale qui se trouvent dans les rues d'Ottawa
27 parce que ce n'était pas un fait.

28 Mais cela a fonctionné peut-être parce que, après

1 que je me suis exprimé ainsi, on a obtenu les ressources que je
2 demandais, les ressources nécessaires, mais ça, c'était fait
3 dans les couloirs, dans les coulisses. Mais l'urgence, c'était
4 d'arriver à soulager les gens qui résidaient en plein centre-
5 ville et ailleurs.

6 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais est-ce que cela aurait
7 été préférable de citer des chiffres, d'être plus clair dans ce
8 que vous disiez?

9 **MAIRE JIM WATSON:** Bien sûr. C'est un peu comme ce
10 jeu de téléphone qu'on joue des fois comme enfant. Et on n'a pas
11 pu convaincre la province de participer à la table tripartite.
12 Mais ç'a pris quelques semaines pour obtenir une unité sur les
13 lignes, les premières lignes, avec la GRC, avec l'OPP, avec les
14 polices de la ville qui nous a permis de nettoyer, si vous
15 voulez, la situation, de mettre fin à cette situation.

16 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et est-ce que, si on avait
17 cette table tripartite, est-ce que les choses auraient été... est-
18 ce que tout cela aurait passé plus vite, plus facilement?

19 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, je dirais, parce que quand
20 on est face à face autour d'une table, on peut se parler, mais
21 on discutait du plan final et il y avait des difficultés à ce
22 propos, et puis le chef Sloly a quitté le service, ce qui a
23 donné un élément d'instabilité, mais ç'a duré quelques jours et
24 les polices ont pu nettoyer la ville.

25 **COMMISSAIRE ROULEAU:** On va prendre, donc, une
26 pause de 15 minutes. On revient à midi moins 25 ou 24. Merci
27 d'avoir pris le temps et merci, c'est la pause.

28 --- L'audience est suspendue à 11:21

1 --- L'audience est reprise à 11:39

2 **LA GREFFIÈRE:** Order. À l'ordre.

3 *The Commission has reconvened.* La Commission
4 reprend.

5 **--- MAIRE JIM WATSON (reprise):**

6 **--- INTERROGATOIRE EN CHEF PAR Me NATALIA RODRIGUEZ (suite):**

7 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Je vais vous demander de
8 passer à SSM.CAN.NSC2676, et c'est la lecture de la troisième
9 réunion tripartite en date du 10 février avec les ministres
10 Blair, Mendicino, monsieur Kanellakos, vous-même, et le sous-
11 ministre Stewart.

12 À la première page, le ministre Mendicino parle
13 des discussions qui ont eu lieu avec la Commission de la GRC
14 Lucki pour... à propos de 275 agents : « En conjonction avec
15 l'OPP... », en plein milieu. Ce serait donc une opération mixte
16 avec la Police provinciale de l'Ontario.

17 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, je vois ça.

18 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et je comprends donc que
19 c'est... cela a trait avec le plan du chef Sloly afin d'utiliser
20 les ressources qui seront rendues disponibles.

21 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

22 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Vous comprenez cela?

23 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

24 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** À la deuxième page, juste
25 en bas de la partie qui a été éliminée, vous voyez le sous-
26 ministre Rob Stewart qui dit :

27 « Nous demandons aux provinces de
28 participer, nous engageons donc les

1 provinces sur toutes ces questions et
2 sur l'évolution du plan. Si je
3 comprends bien, le plan du chef n'a pas
4 été détaillé. Cela aura un effet, ça
5 sera une conséquence des ressources de
6 la GRC qui pourrait arriver.

7 Alors, qu'est-ce que vous avez compris de cette
8 déclaration à cette étape en date du 10 février?

9 **MAIRE JIM WATSON:** C'est-à-dire que le plan
10 n'était pas encore finalisé, mais en ce qui concerne les détails
11 et les points précis, je n'aurais pas de connaissances en ce qui
12 se passe en coulisses ou bien...

13 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Non, c'est vrai, mais il
14 faut avoir un plan. On n'était pas en train de parler des
15 détails du plan ou de la spécificité du plan. Alors, est-ce que
16 cela pourrait retarder l'obtention des ressources de la GRC, le
17 fait que le plan n'a pas été détaillé?

18 **MAIRE JIM WATSON:** Je ne faisais pas partie de
19 cette planification, mais le chef avait dit auparavant, il y a
20 quelques jours, qu'il se sentait à l'aise avec les 1 800 agents
21 de police. Alors, je pense qu'il fallait donc contacter les
22 niveaux, tous les niveaux gouvernementaux pour obtenir ce nombre
23 d'officiers.

24 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et vos partenaires fédéraux
25 sont en train ici de vous dire qu'on n'a pas encore obtenu ce
26 nombre d'agents.

27 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Et vous savez, les
28 politiciens ne font pas partie de la planification policière.

1 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Oui. Et est-ce que vous
2 avez entendu, peut-être de la part d'autres personnes, qu'il y
3 avait des problèmes en ce qui concerne le plan préparé par le
4 chef, que ce n'était pas prêt?

5 **MAIRE JIM WATSON:** J'avais entendu dire de Steve
6 Kanellakos qu'il y avait des petits problèmes, des enjeux, mais
7 ce n'était pas des enjeux qui ne pourraient pas être surmontés,
8 quoi.

9 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et votre chef de cabinet
10 dit que Mike Jones, un autre chef de cabinet, que le 10, il n'y
11 avait pas de plan intégré et que vous étiez au courant de ce
12 fait. Donc, ça veut dire que l'OPP était au courant du fait que
13 le plan n'était pas encore tout à fait prêt.

14 **MAIRE JIM WATSON:** Je ne sais pas si c'était Serge
15 Arpin ou bien Steve Kanellakos qui aurait dit cela. Chaque fois
16 que je posais une question, on m'a répondu que c'était prêt,
17 presque prêt, ou en voie de préparation.

18 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Oui, mais ici, le ministre
19 Mendicino et le sous-ministre Stewart indiquent que le fait de
20 ne pas avoir un plan qui est prêt pourrait avoir un effet sur ce
21 que... sur les activités de la GRC.

22 **MAIRE JIM WATSON:** Ça serait au niveau du
23 personnel, ce genre de commentaire, non pas au niveau politique.
24 Mais le fait est, il faut distinguer entre les rôles. Bien sûr,
25 on se fie à l'OPS également pour obtenir ce plan qui serait un
26 plan fiable.

27 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** À la page 4, si vous voyez
28 ici, un peu plus bas, vous dites :

1 « Pensez-vous qu'on... si on peut faire
2 passer un message au commissaire ou à
3 Sloly aujourd'hui? »

4 C'est le deuxième point en bas. Vous dites que :
5 « C'est une bonne étape, un bon pas en
6 avant. À un moment donné, je vais
7 appeler le premier ministre provincial
8 de participer à cette table. »

9 C'était la dernière réunion tripartite.

10 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, je crois que oui.

11 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais enfin, le premier
12 ministre provincial n'a pas participé à cette réunion
13 tripartite. Pourquoi il n'y avait plus de réunion tripartite
14 après le 10 février?

15 **MAIRE JIM WATSON:** Je prends pour acquis qu'on
16 était près de la date où la police allait agir, et si on pouvait
17 obtenir le nombre nécessaire d'agents de la Police provinciale
18 de l'Ontario, ce n'aurait pas été nécessaire d'avoir une autre
19 réunion.

20 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Dans les trois réunions que
21 nous avons examinées ensemble, on voit qu'il y a des thèmes
22 communs. Vous êtes frustré, vous exprimez votre frustration
23 qu'il n'y a pas d'engagement de la part du gouvernement fédéral,
24 « Montrez-moi la Police montée », et vous estimez, donc, que le
25 Fédéral ne vous donne pas les ressources nécessaires.

26 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, mais j'ai eu des appels
27 avec le ministre Mendicino et, en fin de compte, les agents de
28 police sont arrivés. Et les services municipaux, j'ai oublié

1 d'en parler, on avait de la police de Belleville et York, de
2 Toronto, et c'était un grand soulagement pour nous que de voir
3 ce nombre d'agents de police de ces régions-là, et enfin, le
4 processus a bien marché. Mais au début du processus, il y avait
5 un manque d'engagement.

6 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Vous avez dit que le
7 processus s'est bien terminé?

8 **MAIRE JIM WATSON:** C'est quand on a pu nettoyer
9 les rues.

10 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Oui, mais ç'a pris trois
11 semaines pour arriver là.

12 **MAIRE JIM WATSON:** Et oui, c'était ça ma
13 préoccupation parce que ç'a pris bien trop longtemps. Alors,
14 « est-ce que vous pouvez procéder plus vite? », mais on avait
15 des agents qui arrivaient de Vancouver, ça prend du temps, il
16 faut avoir des billets d'avion et tout ça. Il y avait des enjeux
17 logistiques, des défis logistiques, parce que le chef m'avait
18 dit qu'on n'était pas capables de le faire tout seul.

19 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais vous n'êtes pas
20 seulement un critique en coulisses, vous êtes le maire d'Ottawa,
21 une ville qui a des besoins. Donc, vous avez une obligation de
22 soulever ces questions et d'exercer de la pression sur tous les
23 paliers de gouvernement afin de résoudre la situation.

24 **MAIRE JIM WATSON:** Voilà. C'est pour ça que je
25 voulais m'assurer qu'on avait des lignes de communication
26 politique ouvertes, raison d'être du comité tripartite, et
27 pourquoi nous avons envoyé une lettre de mon bureau et pourquoi
28 on a continué à entretenir un dialogue avec les élus locaux, le

1 conseil municipal et nos homologues au provincial et au fédéral.

2 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais ultimement, il y a eu
3 un retard significatif avant d'avoir les ressources, et donc,
4 pour les gens de la GRC et de l'OPP.

5 **MAIRE JIM WATSON:** Et d'autres municipalités
6 aussi.

7 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, essentiellement, ce
8 qu'on voit dans ces trois réunions, c'est qu'aucun palier du
9 gouvernement vous donne ce que vous voulez.

10 **MAIRE JIM WATSON:** Bien, l'autre niveau de la
11 couche de frustration, c'est que pendant longtemps on exigeait à
12 avoir un nombre, un chiffre. On ne pouvait pas continuer ces
13 rencontres bilatérales ou tripartites sans une idée claire de
14 la... du SPO des besoins, et une fois qu'on a eu ce chiffre, ça a
15 aidé à dégager un peu la prise de décision.

16 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors donc, d'une part,
17 c'était... il aurait fallu savoir auparavant le chiffre, donc la
18 chaîne d'évènements par la suite...

19 **MAIRE JIM WATSON:** Je ne comprends pas la première
20 partie de votre question.

21 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Vous dites que,
22 éventuellement, vous avez eu le nombre de ressources nécessaires
23 et les lettres envoyées le 7 février. Mais si vous avez su
24 avant, à compter du 31 janvier, vous saviez qu'il n'y avait déjà
25 pas assez de ressources lors de votre appel avec le premier
26 ministre, si le chef vous avait communiqué les besoins avec un
27 chiffre plus tôt, ça aurait pu être transmis tout de suite, et
28 après ça toute la séquence d'évènements et les réunions auraient

1 commencé plus tôt.

2 **MAIRE JIM WATSON:** En théorie, oui, j'aurais voulu
3 que ça se passe comme ça.

4 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et si vous aviez pu avoir
5 la GRC et l'engagement du Fédéral, si vous aviez pu avoir ça
6 plus tôt, la situation aurait pu être réglée plus tôt.

7 **MAIRE JIM WATSON:** Exact.

8 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et si la province était
9 assise à... un, était à cette table tripartite et faisait partie
10 des discussions, si vous pouviez communiquer directement à la
11 solliciteure générale ou au premier ministre de l'Ontario, ça
12 aurait pu mettre fin plus tôt à la situation, n'est-ce pas?

13 **MAIRE JIM WATSON:** Exact.

14 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, vraiment, c'était un
15 échec à tous les niveaux.

16 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, il ne fait pas de doute
17 que, avec un peu de recul, et on voit ce qui s'est passé, il y a
18 beaucoup d'échecs. Que ça soit la Ville, les gouvernements
19 provincial ou fédéral, on doit être responsable du fait qu'on
20 n'a pas agi assez rapidement et que ce sont les citoyens
21 d'Ottawa qui ont souffert le plus parce qu'on n'a pas pu dégager
22 cette manifestation pendant trois semaines.

23 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, on a parlé du
24 Service de police, de qu'est-ce qu'ils auraient pu faire
25 différemment. Qu'est-ce que la Ville aurait pu faire? Qu'est-ce
26 que la Ville aurait pu faire?

27 **MAIRE JIM WATSON:** Bien, comme vous savez, nous
28 avons une autorité limitée et des pouvoirs limités dans une

1 situation pareille. Dans les 24 premières heures, c'était
2 clairement une affaire policière.

3 Et je n'écarte pas le fait qu'on a des
4 responsabilités, on a des obligations pour respecter les
5 politiques et tout ce qui concerne les permis et garder les
6 routes ouvertes. Mais ça, vraiment, ça nous a complètement
7 dépassés au niveau administratif, bureaucratique, opérationnel
8 et autres. C'était la première fois qu'une chose pareille se
9 produisait et je pense qu'on faisait tout ce qu'on pouvait pour..
10 pendant qu'on voyait tout ce qui se passait devant nos yeux, en
11 personne et à la télévision.

12 C'était absolument affreux pour les gens qui
13 vivaient là ou qui y travaillaient, ou les gens qui ont voulu
14 visiter notre ville, ça a eu un impact sur la santé de beaucoup
15 de personnes, ça a créé des problèmes pour l'industrie du
16 tourisme, il va falloir qu'on retisse les liens avec le public
17 et avec le Service de police, et apprendre des leçons. Et
18 heureusement, si tout va bien, le rapport du commissaire donnera
19 une série de recommandations alors que si jamais on a une
20 situation comme celle-ci, on fera beaucoup mieux.

21 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Vous aviez dit que dès le
22 début ou très tôt, la Ville était débordée et n'avait pas les
23 ressources, pas seulement du côté policier, mais pour les
24 affaires municipales aussi. À compter du 31, je crois que
25 c'était clair que c'était pas une situation qui allait se régler
26 toute seule – et je reviendrai à ce point-là.

27 Si on avait déclaré l'état d'urgence plus tôt,
28 comme le 31 janvier, ça aurait démontré... ça aurait été un signal

1 pour les autres paliers du gouvernement que la ville d'Ottawa
2 était débordé et dépassée?

3 **MAIRE JIM WATSON:** Non. Nous, c'était très clair.
4 Un état d'urgence municipal, on voit les maires dans les villes
5 des États-Unis et les pouvoirs qu'ils ont, ça n'aurait pas
6 vraiment changé grand-chose. Avec un peu de recul, s'il fallait
7 que je recommande quelque chose à mon successeur, c'est souvent
8 le public qui nous pose ces questions : « Pourquoi ne pas
9 déclarer un état d'urgence? », mais avec un peu de recul, on
10 pourrait le déclarer pour calmer un peu le public.

11 On n'avait pas besoin d'un document pour savoir
12 que c'était une situation dangereuse et très sérieuse et qui
13 aurait des répercussions terribles sur nos résidents et sur tout
14 le pays. Et la frustration, c'était parce que... la raison pour
15 laquelle on voulait la GRC, c'est que les protestataires étaient
16 en train de protester contre les lois fédérales et on avait
17 besoin d'un appui provincial parce qu'il y avait un impératif
18 économique pour ne pas fermer la ville pendant trois semaines.

19 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, à part de signaler
20 ce besoin plus tôt avec une déclaration d'état d'urgence,
21 qu'est-ce que Ottawa, la ville d'Ottawa aurait pu faire
22 différemment?

23 **MAIRE JIM WATSON:** Bien là, on est en train de
24 penser quoi faire avec la rue Wellington. Il y a eu beaucoup de
25 motions qui ont été déposées et qu'il faut faire quelque chose
26 pour protéger l'enceinte parlementaire et qui devrait
27 patrouiller la rue Wellington, les rôles et responsabilités de
28 PPS et l'OPP et la police militaire, entre autres. Alors, c'est

1 un défi de compétences parce qu'il y a des couches de
2 responsabilités.

3 Mais si je pouvais retourner en arrière et
4 changer ce qui a été fait avant, j'aurais insisté qu'on mette
5 des barricades pour complètement bloquer la rue Wellington. Ça
6 aurait été la toute première étape, car, comme je l'ai dit,
7 c'était symbolique pour les camionneurs, ils voulaient avoir
8 cette toile de fond du Parlement derrière eux, et s'ils devaient
9 passer par Slater ou Albert, ça n'aurait pas eu le même effet ou
10 le même impact.

11 Alors là, on a un dialogue avec les Premières
12 Nations, les groupes communautaires, et toutes les forces
13 policières pour voir qu'est-ce qu'on va faire avec la rue
14 Wellington. Parce que quelques semaines après le convoi, il y a
15 eu un rallye de motocyclettes qui était un peu perturbateur,
16 mais beaucoup mieux contenu et contrôlé avec le chef Bell, et le
17 1^{er} juillet, il y a eu des manifestations, mais ce n'était pas
18 grand-chose, et qu'est-ce qui va se passer maintenant en février
19 et mars? Est-ce qu'ils vont tenter de répéter ces comportements
20 qu'on a connus en janvier-février?

21 Alors, on doit être mieux... en meilleure posture
22 pour protéger la Colline parlementaire.

23 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et vous êtes d'accord que
24 c'était inacceptable que les résidents souffrent trois semaines.

25 **MAIRE JIM WATSON:** C'était inacceptable même pour
26 une journée. Mais c'est une société libre où les gens ont le
27 droit de manifester, mais là, ça dépassait les bornes de la
28 manifestation. C'était des activités illégales et qui touchaient

1 la vie de tout le monde. Et les organisateurs avaient très peu
2 de respect envers la loi et nos quartiers, et ils étaient là
3 même au Parlement en train de prendre des selfies. Et j'ai posé
4 ces questions à des gens qui étaient... « Comment aimeriez-vous
5 avoir 40 camions de 18 roues avec des klaxons qui marchent
6 24 heures par jour, avec des gaz d'échappement, en train de
7 faire un méchoui à feu ouvert et avec des feux d'artifice, en
8 train de menacer des gens et des déclarations racistes et
9 homophobes? Est-ce que vous aimeriez ça à Saskatoon, Red Deer ou
10 Halifax? Vous ne tolérez pas. »

11 Le centre-ville d'Ottawa, c'est pas juste un
12 endroit stérile qui s'appelle la Colline parlementaire, il y a
13 des milliers de gens qui y vivent et ils ont été touchés le
14 plus, et on doit faire mieux. Si jamais on a une situation
15 semblable, il faut qu'on fasse mieux pour les gens d'Ottawa.

16 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et par rapport aux
17 négociations avec les protestataires, on a entendu des détails
18 là-dessus hier et il y en aura d'autres avec le surintendant
19 Drummond, mais, dites-moi, quelle était votre compréhension de
20 l'entente? C'était quoi, cette entente?

21 **MAIRE JIM WATSON:** Eh bien, l'entente – je vais
22 revenir un peu en arrière –, la raison pour laquelle j'ai pris
23 cette voie-là, c'est qu'il y avait très peu de progrès pour
24 résoudre la situation. Ma préoccupation première, c'était de
25 soulager la communauté résidentielle. C'était pas Wellington ni
26 la Colline, même si c'est très important, mais les gens qui
27 étaient le plus touchés, c'était les gens qui avaient besoin de
28 dormir et qui vivaient dans cette zone rouge.

1 Alors, on m'a approché, c'est monsieur French qui
2 m'a approché, il m'a dit qu'il avait des contacts auprès des
3 entreprises de camionnage et il a dit : « Je suis prêt sans
4 frais. Je ne fais pas ça pour l'argent. J'aimerais aider. »
5 Parce qu'il voyait ce que les autres voyaient à la télé, cette
6 débandade, ce désordre qui faisait tellement de mal aux gens et
7 aux petits commerçants.

8 Alors, je l'avais rencontré deux ou trois fois,
9 c'était un chef du personnel pour monsieur Ford, je l'avais
10 connu comme maire et lorsqu'il était chef du directeur du
11 personnel. Alors, j'étais un sceptique. Qui connaît-il? « Moi,
12 ça ne m'intéresse pas de les rencontrer, mais si vous pouvez
13 négocier une entente pour dégager, ben, allez-y. »

14 Alors, il a été renvoyé à mon chef de personnel
15 et à Steve Kanellakos, et au cours de quelques jours, ils ont
16 négocié une entente en fonction de la lettre que j'avais envoyée
17 à un des organisateurs, madame Lich, disant que j'étais prêt à
18 les rencontrer, mais avec certaines conditions – vous les avez
19 là dans une lettre. Donc, déjà, dégager des camions de la zone
20 résidentielle et sans les remplacer. Si vous faites ça, eh bien,
21 dans ce cas-là, le maire sera heureux de vous rencontrer.

22 Et ça découlait du fait que les équipes de
23 liaison policières avaient approché la Ville parce qu'il n'y
24 avait pas de communications du SPO et les leaders des
25 protestations. Et il n'y avait pas une seule voix pour les
26 protestataires, il y avait des dirigeants différents et des
27 camps différents.

28 Alors, avant l'appel de monsieur French, Steve

1 Kanellakos a rencontré un bon nombre de protestataires dans son
2 bureau, il les a écoutés, et lorsqu'ils m'ont dit qu'ils
3 voulaient une réunion, j'étais hésitant. Moi, je ne pensais pas
4 que c'était une bonne idée.

5 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et pourquoi? Quelles
6 préoccupations?

7 **MAIRE JIM WATSON:** C'est qu'on va rencontrer ce
8 groupe qui a causé tellement de dommages et si c'est juste un
9 truc de relations publiques pour aller prendre des photos et
10 dire « on a rencontré le plus haut fonctionnaire de la ville »
11 et pour avoir un statu quo.

12 Alors, ils se sont rencontrés. Steve Kanellakos a
13 rapporté qu'ils semblaient être sérieux pour baisser la
14 température. Et un ou deux jours après, monsieur French est
15 devenu impliqué, et on a envoyé une lettre, il y a eu une
16 réponse de madame Lich qui était d'accord avec les conditions,
17 et je crois que les pourparlers ont commencé... en fait, c'est le
18 13 ou le 12... le 13, ils ont commencé à déplacer les camions des
19 rues résidentielles et à se mettre sur Wellington.

20 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Oui, je crois que c'était
21 le 13. Le 13, une réunion pour la logistique, et le 14, ç'a
22 commencé à bouger.

23 **MAIRE JIM WATSON:** Et la police avait un directeur
24 qui était ici là devant l'édifice pour coordonner le mouvement
25 des camions. Et ce que j'avais compris, c'est qu'il y avait 40
26 gros camions qui s'étaient déplacés et il y avait 60 autres qui
27 allaient se mettre sur Wellington en dehors des zones
28 résidentielles, et ça, ça s'arrêterait une fois que l'état

1 d'urgence serait déclaré le 14.

2 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, au total, environ
3 une centaine de véhicules, 40 gros, des camions lourds, et le
4 reste, c'était des véhicules, des véhicules récréatifs, des
5 camionnettes.

6 Et savez-vous pourquoi la police a arrêté cette
7 opération? Est-ce qu'il y a quelqu'un de la police qui vous a
8 dit « écoutez, nous avons arrêté pour telle et telle raison »?

9 **MAIRE JIM WATSON:** Mon souvenir, c'est que Steve
10 Kanellakos a dit, à cause des mesures d'urgence, toute cette
11 activité a été arrêtée et ils devaient se redéployer ou
12 redéployer tous les policiers à l'évènement principal, et ça,
13 c'était pour dégager les rues.

14 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais ça, ça vous a été dit
15 non pas le SPO, mais par monsieur Kanellakos?

16 **MAIRE JIM WATSON:** Exact.

17 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, pour l'entente qui a
18 été négociée, aviez-vous compris que c'était une façon de régler
19 la situation et de mettre fin à l'occupation pour que tous les
20 protestataires quittent? Est-ce que c'était ça l'entente?

21 **MAIRE JIM WATSON:** Non. Non. On ne pensait pas du
22 tout que ça allait régler le problème. Ça a réglé une toute
23 petite partie d'un problème pour les rues Kent et O'Connor, les
24 zones résidentielles, de faire sortir les camions de d'là, et
25 ça, ç'a été clairement déclaré dans les conversations avec Serge
26 qui a parlé à monsieur French que ça n'allait pas arrêter toutes
27 les autres activités contre lesquelles nous étions confrontés.

28 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et est-ce que l'entente,

1 c'est qu'une fois sur Wellington, est-ce qu'il y avait... est-ce
2 que la Ville leur donnait la permission d'occuper la rue
3 Wellington?

4 **MAIRE JIM WATSON:** Ben, l'entente, c'était de
5 quitter les zones résidentielles et de se mettre pour la rue
6 Wellington parce qu'il n'y a personne qui vit sur la rue
7 Wellington, ce sont des édifices gouvernementaux, et la plupart
8 étaient vides parce qu'ils étaient en zone rouge. Il n'y avait
9 personne qui travaillait dans les bureaux pour des questions de
10 sécurité.

11 Alors, c'était vraiment pour régler une de mes
12 préoccupations et c'était pour les résidents qui... ça faisait
13 deux semaines qu'ils étaient en train de supporter ces sifflets
14 de train, les klaxons.

15 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais d'après vous, est-ce
16 que la Ville leur avait dit qu'une fois déplacés, ils pouvaient
17 rester sur la rue Wellington et seraient protégés contre les
18 actions policières?

19 **MAIRE JIM WATSON:** Non, non, pas du tout. La
20 réalité, c'est qu'on espérait que ces individus qui étaient
21 bloqués par les autres camions quitteraient la région. Et il y
22 avait quelqu'un du Service de police, je ne me souviens pas qui,
23 il y avait cinq ou six de ces camions qui ont quitté la région
24 parce qu'ils étaient pris derrière d'autres camions, ils ne
25 pouvaient pas quitter de toute façon. Alors, c'était un peu de...
26 c'était bien pour ceux qui avaient dit ce qu'ils avaient à dire
27 et ils sont partis.

28 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais il en restait combien

1 au centre-ville?

2 **MAIRE JIM WATSON:** Il y en avait plus à Coventry
3 et Rideau et Sussex.

4 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Le 14 février, on sait que
5 la *Loi sur les mesures d'urgence* a été invoquée. Est-ce que vous
6 l'aviez su avant son invocation?

7 **MAIRE JIM WATSON:** Non.

8 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Est-ce que la Ville avait
9 demandé l'invocation?

10 **MAIRE JIM WATSON:** Non.

11 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Est-ce que la Ville a donné
12 son opinion, à savoir si c'était nécessaire?

13 **MAIRE JIM WATSON:** Lorsque ç'a été publié, très
14 peu de personnes... peu de personnes savaient de quoi il
15 s'agissait. Moi, j'ai grandi au Québec avec la *Loi sur les*
16 *mesures de guerre* pour la province du Québec. Personne ne
17 l'avait soulevé avec nous, mais lorsque ç'a été invoqué, et on
18 m'a dit quels étaient les pouvoirs, moi, j'ai trouvé que c'était
19 très positif pour résoudre cette situation une fois pour toutes
20 à cause des dispositions de la Loi. Alors, j'étais d'accord. Et,
21 vous vous en rappelez peut-être, Eli El-Chantiry a envoyé une
22 lettre au premier ministre pour invoquer la Loi parce que
23 c'était le catalyseur pour nous permettre d'aller de l'avant et
24 de résoudre cette situation au centre-ville un fois pour toutes.

25 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Est-ce que vous savez
26 quelles mesures aux termes de la Loi ont été utilisées, quelles
27 étaient ses dispositions pour mettre fin à l'occupation?

28 **MAIRE JIM WATSON:** Pour nous, l'enjeu principal,

1 c'était qu'on ne pouvait pas faire bouger ces camions parce
2 qu'il fallait avoir des énormes remorqueurs et des camions-
3 remorques pour enlever ces camions. Donc, quand j'ai vu ces
4 rangées de camions stationnés dans la rue Laurier, j'étais ravi
5 de voir des camions-remorqueurs qui arrivaient, qui pouvaient
6 nous aider à nous débarrasser de ces grands camions et autres.
7 Il fallait mettre des décals du Service de police d'Ottawa sur
8 leurs propres décals de leur marque, de leur propre société.

9 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais vous n'êtes pas au
10 courant qui aurait envoyé ces camions-remorques?

11 **MAIRE JIM WATSON:** Je prends pour acquis que
12 c'était la Ville probablement. J'ai vu qu'il y avait énormément
13 de remorqueurs à Toronto. À John Tory, j'ai demandé : « Est-ce
14 que vous allez nous prêter des remorqueurs? », et il m'a donné
15 des noms de certaines sociétés qui pourraient nous aider et il
16 ne pouvait pas quand même nous prêter ses camions-remorques de
17 la TTC. Ils sont arrivés par contre, et ces sociétés nous ont
18 énormément aidés à nettoyer les rues.

19 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais savez-vous c'était
20 quelque chose qui a été obtenu étant donné la *Loi sur les*
21 *mesures d'urgence*?

22 **MAIRE JIM WATSON:** On nous a dit qu'on ne pouvait
23 pas le faire, mais le fait qu'on ait invoqué la *Loi sur les*
24 *mesures d'urgence*, et tout de suite il y avait une apparition de
25 ces grands remorqueurs, alors ça nous aidait. Donc, j'ai pris
26 pour cela... j'ai pris cela pour acquis.

27 Je ne suis pas au courant des politiques de l'OPS
28 contre... et c'était soit la ville d'Ottawa, soit l'OPS, je ne

1 sais pas.

2 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais vous ne savez pas
3 vraiment.

4 **MAIRE JIM WATSON:** Non.

5 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et on sait que le 15, il y
6 a eu un accord qui a été établi quant au départ du chef Sloly.
7 Est-ce que vous étiez au courant de ce fait?

8 **MAIRE JIM WATSON:** Non, je l'ai appris comme tout
9 le monde.

10 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** D'accord. Est-ce que vous
11 avez estimé qu'on aurait dû vous avoir consulté avant le départ
12 du chef de police Sloly?

13 **MAIRE JIM WATSON:** Ça aurait probablement été
14 utile, mais si je me trouvais seul dans un point de presse et on
15 me dit « écoutez, le chef est parti », qu'est-ce que j'aurais
16 dit?

17 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Le 16, il y a eu une
18 réunion spéciale du Conseil où vous étiez là?

19 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

20 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Après l'invocation de la
21 *Loi sur les mesures d'urgence* et après le départ du chef Sloly,
22 vous avez eu... et également le départ de la présidente Deans,
23 vous avez eu des discussions avec la présidente Deans entre ce
24 fait et le départ de Sloly?

25 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Il y avait... sur laquelle
26 c'est moi-même et autres, un adjoint de la conseillère Deans.
27 Elle a indiqué, étant donné un communiqué de presse, quelque
28 chose, je n'ai pas le libellé exact, que nous sommes en train de

1 travailler sur une nouvelle structure de commandement - vous
2 allez trouver ça dans les documents -, et j'ai trouvé ça un peu
3 curieux, j'ai pensé que c'était un peu bizarre. Nous sommes en
4 plein milieu d'une crise.

5 Je n'ai pas eu une grande discussion avec elle
6 sur le départ du chef Sloly quant à son... par exemple, son
7 indemnité de départ, mais c'était évident que la conseillère
8 Deans voulait agir très vite, faire venir un nouveau chef de
9 police par intérim, et c'était ça la discussion que nous avons
10 eue sur cet appel.

11 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Est-ce que c'était un
12 problème pour vous?

13 **MAIRE JIM WATSON:** J'étais préoccupé. On a eu le
14 chef Sloly un jour, le jour suivant on a eu le chef intérimaire
15 Bell, et le troisième jour on a, paraît-il, nommé un troisième
16 chef. Donc, trois chefs de police dans trois jours.

17 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais embaucher le chef de
18 police, ça fait partie des pouvoirs de la Commission de la
19 police, des services policiers. Techniquement, ce n'était pas
20 nécessaire de vous consulter.

21 **MAIRE JIM WATSON:** Non, techniquement pas, mais
22 par le passé, lorsqu'on a embauché un nouveau chef, normalement
23 le candidat passerait par mon bureau pour que je rencontre la
24 personne en question. Il me semblait que trois chefs dans trois
25 jours, ce n'était pas très stable, c'était un message
26 d'instabilité pour la collectivité. Et le chef se trouvait en
27 Floride à l'époque et ne pouvait pas revenir à temps pour mettre
28 en vigueur le plan.

1 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais la décision était la
2 décision de la Commission.

3 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Et la conseillère Deans à
4 l'époque, elle a dit : « Si vous ne voulez pas que je signe ce
5 contrat... », j'ai dit :

6 « Mais, écoutez, oui. Je ne peux pas
7 vous dire quoi faire parce que vous
8 êtes autonome, mais pour moi, il serait
9 sage de ne pas signer un contrat avant
10 d'avoir stabilisé cette situation à
11 Ottawa. »

12 La personne doit, bien sûr, apprendre les noms
13 des rues à Ottawa et toute la structure de commandement. Et
14 donc, la conseillère Deans était d'accord pour ne pas signer le
15 contrat, mais j'ai découvert quelques jours après qu'elle a en
16 fait signé le contrat. Elle a indiqué qu'elle n'allait pas faire
17 ça parce qu'elle a compris mes soucis, mes préoccupations.

18 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et pour vous, dans cette
19 discussion où vous avez demandé de ne pas signer le contrat,
20 est-ce que cela a mis en danger l'autonomie de la Commission?

21 **MAIRE JIM WATSON:** Non.

22 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** J'attire votre attention
23 sur OTT29762, ce sont les procès-verbaux de la réunion de
24 conseil du 16 février. À la page 6, vous allez lire, le
25 conseiller Leiper parle d'un manque de confiance dans... en ce qui
26 concerne la Commission, et cela, en matière d'embauche.

27 La motion pour enlever la présidente de la
28 Commission, c'était fondé sur un manquement et sur une perte de

1 confiance de la part (sic) de la commissaire conseillère Deans.
2 Vous en avez parlé hier et auparavant.

3 **MAIRE JIM WATSON:** Pour moi, c'était cette
4 décision de signer le contrat après avoir dit à moi-même qu'elle
5 n'allait pas signer le contrat. Et les personnes... il n'y avait
6 pas de consultation publique, personne à l'extérieur de la
7 Commission n'aurait été consulté. En fait, c'était les deux
8 tiers du Conseil qui voulait que la conseillère Deans quitte la
9 présidence de la Commission et c'était le conseiller El-Chantiry
10 qui a repris ce poste.

11 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Oui. Et on ne voit pas de
12 mention ici d'assurance... plutôt, de la déclaration de la
13 présidente, c'est-à-dire qu'elle vous aurait dit qu'elle
14 n'allait pas embaucher un nouveau chef, et le conseiller a
15 changé d'avis étant donné le roulement au sein de la Commission
16 voulait retirer son nom de considération.

17 **MAIRE JIM WATSON:** Quand il a fait cela, il m'a
18 envoyé un message à cet effet et j'ai téléphoné à ce commissaire
19 pour remercier le commissaire et pour dire qu'il a fait cela de
20 façon très élégante. C'était un appel téléphonique gentil
21 également avec l'ancien chef de Waterloo.

22 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Vous avez parlé à madame
23 Deans?

24 **MAIRE JIM WATSON:** Elle m'a demandé : « Est-ce que
25 vous avez perdu confiance en moi? », et je... quand nous avons
26 appris que le contrat avait en fait été signé quand elle m'avait
27 dit qu'elle n'allait signer, c'est à ce point-là que j'ai perdu
28 confiance en elle.

1 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Est-ce que cela a contribué
2 à l'instabilité que vous voulez éviter?

3 **MAIRE JIM WATSON:** Vous devez poser cette question
4 à la province parce que leurs trois nominations ont été envoyées
5 à la Commission, mais la Commission s'occupe uniquement du
6 budget et des politiques. Et c'est le chef Bell par intérim qui
7 travaillait sur un plan intérimaire, c'est... si c'était cette
8 personne qui a envoyé ces agents dans la zone rouge, ça aurait
9 pu avoir créé quelques problèmes. Monsieur Torigan n'aurait pas..
10 ne connaissait pas s'il arrivait le lundi, il voudrait être
11 impliqué dans l'activité, mais il ne connaissait même pas les
12 noms des rues.

13 Et les autres services de police ont donné leur
14 approbation et les activités de nettoyage à Coventry et au coin
15 de la rue Rideau étaient vraiment exceptionnelles. Ils ont pu
16 nettoyer les rues sans perte de vies.

17 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Je vois que le Commissaire
18 m'indique que mon temps est écoulé. Merci beaucoup.

19 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Nous allons passer à la
20 deuxième phase des témoignages, et si on pourrait demander aux
21 organisateurs du convoi de passer en premier lieu.

22 **--- CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me BRENDAN MILLER:**

23 **Me BRENDAN MILLER:** Bonjour, Monsieur Watson. Je
24 m'appelle Brendan...

25 **MAIRE JIM WATSON:** Bon après-midi, plutôt.

26 **Me BRENDAN MILLER:** Brendan Miller, je m'appelle
27 Brendan Miller. Je représente l'organisation de manifestants qui
28 se trouvaient dans votre ville en janvier, février 2022. Je vais

1 arranger mes documents avant de procéder.

2 Maire... Monsieur le Maire Watson, pour suivre les
3 questions qu'on vous a posées aujourd'hui, est-ce que vous
4 seriez d'accord avec moi que, en janvier, février 2022, vous
5 n'avez pas pu répondre de façon convenable à la situation?

6 **MAIRE JIM WATSON:** Moi, je dirais, étant donné
7 l'information et les circonstances, on a fait de notre mieux. Ça
8 ne suffisait pas peut-être.

9 **Me BRENDAN MILLER:** Est-ce que vous avez... est-ce
10 que vous êtes d'accord que vous avez politisé la situation?

11 **MAIRE JIM WATSON:** Non, je ne suis pas d'accord
12 avec vous.

13 **Me BRENDAN MILLER:** Est-ce que vous seriez
14 d'accord que cette situation a été politisée par le gouvernement
15 fédéral?

16 **MAIRE JIM WATSON:** Non.

17 **Me BRENDAN MILLER:** Vous seriez d'accord que cela
18 a créé des problèmes?

19 **MAIRE JIM WATSON:** Non.

20 **Me BRENDAN MILLER:** C'est-à-dire l'implication
21 d'un palier du gouvernement qui était saisi de cela, le
22 gouvernement de l'Ontario?

23 **MAIRE JIM WATSON:** C'était fait de façon
24 convenable, oui, ultimement,

25 **Me BRENDAN MILLER:** Et le Service provincial de
26 l'Ontario et le Service de la police, le Service de la ville
27 d'Ottawa?

28 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, ils étaient là sur le

1 terrain, mais j'aurais mieux... j'aurais pensé que ça aurait pu
2 avoir fait plus vite.

3 **Me BRENDAN MILLER:** Depuis la première journée des
4 manifestations?

5 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

6 **Me BRENDAN MILLER:** Mais en tant que maire de
7 cette ville, vous n'avez pas la cote sécuritaire afin de savoir
8 quelles sont les activités des forces policières.

9 **MAIRE JIM WATSON:** Il ne s'agit pas d'une cote
10 sécuritaire, il y a une organisation qui est semi-autonome qui
11 s'appelle la Commission policière des services policiers
12 d'Ottawa et il incombe à cette Commission d'être saisie de ce
13 genre de questions.

14 Pour nous, on doit accepter ou rejeter le budget
15 pour les services policiers.

16 **Me BRENDAN MILLER:** Alors, vous n'étiez pas au
17 courant des activités de l'OPP, de la Police provinciale de
18 l'Ontario.

19 **MAIRE JIM WATSON:** Ça fait partie de la compétence
20 du Service [de police] d'Ottawa, mais je n'étais pas au courant
21 du plan opérationnel et, en fait, j'ai pu regarder et j'ai vu
22 l'arrivée de davantage d'agents de police.

23 **Me BRENDAN MILLER:** Donc, vous avez vu des agents
24 de police de l'OPP qui arrivaient.

25 **MAIRE JIM WATSON:** C'était des gens en uniforme,
26 qui portaient leur uniforme. Il y avait des gens qui portaient
27 des vêtements... qui étaient en civil, mais j'ai vu qu'il y avait
28 davantage d'agents.

1 **Me BRENDAN MILLER:** Mais vous ne saviez pas
2 combien d'agents de police de l'OPP qui se trouvaient à Ottawa
3 dès le 26 janvier jusqu'à la fin de la situation.

4 **MAIRE JIM WATSON:** On a eu... on m'a dit qu'il y
5 avait 55, mais il ne s'agit pas du tout du 1 500 dont le
6 procureur général aurait parlé.

7 **Me BRENDAN MILLER:** Si vous ne saviez pas ce que
8 faisait la police, ce que ces corps policiers faisaient, ni
9 l'OPP, ni l'autre.

10 **MAIRE JIM WATSON:** Non mais, il y a une
11 distinction, on fait... on distingue entre l'État et ce que fait
12 la police. On ne peut pas diriger ce que fait la police. Alors,
13 si on veut adopter une motion qui dit « écoutez, on s'occupe des
14 gens qui excèdent les limites de vitesse dans la rue Carling
15 pendant quelques mois », ils pourraient le faire.

16 **AUCUNE INTERPRÉTATION [12.29.10 à 12.29.33]**

17 **Me BRENDAN MILLER:** Vous étiez le directeur des
18 communications pour le président de la Chambre au Parlement,
19 vous êtes devenu ensuite un membre du parlement provincial.

20 **MAIRE JIM WATSON:** Non, du conseil municipal.

21 **Me BRENDAN MILLER:** Et ensuite un membre du
22 Parlement.

23 **MAIRE JIM WATSON:** Et ensuite maire.

24 **Me BRENDAN MILLER:** Et ensuite un député du
25 Parlement provincial?

26 **MAIRE JIM WATSON:** Non, président de la Commission
27 sur le tourisme.

28 **Me BRENDAN MILLER:** Mes félicitations. Mais à un

1 moment donné, vous êtes devenu un membre du Parlement
2 provincial.

3 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Là, vous avez raison.

4 **Me BRENDAN MILLER:** Merci beaucoup. Et vous êtes
5 devenu un membre du... c'était avec le Parti libéral de l'Ontario
6 à l'époque, n'est-ce pas?

7 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

8 **Me BRENDAN MILLER:** Et vous êtes ensuite devenu
9 ministre des Affaires municipales et du Logement du 30 octobre
10 2007 jusqu'au 12 janvier 2010.

11 **MAIRE JIM WATSON:** Oui

12 **Me BRENDAN MILLER:** Et le ministre des Affaires
13 municipales, ça, c'est le ministre qui s'occupe de la ville
14 d'Ottawa et de toutes les municipalités dans le cadre de la *Loi*
15 *sur les municipalités*.

16 **MAIRE JIM WATSON:** Bien, le ministre responsable
17 de la Loi, non, je ne suis pas celui qui surveille toutes les
18 municipalités, mais ce sont mes clients, si on peut dire, s'il y
19 a un enjeu municipal, eh bien, j'en suis responsable.

20 **Me BRENDAN MILLER:** Vous êtes au courant, bien
21 sûr, parce que vous avez détenu ce poste, vous êtes familier,
22 donc, avec la Loi sur les municipalités, et également en tant
23 que maire de la ville, mais le ministre actuel des Affaires
24 municipales, au moment des protestations, c'était monsieur Steve
25 Clark, et la ville d'Ottawa, comme toutes les municipalités à
26 travers le pays, est créée selon la *Loi de la législature*
27 *provinciale*, n'est-ce pas?

28 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

1 **Me BRENDAN MILLER:** Et vous êtes d'accord que si
2 le Parlement provincial de l'Ontario le voulait, il pouvait
3 organiser la façon dont Ottawa serait gouvernée et pourrait
4 faire ce qu'ils veulent à cet égard?

5 **MAIRE JIM WATSON:** Pas mal.

6 **Me BRENDAN MILLER:** Vous êtes d'accord avec moi
7 que la ville d'Ottawa est traitée de la même façon pour le
8 gouvernement de l'Ontario que n'importe quelle autre
9 municipalité ontarienne?

10 **MAIRE JIM WATSON:** Ça dépend des situations.
11 Parfois, on croit qu'on est mal servi, sous desservi en ce qui
12 concerne le financement provincial et les contributions, et
13 d'autres fois, on croit qu'on est traité équitablement.

14 **Me BRENDAN MILLER:** Je ne vois pas beaucoup de
15 dossiers dans ces procédures qui nous indiquent que vous avez
16 contacté le ministre Clark.

17 **MAIRE JIM WATSON:** Je ne sais pas si j'ai reçu un...
18 si j'ai eu un appel avec Steve ou non, j'ai eu des discussions
19 avec son collègue, la ministre McLeod, à certaines reprises.
20 Elle était très utile, elle me communiquait de l'information,
21 mais le problème que l'on faisait face tombait complètement à
22 l'extérieur de la compétence du ministère des Affaires
23 municipales. C'était le procureur général qui était le ministre
24 responsable et c'était accentué par le fait que le premier
25 ministre la faisait participer sur les appels.

26 **Me BRENDAN MILLER:** Bon. Vous aviez un problème de
27 ressources.

28 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, de ressources humaines,

1 d'agents policiers.

2 **Me BRENDAN MILLER:** Et en tant qu'ancien ministre
3 des Affaires municipales, vous savez que sous la section 302 de
4 la Loi municipale, que le ministre peut, lorsqu'il considère que
5 c'était utile, de faire des prêts et donner des subventions à
6 d'autres municipalités, et à aucun moment donné vous n'avez
7 demandé une aide financière de la part du ministre Clark, n'est-
8 ce pas?

9 **MAIRE JIM WATSON:** Je l'ai fait auprès du premier
10 ministre.

11 **Me BRENDAN MILLER:** Auprès du premier ministre,
12 mais vous et moi savons, puisque vous avez déjà travaillé comme
13 ministre vous-même, qu'il faut passer par le bureau du ministre.
14 Alors, lui demander de l'aide financière, il peut vous donner de
15 l'argent pour vous occuper des choses telles que les
16 protestations sur une base d'urgence s'ils le veulent.

17 **MAIRE JIM WATSON:** Non. Il faut qu'il y ait un
18 programme en place, on ne peut pas simplement aller voir le
19 ministre des Affaires municipales pour demander une subvention.
20 On a indiqué très clairement au premier ministre et à ses
21 ministres que nous comptons sur ces deux paliers
22 gouvernementaux à la fin des événements, que nous allons suivre
23 tous les couts extraordinaires encourus pour établir la paix de
24 notre ville, et le premier ministre provincial et le premier
25 ministre ont affirmé qu'ils seraient là pour nous aider
26 financièrement.

27 Depuis, on a soumis tous nos couts dans les
28 dizaines de millions de dollars parce que, comme vous le savez,

1 lorsque les services municipaux policiers sont arrivés de
2 l'extérieur, on doit leur trouver des hôtels, on doit leur
3 donner trois repas par jour, don cil y a des dépenses, et on
4 rembourse les municipalités. Par exemple, j'ai parlé au maire de
5 Belleville il y a quelques semaines... quelques mois, plutôt, à
6 une conférence et il nous a remerciés pour avoir repayé
7 rapidement leurs factures.

8 Donc, le premier ministre provincial était très
9 précis, très généreux, tout comme le premier ministre, qu'ils
10 seraient là pour nous aider financièrement parce que les
11 protestataires venaient non pas pour protester contre la ville
12 d'Ottawa, ils protestaient des mandats qui ont été imposés par
13 les gouvernements provinciaux et fédéraux. On était pris un peu
14 comme un sandwich, on était coincés entre les protestataires et
15 deux autres paliers de gouvernement qui étaient responsables de
16 différents mandats et mesures concernant la COVID-19.

17 Je n'aurais pas été voir le ministre des Affaires
18 municipales et du Logement parce que le gros de son financement
19 sur une base d'urgence provient du Programme de soulagement lors
20 des désastres.

21 **Me BRENDAN MILLER:** Mais ce n'était pas un
22 désastre?

23 **MAIRE JIM WATSON:** Non, c'était une crise. Le
24 désastre est une catastrophe, une catastrophe naturelle. Bon, la
25 tempête qu'on a eue il y a quelque temps, les inondations en
26 2017, 2019, la tornade en 2018m, ce sont des... c'est là qu'on
27 demande le soutien du ministre des Affaires municipales et du
28 Logement, et encore une fois, on demande à la procureure

1 générale aussi pour nous aider avec l'établissement de barrages
2 de sable à Ottawa lors des inondations.

3 **Me BRENDAN MILLER:** Donc, êtes-vous d'accord avec
4 moi, comme ancien ministre des Affaires municipales, que d'avoir
5 un programme n'est pas une exigence pour que le ministre donne
6 une subvention à une ville? Ils peuvent le faire simplement dans
7 le cadre de la Loi, n'est-ce pas?

8 **MAIRE JIM WATSON:** Mais il faut qu'il y ait un
9 programme en place. Il n'y a pas un fonds que le ministère garde
10 au cas où un groupe de camionneurs viennent et puis décident
11 d'occuper la ville. Il n'y a aucun programme pour parer à cet
12 ordre d'éventualités.

13 **Me BRENDAN MILLER:** Non mais, je comprends, mais
14 lorsque vous étiez ministre, vous aviez le pouvoir d'accorder
15 ces subventions, même s'il n'y avait pas de programme, n'est-ce
16 pas vrai?

17 **MAIRE JIM WATSON:** Non, ce n'est pas vrai. Et
18 deuxièmement, je ne suis pas certain pourquoi qu'on irait voir
19 le ministre des Affaires municipales et du Logement pour une
20 subvention. Tout ce qu'on demandait, c'est une compensation qui
21 nous permettrait de nous assurer de recevoir les argents
22 nécessaires une fois que la situation aurait été résolue. Ainsi,
23 on pourrait s'assurer que nous aurions des reçus – et notre
24 trésorier excelle dans ce travail, de même que le secteur
25 financier de la police d'Ottawa – et que tout est comptabilisé.
26 Et je crois que ça remontait à plus de 36 millions de dollars en
27 couts.

28 **Me BRENDAN MILLER:** Donc, la ville d'Ottawa avait

1 assez de fonds pour s'occuper de leur situation causée par les
2 manifestations.

3 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

4 **Me BRENDAN MILLER:** Le seul problème, c'est
5 d'obtenir des agents.

6 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, des agents, du personnel,
7 mais aussi d'avoir la *Loi sur les mesures d'urgence* pour qu'on
8 puisse amener des remorqueuses et avoir un plan. Une fois que
9 les polices interviendraient, on pourrait déplacer ces camions
10 qui refusaient de le faire et les remorquer à un endroit
11 central.

12 **Me BRENDAN MILLER:** Alors, vous dites que vous
13 vouliez avoir la *Loi sur les mesures d'urgence*, vous en aviez
14 besoin pour les remorqueuses.

15 **MAIRE JIM WATSON:** Bien, il nous fallait quelque
16 chose. On n'avait jamais réussi jusqu'à maintenant. Lorsque la
17 *Loi sur les mesures d'urgence* a été votée ou adoptée, et on
18 disait effectivement à une ligne que les remorqueurs ne
19 pouvaient pas dire non, c'était un gros gain pour la ville
20 d'Ottawa.

21 **Me BRENDAN MILLER:** Monsieur, bien sûr, vous aviez
22 une relation avec plusieurs membres du Parlement puisque vous
23 aviez déjà été... bien, puisque vous êtes le maire.

24 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

25 **Me BRENDAN MILLER:** Est-ce que quelqu'un vous a
26 dit avant que l'on invoque la *Loi sur les mesures d'urgence*
27 qu'elle s'en venait?

28 **MAIRE JIM WATSON:** Non.

1 **Me BRENDAN MILLER:** Donc, vous ne saviez pas si
2 vous alliez avoir ces pouvoirs, ou ces choses que vous vouliez,
3 de pouvoir faire remorquer les véhicules?

4 **MAIRE JIM WATSON:** Non. Lorsque la Loi a été
5 introduite, que mon personnel ait imprimé une loi... un exemplaire
6 de la Loi, a surligné les parties qui nous intéressaient, la
7 première qui a attiré mon attention, c'était la capacité d'avoir
8 des remorques pour vider le centre-ville des camions.

9 **Me BRENDAN MILLER:** Vous savez, vous l'avez
10 mentionné, que la Commission du SPO est indépendante du SPO
11 même, de la Police d'Ottawa. Ils n'ont aucune possibilité de
12 donner des ordres opérationnels ou d'imposer des règlements.

13 **MAIRE JIM WATSON:** Non, ils n'adoptent pas les
14 règlements.

15 **Me BRENDAN MILLER:** En tant qu'ancien ministre aux
16 Affaires municipales, vous savez, bien sûr, que la province de
17 l'Ontario et le premier ministre provincial et les ministres
18 provinciaux n'ont pas la possibilité d'ordonner le premier
19 ministre provincial de faire quoi que ce soit au niveau des
20 ressources.

21 **MAIRE JIM WATSON:** Exact.

22 **Me BRENDAN MILLER:** Donc, vous savez ces deux
23 choses et vous le saviez à l'époque.

24 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

25 **Me BRENDAN MILLER:** Et c'est le commissaire de la...
26 du SPO qui prendrait cette décision.

27 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Il était en contact avec
28 le chef Sloly.

1 **Me BRENDAN MILLER:** Et c'est monsieur Thomas
2 Carrique? Vous seriez d'accord avec moi qu'à aucun moment
3 pendant que vous cherchiez ces ressources, avez-vous contacté le
4 commissaire de la PPO pour expliquer ou présenter ce que vous
5 vouliez.

6 **MAIRE JIM WATSON:** Ceci aurait été inapproprié.

7 **Me BRENDAN MILLER:** Inapproprié?

8 **MAIRE JIM WATSON:** De contacter un agent de la
9 PPO.

10 **Me BRENDAN MILLER:** C'est le commissaire. Vous
11 êtes d'accord pour avoir des contacts avec le premier ministre
12 du pays, mais vous n'êtes pas d'accord d'avoir des contacts avec
13 le commissaire de la PPO pour lui demander ce dont vous avez
14 besoin?

15 **MAIRE JIM WATSON:** Parce que nous avons un système
16 en place où les politiciens n'ont pas aucune interaction directe
17 avec les agents de la police ou leurs surintendants ou les
18 commissaires. Ce serait très inapproprié. C'est pourquoi, en
19 tant que politicien, mon vis-à-vis n'est pas le commissaire de
20 la PPO, c'est le premier ministre et le ministère responsable du
21 Procureur général. Il aurait été tout à fait inapproprié. Je
22 n'ai contacté à aucun moment donné le commissaire... n'ai-je parlé
23 au commissaire de la PPO ou de la GRC. Cela aurait été
24 complètement inapproprié.

25 Moi, je discute au niveau politique avec des
26 membres du Parlement, le Parlement provincial, avec le premier
27 ministre et avec le premier ministre fédéral. C'était mon rôle
28 dans cette période de l'histoire de notre ville.

1 **Me BRENDAN MILLER:** Avez-vous eu des appels avec
2 le ministre auprès de la Justice et avec le premier ministre sur
3 vos besoins?

4 **MAIRE JIM WATSON:** Nous avons eu des discussions
5 avec le procureur général et avec le premier ministre. Au niveau
6 fédéral, avec le ministre de la Préparation en situation
7 d'urgence et de la Sécurité publique et avec le premier
8 ministre.

9 **Me BRENDAN MILLER:** Dans votre déclaration, je
10 n'ai pas vu à quelle date vous avez eu ces conversations avec le
11 premier ministre. Quand était-ce?

12 **MAIRE JIM WATSON:** Je vais devoir chercher. Je ne
13 me rappelle pas exactement de mémoire, mais je crois que c'était
14 deux ou trois appels pendant le mois de février. Février. On
15 peut me corriger là, je n'ai pas les dates précises.

16 Le bureau du premier ministre nous a fourni une
17 quasi-transcription de mes appels avec le premier ministre
18 provincial. Il m'a appelé sur mon cellulaire, en fait. On a eu
19 une longue discussion sur la situation sur le terrain, et
20 l'autre, c'est lorsque le ministre du Procureur général nous a
21 contactés puis on a exprimé nos besoins pour avoir des agents de
22 la PPO.

23 **Me BRENDAN MILLER:** Bon. Le premier ministre et le
24 premier ministre fédéral discutaient à l'époque. Le premier
25 ministre provincial a dit au premier ministre, puis je vous
26 soumettrai ça aussi, qu'il n'y avait aucune possibilité pour lui
27 de donner des ordres à la PPO pour vous aider, il fallait que ça
28 vienne du commissaire de la PPO. Il vous a dit cela?

1 **MAIRE JIM WATSON:** Je ne sais pas s'il l'a dit,
2 mais le procureur général a envoyé une lettre, comme on l'a vu
3 plus tôt ce matin, indiquant qu'elle avait envoyé notre requête,
4 la lettre que la conseillère Deans et moi avions envoyée au
5 procureur général et au premier ministre provincial, elle
6 l'avait envoyée au commissaire de la PPO, non pas pour lui dire
7 ce qu'il devait faire, mais indiquant qu'une requête allait venir
8 et que la police devrait agir de manière appropriée.

9 **Me BRENDAN MILLER:** Et le premier ministre vous a
10 dit qu'il ne se joindrait pas aux rencontres tripartites parce
11 qu'elles ne servaient à rien.

12 **MAIRE JIM WATSON:** Il croyait que c'était une
13 perte de temps.

14 **Me BRENDAN MILLER:** Et ce l'était.

15 **MAIRE JIM WATSON:** Comment le savez-vous?

16 **Me BRENDAN MILLER:** Parce que vous demandiez des
17 agents puis ils ne pouvaient pas donner des ordres aux agents de
18 la police.

19 **MAIRE JIM WATSON:** Non, vous ne comprenez pas
20 complètement la situation. Je ne peux pas simplement prendre le
21 téléphone et crier des ordres au commissaire de n'importe quel
22 service policier, que ce soit la PPO, la SPO ou la GRC. Il y a
23 un protocole à suivre, et le protocole, c'est qu'on discute de
24 politicien à politicien. Et la GRC et la ministre ont dit la
25 même chose. La ministre ne pouvait pas donner des ordres au
26 commissaire Lucki, elle peut simplement lui communiquer notre
27 requête. Et elle a pris une décision, on la remercie puis on
28 remercie la commissaire parce qu'à la fin de la journée, ils ont

1 offert les ressources nécessaires qui nous ont permis de régler
2 cette situation terrible pour nos résidents.

3 **Me BRENDAN MILLER:** Et ce protocole dont vous
4 parlez, est-il par écrit?

5 **MAIRE JIM WATSON:** C'est la loi qui stipule que
6 les politiciens ne peuvent pas donner d'ordre aux services
7 policiers.

8 **Me BRENDAN MILLER:** Non, je comprends cela, mais,
9 à ma connaissance, il n'y a rien qui dit que vous ne pouviez pas
10 soit appeler la commissaire Lucki ou le commissaire de la PPO
11 pour dire « écoutez, on a besoin de plus de ressources ».

12 **MAIRE JIM WATSON:** Encore une fois, ceci serait
13 tout à fait inapproprié. De donner un pouvoir de responsabilités
14 opérationnelles aux politiciens n'est pas acceptable.

15 **Me BRENDAN MILLER:** Je ne dis pas cela. Je vous
16 demande s'il y a une politique qui stipule que vous n'avez pas
17 le droit d'appeler et de faire une demande à la police. Y a-t-il
18 une politique à cet égard?

19 **MAIRE JIM WATSON:** Bien, le procureur de la Ville
20 nous a dit que ce que nous devrions faire, c'est d'envoyer une
21 lettre au premier ministre provincial et au premier ministre.

22 **Me BRENDAN MILLER:** Donc, ce n'était pas le
23 protocole, c'était le procureur de la Ville qui vous a suggéré.

24 **MAIRE JIM WATSON:** Bien, je suppose qu'il m'aurait
25 dit quoi faire sur la base de la loi.

26 **Me BRENDAN MILLER:** Je l'interrogerai lorsqu'il
27 témoignera.

28 L'autre question que j'ai pour vous porte sur le

1 médiateur. Vous aviez demandé au gouvernement fédéral s'il
2 pouvait nommer un médiateur indépendant. Est-ce que correct?

3 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

4 **Me BRENDAN MILLER:** Et le gouvernement fédéral a
5 dit non.

6 **MAIRE JIM WATSON:** Exact.

7 **Me BRENDAN MILLER:** Ils ont dit non parce qu'ils
8 ne voulaient pas paraître comme s'ils avaient établi des
9 relations avec les protestataires.

10 **MAIRE JIM WATSON:** Ben, vous devez leur demander.
11 Je ne peux pas spéculer. Comme vous le savez, il y avait eu un
12 mouvement dans la même journée de la part de deux collègues sur
13 le conseil municipal de suggérer... de proposer qu'une résolution
14 au conseil municipal pour qu'ils demandent au gouvernement
15 fédéral de nommer un médiateur pour trouver un terrain
16 d'entente, mais ça ne s'est jamais rendu en fait à l'ordre du
17 jour du conseil municipal.

18 **Me BRENDAN MILLER:** Vous dites que vous n'aviez
19 aucun problème avec les ressources financières à l'époque.
20 Pourquoi n'avez-vous pas, vous, embauché un médiateur?

21 **MAIRE JIM WATSON:** Eh bien, encore une fois, le
22 fait que... bon, la présence des protestataires à Ottawa n'était
23 pas pour protester contre les lois ou les décisions d'Ottawa,
24 c'était protester contre le port du masque obligatoire et
25 d'autres enjeux qui troublaient les camionneurs. Ce n'était pas
26 à la Ville d'engager une médiation large avec eux. Ce que nous
27 avons tenté de faire, puis nous avons réussi dans une certaine
28 mesure, c'était d'obtenir une entente de madame Lich et des

1 camionneurs qui tombaient sous son champ de compétences – faute
2 d'un meilleur terme. Et ceci a été une réussite, nous avons pu
3 obtenir 40 gros camions et puis 60 plus petits camions à sortir
4 des zones résidentielles pour aller sur la rue Wellington.

5 Ce n'était pas de la médiation, c'est un
6 individu, monsieur French, qui a offert gratuitement d'offrir
7 ses services pour voir s'il y avait un terrain commun entre nos
8 services policiers et les protestataires.

9 Mais maintenant, pourquoi le gouvernement fédéral
10 ne voulait pas avoir un médiateur, ben, demandez-leur.

11 **Me BRENDAN MILLER:** Monsieur French, donc, est
12 intervenu, il a dit « je peux aider », puis il a trouvé un
13 terrain commun enfin, puis, bon, il circulait entre la Ville et
14 les protestataires pour en arriver à une entente. Donc, il a agi
15 comme médiateur.

16 **MAIRE JIM WATSON:** Ben, c'était un facilitateur,
17 parce que finalement il a obtenu une lettre de ma part et plus
18 tard une réponse de madame Lich, et les activités ont commencé
19 le deuxième jour et puis, bon, ont été arrêtées lorsque la *Loi*
20 *sur les mesures de guerre* (sic) a été invoquée, le 14, je crois.

21 **Me BRENDAN MILLER:** Après la conclusion de cette
22 entente, les protestataires s'en sont tenus à l'entente, ont
23 tenté de déménager sur Wellington. La seule chose qui les a
24 arrêtés, c'était la police. Est-ce exact?

25 **MAIRE JIM WATSON:** Non. La police était là pour
26 aider à faciliter le déplacement et puis à gérer la circulation,
27 à éviter la congestion pour qu'ils puissent aller jusqu'à la rue
28 Wellington et quitter les zones résidentielles. Un officier, un

1 haut responsable de la police a été nommé, et ça a très bien
2 fonctionné, et puis la *Loi sur les mesures d'urgence* a arrêté
3 ces opérations parce qu'il fallait que tout...

4 **Me BRENDAN MILLER:** Après qu'on ait invoqué la *Loi*
5 *sur les mesures d'urgence*, il y a eu un changement, et c'est que
6 c'est la Ville qui a décidé de ne pas s'en tenir à l'entente
7 avec les protestataires, et c'est ce qui est arrivé avec
8 l'entente.

9 **MAIRE JIM WATSON:** Non. On a fait de notre mieux
10 pour nous en tenir à l'entente, tout comme les camionneurs qui
11 ont déménagé leurs véhicules, puis on apprécie cela. C'était la
12 première fois, comme vous le savez, où il y a eu du mouvement
13 sur le terrain. Il y avait un très haut niveau de frustration,
14 les choses devenaient de plus en plus bruyantes, désordonnées
15 dans la ville, dans les rues d'Ottawa, et ma préoccupation
16 numéro un, c'est de protéger les résidents qui ont dû endurer du
17 klaxonnage 24 heures par jour, des émanations de diésel qui
18 entraient dans leurs appartements ou leurs condos. Donc, les
19 gens avaient peur de quitter leur domicile.

20 **Me BRENDAN MILLER:** Donc, vous êtes accord que ces
21 déclarations de plusieurs personnes comme quoi les manifestants
22 n'avaient pas respecté l'entente, mais en fait ce n'était pas le
23 cas.

24 **MAIRE JIM WATSON:** Vous faites référence à qui?

25 **Me BRENDAN MILLER:** Peu importe. Donc, les
26 manifestants ont respecté l'entente.

27 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, je suis d'accord sur ce
28 point-là.

1 **Me BRENDAN MILLER:** Et vous avez dit plus tôt que
2 vous ne pouviez pas négocier de façon rationnelle, mais vous
3 avez réussi à le faire en bout de ligne.

4 **MAIRE JIM WATSON:** Non. Je ne me suis pas impliqué
5 parce que je ne croyais que je devais m'impliquer
6 personnellement. Monsieur French a été entre l'OPS et le groupe
7 de madame Lich, et on apprécie beaucoup monsieur French. Il n'a
8 pas été payé, ce n'était pas une affaire commerciale. Il a vu ce
9 qui se passait, c'est sa capitale..

10 **Me BRENDAN MILLER:** Non, je ne veux pas vous
11 interrompre, mais ma question, pouvez-vous y répondre? Donc,
12 vous avez dit plus tôt que vous ne pouviez pas négocier de façon
13 rationnelle avec et que vous aviez... et ce n'est que par monsieur
14 French que..

15 **MAIRE JIM WATSON:** Ben, j'ai eu un appel ou deux
16 avec monsieur French, et ensuite ç'a été donné à monsieur
17 Kanellakos [et monsieur Arpin].

18 **Me BRENDAN MILLER:** Et avant ce temps, vous
19 n'avez... vous n'étiez pas impliqué pour ce qui est de négocier
20 avec les manifestations. Juste?

21 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, c'est exact.

22 **Me BRENDAN MILLER:** Donc, le fait de dire plus tôt
23 que vous n'avez pas pu négocier rationnellement, eh bien, la
24 seule fois que vous ayez eu une implication, vous avez réussi à
25 le faire. Vous avez eu une négociation rationnelle qui a résulté
26 en une entente.

27 **MAIRE JIM WATSON:** Non, parce que je n'étais pas
28 impliqué avant la fin de l'entente.

1 **Me BRENDAN MILLER:** Bon. C'était mes questions.

2 Merci.

3 **MAIRE JIM WATSON:** Merci.

4 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Et merci à vous.

5 Ensuite, nous avons monsieur... nous avons l'avocat
6 pour monsieur Sloly.

7 **--- CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me TOM CURRY:**

8 **Me TOM CURRY:** Bon après-midi, Monsieur le Maire
9 Watson.

10 Monsieur le Commissaire, j'aimerais vous demander
11 vos préférences par rapport à l'heure du diner. Je crois qu'il
12 nous reste 25 minutes. Est-ce qu'on peut s'arrêter à 1 heure?

13 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Oui, certainement. On peut
14 prendre un 10-minutes ici et 15 minutes après la pause, donc en
15 deux parties.

16 **Me TOM CURRY:** Oui, merci beaucoup.

17 Monsieur le Maire Watson, deux choses, s'il vous
18 plait, cet après-midi. Vous avez dit au commissaire qu'à travers
19 cette expérience et tout au long de cette expérience, le chef
20 Sloly, vous lui faisiez confiance.

21 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

22 **Me TOM CURRY:** Et c'était bien le cas jusqu'à sa
23 démission.

24 **MAIRE JIM WATSON:** C'est juste, oui.

25 **Me TOM CURRY:** Et le Chief Sloly, vous lui avez
26 parlé de façon quotidienne?

27 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Presque à tous les jours.

28 **Me TOM CURRY:** Et lorsque vous avez travaillé avec

1 lui, que vous l'avez observé, êtes-vous d'accord qu'il avait
2 rempli ses tâches de bonne foi?

3 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Évidemment, je n'étais pas
4 dans les coulisses, mais tout ce qui avait trait à moi ou le
5 personnel de la Ville, nous étions confiants et impressionnés.
6 Je trouvais que c'était un très bon communicateur. Il ne voulait
7 pas avoir des conférences publiques à chaque jour, qui était un
8 peu une pomme de discorde, mais lorsqu'il l'a fait, je crois
9 qu'il s'est très bien débrouillé.

10 **Me TOM CURRY:** J'allais dire, vous n'étiez pas
11 avec lui tout au long de ces opérations, mais lorsque vous
12 l'avez observé avec vos collègues, que ce soit des collègues...
13 des membres du conseil ou le personnel de la Ville, il s'est
14 toujours comporté de façon professionnelle?

15 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Et j'aimerais élaborer un
16 peu. Il a trouvé que ces questions et plaintes sans arrêt, il a
17 trouvé que c'était très stressant, et par moment il était assez
18 frustré lui-même avec le volume de travail et les questions
19 légitimes qui venaient des membres du conseil parce que, comme
20 vous le savez, ces gens représentent les voix des gens, surtout
21 dans le quartier de Somerset et de Vanier qui vivaient un stress
22 épouvantable qui est remonté à toutes les personnes dans
23 l'organisation, dont le chef. Mais je ne l'ai jamais vu faire
24 preuve de manque de respect à tous les conseillers ou membres du
25 conseil. Il a été un peu ferme en disant « ce que vous proposez,
26 monsieur ou madame le Conseiller, est illégal », mais il a
27 toujours été calme.

28 **Me TOM CURRY:** Et enfin, comme vous, et

1 probablement comme toute autre personne qui était impliquée du
2 côté de la Ville – on va se limiter à cela pour l’instant –, il
3 a travaillé sans arrêt, 24 heures sur 24.

4 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Et je crois que c’est le
5 cas pour son équipe de commandement, de notre personnel, et
6 cetera. Mais comme je l’ai dit, moi, ce que j’ai vu de lui, je
7 lui faisais confiance. Je ne sais pas ce qui se passait ailleurs
8 en termes d’opérations. Par monsieur Kanellakos, j’ai entendu
9 qu’il y avait une certaine division entre les différents
10 services policiers. N’ayant jamais été impliqué à une aussi
11 grande manifestation, je n’aurais pas pu comparer avec ce qui se
12 passait. Mais moi, j’avais l’impression qu’il allait continuer à
13 avoir cette opération jusqu’au bout, qu’il allait assainir
14 Wellington, le Centre Rideau et Forbes.

15 **Me TOM CURRY:** Et donc, quelques éléments. Vous
16 avez remarqué que ce qui s’est passé à Ottawa au mois de
17 janvier-février passé était... bon, c’était un évènement sans
18 précédent.

19 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

20 **Me TOM CURRY:** Et c’est aussi quelque chose qu’on
21 n’a pas vu depuis quelques générations.

22 **MAIRE JIM WATSON:** Comme j’ai dit plus tôt au
23 commissaire et à l’avocat de la Commission, je participe à la
24 vie publique en tant que représentant politique depuis 25 ans et
25 je n’ai jamais rien vu de tel. Évidemment, la COVID, comme il y
26 a eu une grande incidence à Ottawa, il y a eu plus de 800
27 personnes qui sont décédées, c’était un plus grand défi, mais de
28 façon condensée, sur une période condensée, ça ne... c’est sans

1 précédent. Et beaucoup de gens ont eu de l'empathie pour nos
2 citoyens et citoyennes, mais il y a des gens qui trouvaient que
3 ce n'était pas grand-chose, et c'était frustrant pour moi-même
4 et les hauts gradés et le chef de la police.

5 **Me TOM CURRY:** Donc, votre effort de tentative
6 d'aller chercher les autres paliers gouvernementaux, le
7 provincial et le fédéral, vous a donné une certaine frustration
8 dans ce sens qu'ils ne vous sont pas... ils ne sont pas venus en
9 aide à la ville et ses résidents de façon assez rapidement.

10 **MAIRE JIM WATSON:** Moi, j'aurais bien aimé que ça
11 aille plus vite et le gouvernement fédéral va probablement dire
12 « vous n'aviez pas votre plan préparé », mais on savait que,
13 quel que soit le plan, il faudrait qu'il y ait plusieurs
14 nouveaux services, surtout les gens du maintien de l'ordre, les
15 agents.

16 Donc, même si on n'avait pas tout précisé dans le
17 plan, on avait et on savait qu'on aurait besoin, on savait que
18 ça allait prendre un certain temps entre la décision prise, le
19 temps de prendre l'avion et de se préparer, on savait qu'il y
20 aurait un certain temps qui passerait. Et donc, ma frustration
21 et où il y a eu un certain échec, c'est que j'aurais bien aimé
22 que tous les paliers gouvernementaux aient travaillé plus
23 rapidement pour préparer le plan et pour préparer les agents, et
24 on aurait pu résoudre à la première semaine plutôt qu'à la
25 troisième.

26 **Me TOM CURRY:** Et bon, est-ce que... c'est difficile
27 de finaliser un plan opérationnel avant de savoir quelles sont
28 vos ressources. Êtes-vous d'accord?

1 **MAIRE JIM WATSON:** Ben, je ne suis pas spécialiste
2 des services policiers, alors... En surface, nous savions qu'on
3 aurait besoin de centaines de policiers parce qu'on était... il y
4 avait cent... il y avait beaucoup plus de ces manifestants. Il y
5 avait... il y a des raves, il y avait des fêtes, il y avait le
6 klaxonnement, toutes ces activités qui avaient lieu, et les gens
7 qui vivaient dans les quartiers résidentiels n'avaient plus leur
8 vie.

9 **Me TOM CURRY:** Mais ce que je voulais dire, c'est
10 que si la GRC ou la PPO dans leur ensemble avaient dit à la
11 Ville que, plutôt que 1 800 ou 1 900 agents supplémentaires, il
12 n'y avait que 1 000 en tout, en écoutant vos collègues de l'OPS
13 et monsieur Steve K. et d'autres, c'est que finaliser le plan
14 aurait nécessité une connaissance de ce chiffre. Si vous envoyez
15 1 000 personnes, c'est pas comme envoyer 1 900. Vous êtes
16 d'accord?

17 **MAIRE JIM WATSON:** En surface, oui, je crois que
18 c'est très sensé.

19 **Me TOM CURRY:** Monsieur le Commissaire, il est
20 environ 1 heure. On peut peut-être lever la séance?

21 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Jusqu'à 2 heures.

22 **Me TOM CURRY:** Merci beaucoup.

23 **LA GREFFIÈRE:** The Commission is in recess until
24 two. La Commission est levée jusqu'à 14 heures.

25 --- L'audience est suspendue à 13 heures

26 --- L'audience est reprise à 14 heures

27 **LA GREFFIÈRE:** Order. À l'ordre.

28 *The Commission has reconvened.* La Commission

1 reprend.

2 Vous êtes prêt?

3 **Me TOM CURRY:** Merci.

4 **COMMISSAIRE ROULEAU:** *Good afternoon.* Bon après-
5 midi.

6 **--- MAIRE JIM WATSON (reprise):**

7 **--- CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me TOM CURRY (suite):**

8 **Me TOM CURRY:** Donc, Monsieur le Maire Watson,
9 quelques choses. Pouvez-vous vous rappeler la période avant le
10 convoi, avant que la manifestation ne vienne à Ottawa au mois de
11 janvier? Vous en avez parlé, la ville d'Ottawa a beaucoup
12 d'expérience avec les manifestations publiques.

13 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

14 **Me TOM CURRY:** Mis à part tous les évènements
15 tenus par la Ville, comme vous êtes la capitale du pays et vous
16 avez une longue tradition de respecter le droit démocratique –
17 manifester, entre autres, manifester contre les mandats et les
18 restrictions qui avaient été imposées par les gouvernements, le
19 gouvernement fédéral ou provincial, suite à la pandémie.

20 **MAIRE JIM WATSON:** Exact.

21 **Me TOM CURRY:** Et pour ce qui est de l'utilisation
22 des véhicules ou peut-être je pourrais dire le fait d'amener des
23 véhicules, que les manifestants amènent des véhicules, vous avez
24 aussi l'expérience de faciliter la venue de véhicules dans la
25 ville.

26 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Par moment, on a pu
27 s'arranger où les gens stationnaient sur Wellington. Il y a eu
28 une manifestation d'agriculteurs qui a été... ça s'est passé avec

1 la liaison des services policiers et ils ont quitté par la
2 suite.

3 **Me TOM CURRY:** Et dans ce cas-ci, comme vous
4 l'avez dit au commissaire, on s'attendait à ce que les
5 manifestants arrivent dans des véhicules, qu'ils auraient
6 manifesté et qu'ils seraient repartis par la suite.

7 **MAIRE JIM WATSON:** La plupart des gens objectifs
8 l'auraient vu comme le scénario le plus probable. On n'a pas cru
9 que ça pourrait durer trois semaines. La première fois que j'ai
10 vu des camions sur Wellington, c'était le jeudi avant le
11 vendredi et je crois qu'il y avait deux ou trois camions avec
12 des drapeaux, et par la suite il y a eu beaucoup plus de
13 véhicules vendredi, samedi, et ils ont bloqué les rues.

14 **Me TOM CURRY:** Donc, il n'y a pas eu d'indication
15 qui vous a été communiquée que la manif devait durer aussi
16 longtemps ou que ce soit... que ça se déroule de la façon... de
17 cette façon-là?

18 **MAIRE JIM WATSON:** Moi, je n'ai pas eu de
19 renseignements que ça allait durer trois semaines. On a vu qu'il
20 y avait un manque d'organisation du point de vue des gens qui
21 parlaient, que ça repoussait le temps, et on pensait le pire ça
22 serait qu'ils partiraient le dimanche.

23 **Me TOM CURRY:** Et de votre point de vue comme
24 maire de la ville d'Ottawa, y'a pas eu d'indications de vos
25 partenaires des services policiers à la PPO ou à la GRC comme
26 quoi cette manifestation serait différente d'autres
27 manifestations par le passé.

28 **MAIRE JIM WATSON:** À ma connaissance, je n'ai pas

1 eu de séance d'information de cette nature. Ça aurait été des
2 services policiers ou directeurs de la Ville parce qu'il y a des
3 implications pour les services – par exemple, il faut
4 réacheminer les autobus, et ainsi de suite.

5 **Me TOM CURRY:** Et s'il y avait eu des
6 renseignements comme quoi il fallait intercepter les camions et
7 ne pas les laisser entrer dans la ville, votre directeur de la
8 Ville et son personnel auraient dû monter un... ou auraient pu
9 monter un plan pour que les véhicules aillent ailleurs.

10 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, et la compétence pour les
11 véhicules... pour les autoroutes, c'est plutôt... ça relève de la
12 PPO.

13 **Me TOM CURRY:** Deux autres points. Aviez-vous
14 compris que le chef Sloly avait... que, en fait, monsieur Ferguson
15 était responsable du plan d'opérations et le sous-chef
16 s'occupait des renseignements?

17 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, c'est ce que j'avais
18 compris.

19 **Me TOM CURRY:** Est-ce que vous saviez qu'avant que
20 ces manifestations arrivent, le chef Sloly ou ses délégués
21 avaient déjà trouvé d'autres sources policières, d'autres
22 services policiers d'autres villes en vertu d'un protocole
23 d'entente?

24 **MAIRE JIM WATSON:** Je savais qu'il faisait ces
25 appels à d'autres chefs, je n'en connais pas l'étendue, mais au
26 cours des 25 dernières années, j'ai cru comprendre qu'il y a des
27 ententes réciproques entre les services policiers. Souvent, on a
28 été envoyés pour aider des gens à l'extérieur de notre zone et

1 vice versa. Alors, j'ai présumé que ça aurait lieu parce qu'il a
2 ces contacts à travers la province.

3 **Me TOM CURRY:** Alors, je vais vous montrer un
4 protocole d'entente que vous avez envoyé.

5 Un peu d'aide, s'il vous plait. OTT0000746, donc
6 OTT0000746.001, si ça peut vous aider.

7 Alors, un instant, s'il vous plait, Monsieur le
8 Maire.

9 Dites-moi si vous reconnaissez ce document. Oui,
10 vous pourriez commencer là. Donc, une réponse préliminaire aux
11 courriels de manifestation, 27 janvier. Vous le voyez? Vous avez
12 parlé de Robyn Guest un peu plus tôt, c'est un membre de votre
13 personnel?

14 **MAIRE JIM WATSON:** Directeur politique, oui.

15 **Me TOM CURRY:** Et Il y a d'autres gens à qui ce
16 courriel a été envoyé. On voit en haut, entre autres, un témoin
17 qui est arrivé hier, votre chef de direction du personnel.

18 Bon, on va s'arrêter ici.

19 Est-ce que... donc, c'est une entente ou un
20 protocole d'entente qui a été préparé par votre personnel pour
21 communiquer avec vos collègues au Conseil.

22 **MAIRE JIM WATSON:** Pardon, pourriez-vous le
23 dérouler un peu pour que je puisse voir dans l'autre sens?

24 **Me TOM CURRY:** Oui.

25 S'il vous plait?

26 **MAIRE JIM WATSON:** Pour que je puisse le voir au
27 complet.

28 Donc, c'est une version préliminaire d'une lettre

1 pour des gens qui m'écrivaient par courriel à propos du convoi
2 parce que, si vous remontez en haut, vous allez voir monsieur
3 Ben Poirier, c'est notre agent des correspondances au bureau du
4 maire, donc il aurait reçu une version préliminaire de Robyn
5 Guest probablement, c'était le modèle ou le gabarit dont on
6 allait se servir lorsque les gens écrivaient avec des
7 préoccupations quant au convoi.

8 **Me TOM CURRY:** Bon, je ne vais pas passer à
9 travers le tout, mais vous avez décrit une référence aux
10 anciennes pratiques, le droit de manifester dans une démocratie,
11 les plans en place pour que la fin de semaine se déroule de
12 façon sécuritaire.

13 **MAIRE JIM WATSON:** C'est exact.

14 **Me TOM CURRY:** Merci beaucoup.

15 Un peu plus tard, et quand je dis « vous », la
16 Ville a un avocat, monsieur... maitre David White. On lui a
17 demandé de préparer une série d'options, des options légales, je
18 ne sais pas si c'est suite à une direction que... une directive
19 que vous lui avez donnée ou quelqu'un d'autre.

20 Mais pourriez-vous montrer au maire OTT00029767?

21 Et pour vous orienter, Monsieur le Maire, on
22 croit que Me White avait préparé une liste d'options qui
23 pourraient être considérées comme... par le Conseil par rapport à
24 ces manifestations. C'est daté le 7 février.

25 **MAIRE JIM WATSON:** C'est madame Deans qui a
26 envoyé, donc je pense que c'est elle qui demandait cette
27 information et pas mon bureau. Je me rappelle avoir vu cela,
28 c'était intéressant de voir les différentes lois, et je crois

1 que c'était la conseillère Deans qui avait demandé cela et c'est
2 Julia Keast qui lui a envoyé.

3 **Me TOM CURRY:** Et parmi les options qui sont
4 abordées dans cette note de service, on voit qu'il y a les trois
5 lois d'urgence fédérales, et puis ensuite, la dernière loi, il
6 s'agit d'une mesure d'injonction. Est-ce que vous avez participé
7 aux discussions pour savoir si une injonction était disponible
8 et recommandable?

9 **MAIRE JIM WATSON:** Je crois que le chef Sloly, je
10 ne sais plus quand, avait demandé aux personnes de l'aide
11 juridique de la ville d'Ottawa d'envisager une injonction. Je
12 crois que c'était le 30 janvier, si je me souviens bien, et la
13 Ville a demandé aux services juridiques de faire respecter les
14 règlements municipaux. Et l'injonction a été obtenue le 14.
15 Malheureusement... non, enfin, par la suite, la *Loi sur les*
16 *mesures d'urgence* a eu préséance sur l'injonction.

17 **Me TOM CURRY:** Merci. Pour ce qui est de la *Loi*
18 *sur les mesures d'urgence*, d'après vos observations, la *Loi sur*
19 *les mesures d'urgence* a joué un rôle important dans la
20 résolution pacifique de ces manifestations.

21 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, tout à fait.

22 **Me TOM CURRY:** Et les services policiers qui
23 étaient sur le terrain ont reçu des pouvoirs supplémentaires,
24 pas seulement pour ceux qui occupaient ces espaces, mais pour
25 faire face à toute personne qui voulait participer aux
26 manifestations à l'avenir.

27 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

28 **Me TOM CURRY:** Les ressources, vous avez expliqué

1 que le chef Sloly a été prié de donner une liste détaillée des
2 ressources que nécessitait le Service de police d'Ottawa, et
3 est-ce qu'on lui a demandé cela le 5 février et c'était une
4 demande du chef Sloly et de la Commission des services
5 policiers?

6 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. On a dû reformuler la
7 lettre et on a décidé que le conseiller Deans et moi-même on
8 allait signer la lettre qui a été adressée au premier ministre
9 Trudeau et à ses ministres.

10 **Me TOM CURRY:** Et avant cela, le chef Sloly avait
11 déjà participé à ce processus pour essayer d'obtenir davantage
12 de ressources pour le SPO.

13 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Si je comprends bien, le
14 chef Sloly faisait beaucoup d'appels téléphoniques, il appelait
15 beaucoup de services policiers de tout le pays et cela prenait
16 pas mal de temps, mais je crois que ç'a été utile parce qu'ils
17 ont complété les ressources que nous avons reçues de l'OPP et de
18 la GRC.

19 **Me TOM CURRY:** Et le plan de ressources détaillé
20 qu'a fourni le chef Sloly le 6 février, comme vous l'avez dit au
21 commissaire, a défini pas seulement un chiffre brut de 1 800, il
22 était ventilé entre les policiers en uniforme, les agents qui
23 n'étaient pas en uniforme et les autres services de renfort.

24 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, on parlait de ressources
25 supplémentaires pour les prisons, les avocats, et pas seulement
26 les agents de première ligne. C'était une demande assez
27 détaillée et qui figurait dans la lettre envoyée au
28 gouvernement.

1 **Me TOM CURRY:** Et vous et la présidente Deans,
2 vous étiez sous la pression de votre conseil pour répondre à des
3 questions pas seulement à propos de ces ressources, mais pour
4 identifier ce chiffre précis qu'avait donné le chef Sloly et que
5 vous aviez relayé publiquement.

6 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Je ne sais pas quand ce
7 chiffre a été publié, mais je crois que, du point de vue des
8 services de police, il valait mieux ne pas rendre ce chiffre
9 public parce que c'était une question d'ampleur de l'opération
10 nécessaire pour libérer notre ville.

11 **Me TOM CURRY:** Alors, ce n'est pas l'idée du chef
12 Sloly de publier ce chiffre; comme vous l'avez dit,
13 inévitablement, il allait devenir public parce que de toute
14 façon vous étiez un peu pris entre deux feux.

15 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

16 **Me TOM CURRY:** Est-ce que la conférence de presse
17 où... je crois que c'était le 2 février, où le chef Sloly a dit
18 qu'il n'y aurait peut-être pas de solution policière à ce
19 problème, est-ce que vous comprenez maintenant que ce qu'il
20 voulait dire, c'est que c'était toute la question des ressources
21 que le Service de police d'Ottawa en soi n'avait pas les
22 ressources nécessaires?

23 **MAIRE JIM WATSON:** Au début, je n'ai pas compris
24 que c'était le cas. Je pensais qu'il disait qu'on a besoin d'un
25 médiateur ou de d'autres ressources pour résoudre cela. Les gens
26 étaient perplexes, ils se disaient, « Si ce n'est pas une
27 opération policière, qu'est-ce qu'on peut faire d'autre? » Je
28 crois qu'avec le temps, s'il disait cela, il n'avait pas les

1 ressources, mais à l'époque j'étais étonné qu'il ait dit cela de
2 cette façon sans clarifier, sans préciser sa pensée.

3 **Me TOM CURRY:** Mais on lui a posé des questions et
4 il a donné des éclaircissements.

5 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, c'est exact, je pense.

6 **Me TOM CURRY:** Et à propos de cette question, on
7 n'aurait jamais pu avoir une solution à ce problème à moins
8 d'avoir beaucoup plus d'agents de police que ceux de la Police
9 d'Ottawa.

10 **MAIRE JIM WATSON:** Absolument. Même un profane
11 comme moi reconnaît que le Service de police d'Ottawa était
12 débordé pour ce qui est de ces ressources et on a... on doit... il
13 faut mettre des services policiers dans toute la ville d'Ottawa,
14 il y a encore des appels à la police, donc on ne peut pas... on ne
15 pouvait pas concentrer toutes nos ressources policières sur le
16 marché d'Ottawa.

17 **Me TOM CURRY:** Et est-ce que vous pensez qu'il n'y
18 aurait pas eu de résultats différents, peu importe quel aurait
19 été le chef?

20 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, je le crois vraiment. On
21 avait besoin de ces 1 800 agents, c'était le meilleur chiffre,
22 et on avait aussi besoin de la *Loi sur les mesures d'urgence*
23 parce que sinon, je pense qu'on aurait été dans une situation
24 sans issue, ce qui aurait été intolérable pour le public.

25 **Me TOM CURRY:** Monsieur le Maire Watson, la
26 démission, vous l'avez apprise lorsqu'elle a été annoncée. Est-
27 ce que vous avez eu l'occasion de parler avec le chef Sloly
28 après sa démission?

1 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, c'était plusieurs semaines
2 après. Je l'ai invité à luncher pour le remercier de ses
3 services. Je crois que quand ces choses sont faites de façon
4 publique, ce n'est pas la façon la plus aimable de dire adieu à
5 quelqu'un, de remercier quelqu'un qui a servi la communauté,
6 alors je l'ai amené au restaurant, on a déjeuné, bien sûr on
7 n'est pas entrés dans les détails de ce qu'il avait vécu, mais
8 j'ai eu l'occasion de le remercier ainsi de ses services.

9 **Me TOM CURRY:** Vous avez dit que vous aviez
10 considéré cette démission comme un véritable acte de leadership.

11 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Bien sûr, il y avait des
12 inquiétudes de la part de la Commission des services policiers
13 d'Ottawa. Je crois qu'il a agi de façon honorable et je l'ai dit
14 dans la déclaration que j'ai publiée.

15 **Me TOM CURRY:** Si vous me permettez, Monsieur le
16 Commissaire.

17 Bon, alors là, je voudrais vous poser très vite
18 une question sur les négociations. Je ne vais pas vous montrer
19 la lettre qui a été adressée à madame Lich et sa réponse, mais
20 est-ce que vous pouvez me dire que, à propos du chef Sloly, le
21 chef Sloly n'était pas au courant de la destination finale des
22 camions qui quittaient la zone résidentielle? Et la lettre que
23 vous avez écrite à madame Lich ne décrit pas la destination
24 finale des camions. Dans d'autres documents, on parle de louer
25 des terrains agricoles ou de se stationner le long de la
26 promenade. Il y avait une certaine incertitude à propos de cette
27 question.

28 **MAIRE JIM WATSON:** Non, on ne parle pas

1 précisément de Wellington, mais c'est une question de bon sens.
2 S'ils arrivent dans cette zone, en fait, autour de cet immeuble,
3 ils seraient rue Wellington parce que c'est là où il y a de la
4 place. Que le chef l'ait su ou non immédiatement, je ne le sais
5 pas, mais on a affecté des agents pour faire circuler.

6 **Me TOM CURRY:** Merci beaucoup. Merci de vos
7 services publics.

8 **MAIRE JIM WATSON:** Vingt-deux jours et quatre
9 heures, je crois.

10 **COMMISSAIRE ROULEAU:** La Coalition d'Ottawa, s'il
11 vous plait.

12 **Me PAUL CHAMP:** Merci, Monsieur le Commissaire.

13 **--- CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me PAUL CHAMP:**

14 **Me PAUL CHAMP:** Je suis Paul Champ, Monsieur le
15 Maire. Je représente la Coalition des résidents et des
16 entreprises d'Ottawa. J'ai des questions à la suite de votre
17 témoignage, une question à laquelle vous venez de répondre.

18 Vous avez indiqué qu'il n'y avait pas
19 d'indications que cette manifestation allait durer, mais est-ce
20 que ce n'est pas vrai, Monsieur le Maire, que, lorsqu'ils sont
21 arrivés à Ottawa cette première fin de semaine, qu'ils avaient
22 recueilli plusieurs millions de dollars pour fournir du
23 carburant et de la nourriture aux manifestants? Est-ce que c'est
24 exact?

25 **MAIRE JIM WATSON:** Je ne sais plus exactement
26 quand est-ce qu'on a été informés de la campagne Go Fund Me. On
27 en a parlé au sein de mon bureau, on a essayé de les empêcher de
28 recueillir des fonds, et ensuite on a décidé de bloquer les

1 comptes, et je crois savoir que l'argent a été remboursé aux
2 donateurs individuels.

3 **Me PAUL CHAMP:** Une autre question. Vos
4 communications avec le président de la Commission des services
5 policiers d'Ottawa, je crois comprendre, Monsieur le Maire, que
6 vous et madame Deans, la présidente, vous communiquez
7 directement avec votre chef de cabinet?

8 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Non, en général, c'était
9 la conseillère Deans et monsieur Arpin.

10 **Me PAUL CHAMP:** Vous et madame Deans, enfin... bon,
11 enfin, vous ne vous parlez pas directement? Elle n'a pas votre
12 numéro de téléphone?

13 **MAIRE JIM WATSON:** Je ne crois pas qu'elle ait mon
14 numéro de téléphone. Enfin, très peu de personnes ont mon numéro
15 de téléphone et, en général, ma sonnerie n'est pas allumée, mais
16 elle avait de bonnes relations avec monsieur Arpin et il
17 m'informait sur toutes les questions et on a eu au moins un ou
18 deux appels entre nous pendant l'occupation.

19 **Me PAUL CHAMP:** Et Dean French, est-ce qu'il a
20 votre numéro de téléphone?

21 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, je crois qu'il l'a parce
22 que je l'ai rencontré au cabinet du premier ministre.

23 **Me PAUL CHAMP:** Pendant toute cette manifestation,
24 vous avez dit que vous aviez des communications régulières avec
25 le chef Sloly, c'est exact?

26 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Ou avec ses adjoints.

27 **Me PAUL CHAMP:** C'est ma question suivante. À
28 quelle fréquence est-ce que vous parliez par exemple avec son

1 chef adjoint par intérim?

2 **MAIRE JIM WATSON:** Plutôt avec le chef adjoint
3 Bell parce que je le connais mieux. C'était un ou deux appels
4 par jour. Parfois, il n'y avait pas d'appel si on n'avait pas
5 d'informations. Souvent, je recevais de l'information par
6 l'intermédiaire de Steve Kanellakos sur la police, car mon
7 bureau est à côté de celui de monsieur Kanellakos, donc on se
8 voyait toutes les heures pendant la crise.

9 **Me PAUL CHAMP:** Alors, vous receviez des questions
10 du chef Sloly et parfois de ses adjoints, en particulier du chef
11 adjoint Bell. Est-ce qu'il avait votre numéro de téléphone?

12 **MAIRE JIM WATSON:** Je ne sais pas s'il l'avait ou
13 non.

14 **Me PAUL CHAMP:** Comment est-ce que vous
15 communiquez tous les deux?

16 **MAIRE JIM WATSON:** En général, par une réunion
17 Teams ou Zoom.

18 **Me PAUL CHAMP:** Et qu'en est-il du chef adjoint
19 Ferguson? À quelle fréquence lui parliez-vous?

20 **MAIRE JIM WATSON:** Je ne me rappelle pas avoir eu
21 une conversation avec elle. Je crois qu'à un moment donné elle
22 était en congé. Mais je ne la connaissais pas vraiment. Je l'ai
23 vu lors des conférences de presse, par exemple. Lorsqu'il y
24 avait une conférence de presse, elle était souvent là avec le
25 chef et l'autre chef adjoint.

26 **Me PAUL CHAMP:** On a entendu dans votre témoignage
27 que vous aviez... que le palier fédéral et le palier provincial
28 vous exprimaient des inquiétudes à propos du plan opérationnel

1 pour mettre fin au blocage. Et à cause de certains différends à
2 propos de ce plan fonctionnel, il y a eu un certain retard à la
3 mise en application sur le terrain.

4 **MAIRE JIM WATSON:** Non, je ne dirais pas qu'on
5 manquait de plan. On savait qu'il fallait un plan, mais on
6 savait que ça allait prendre du temps pour faire venir des
7 agents de police de tout le pays, mais... qui viendraient de
8 d'autres services municipaux, qui viendraient de la GRC, donc
9 les deux devaient se faire en parallèle. Et la réalité, c'est
10 qu'on savait qu'on avait besoin de 1 800 agents. Si on n'en
11 avait que 1 000, le plan devait changer.

12 Donc, la situation était fluide, mais d'après
13 l'information reçue de la part de monsieur Kanellakos, au sein
14 de la structure de commandement, on se demandait quel devait
15 être le meilleur plan. Et je crois que finalement ils ont choisi
16 la bonne voie parce que ça a résolu le problème et cela a ramené
17 une certaine paix, un certain calme dans notre zone
18 résidentielle.

19 **Me PAUL CHAMP:** Oui, pas de décès, pas de
20 blessures graves.

21 **MAIRE JIM WATSON:** Étant donné le nombre de
22 personnes qui ont été impliquées et toute la colère, je pense
23 que la police a agi de façon très professionnelle, et
24 certainement les habitants d'Ottawa regardaient la télévision,
25 ils voyaient comment les agents de police dégageaient les zones
26 résidentielles au centre-ville d'Ottawa.

27 **Me PAUL CHAMP:** Oui.

28 **MAIRE JIM WATSON:** Je crois que tout le monde est

1 reconnaissant à la police.

2 **Me PAUL CHAMP:** À propos des préoccupations ou des
3 accords à propos du plan d'intervention, est-ce qu'il y avait
4 des accords au sein de la structure de commandement?

5 **MAIRE JIM WATSON:** Non. Les personnes qui étaient
6 chargées du plan, c'est-à-dire les trois paliers qui étaient
7 responsables, bon, je ne sais pas exactement quels étaient les
8 accords, c'est simplement de l'information qui m'a été transmise
9 par Steve Kanellakos et, oui, le premier ministre provincial et
10 le ministre fédéral ont soulevé des préoccupations.

11 **Me PAUL CHAMP:** Alors, le chef Sloly faisait de
12 son mieux pour servir la population d'Ottawa. Est-ce que vous
13 savez qu'il avait certaines difficultés à... il s'agissait de
14 conflits, de frictions au sein de la police?

15 **MAIRE JIM WATSON:** Je n'ai pas de preuve tangible
16 de cela. Je crois qu'il y avait des rumeurs, mais personne ne
17 s'est adressé à moi directement pour dire qu'il y avait des
18 inquiétudes, des préoccupations. Chaque fois qu'un conseil
19 venait de l'extérieur, un nouveau chef, il y a une certaine
20 animosité parce que les gens pensent qu'on devrait recruter un
21 candidat interne, et le chef Sloly a été mené comme agent de
22 changement.

23 On avait été bien servi par le chef Bordeleau,
24 mais c'était pour la première fois de notre histoire un leader
25 afro-canadien qui avait très bien servi la ville de Toronto
26 pendant plus de 30 ans. J'étais très favorable à son
27 recrutement. Lorsque je l'ai rencontré pour la première fois,
28 j'étais impressionné par ses qualifications et par la façon dont

1 il se comportait, et je crois qu'avant qu'il s'installe à
2 Ottawa, j'ai pris un petit-déjeuner avec lui et j'ai fait sa
3 connaissance.

4 **Me PAUL CHAMP:** À propos de l'information que vous
5 avez reçue du niveau provincial et du niveau fédéral sur le plan
6 d'intervention, vous n'avez pas partagé cette information avec
7 la conseillère Deans, présidente de la Commission.

8 **MAIRE JIM WATSON:** Eh bien, c'était des réunions
9 confidentielles et je pensais qu'il n'était pas opportun
10 d'enfreindre cette confidentialité

11 **Me PAUL CHAMP:** Mais ces commissions de services
12 policiers sont chargées de surveiller le chef, vous savez?

13 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, mais pas les questions
14 opérationnelles. Mais les questions que nous avons portaient
15 sur les ressources pour mettre en application le plan et pour
16 évacuer les camionneurs.

17 **Me PAUL CHAMP:** Alors, vous vouliez préserver la
18 confidentialité avec les paliers provincial et fédéral?

19 **MAIRE JIM WATSON:** C'est exact.

20 **Me PAUL CHAMP:** Vous ne pensez pas que cette
21 information aurait été utile pour la Commission des services
22 policiers?

23 **MAIRE JIM WATSON:** Non, parce que les inquiétudes
24 soulevées par le premier ministre et par madame Jones étaient de
25 nature générale. En général, il n'y avait pas d'allégations.
26 Même chose pour le ministre fédéral Blair. À un niveau
27 politique, ces rencontres confidentielles exprimaient des
28 préoccupations à l'effet que le plan n'était pas élaboré

1 suffisamment rapidement.

2 J'exerçais des pressions sur tout le monde pour
3 qu'ils agissent plus rapidement parce que, d'une part, avec
4 qu'est-ce que... la commissaire Deans m'avait demandé d'envoyer
5 une lettre au premier ministre provincial et au premier
6 ministre, et mon obsession, vraiment, c'était d'avoir un
7 engagement de ces deux paliers de gouvernement d'obtenir
8 davantage d'agents de police. On savait très bien qu'avec notre
9 contingent du SPO, on ne pouvait pas faire le travail que le
10 public s'attendait de nous, c'est-à-dire de nettoyer cette
11 expérience horrible pour nos clients et pour nos citoyens.

12 **Me PAUL CHAMP:** Ce matin, vous avez témoigné que
13 du point de vue du leadership, plus vous aviez d'informations à
14 échanger avec vos partenaires, mieux c'est, que tout le monde
15 peut lire à partir de la même page, on est tous de la même
16 équipe.

17 Suite à ces commentaires, croyez-vous qu'il
18 aurait été utile pour la Commission de savoir que vous entendiez
19 de la part des différents paliers gouvernementaux qu'il y avait
20 des préoccupations par rapport au plan opérationnel du SPO?

21 **MAIRE JIM WATSON:** Non. Ces rencontres étaient
22 confidentielles et je voulais m'en tenir à cette confidentialité
23 pour qu'on puisse avoir des discussions franches.

24 Maintenant, en ce qui concerne des détails des
25 difficultés dans ces réunions, bon, rien d'envoyer le signal
26 d'alarme, de mon point de vue à l'effet que le chef Sloly
27 n'était pas capable ni assez compétent pour préparer un plan et
28 l'exécuter.

1 En ce qui concerne les divisions internes, ben,
2 écoutez, demandez cela à la commissaire Deans, c'est elle la
3 présidente, mais moi, je n'ai aucune connaissance de ce qui se
4 passait en coulisses dans cette équipe qui préparait le plan. Je
5 ne peux que spéculer qu'une fois que le chef Sloly a quitté le
6 SPO, il a fallu deux jours avant que les actions policières
7 recommencent.

8 On doit supposer que le plan qu'il avait préparé,
9 c'est le plan qui était exécuté avec peut-être certains petits
10 changements effectués par le nouveau chef par intérim Bell, mais
11 je dois reconnaître le rôle du chef Sloly pour avoir mené le
12 plan à ce niveau-là et le chef Bell pour avoir pu l'exécuter,
13 avoir pu permettre aux agents policiers de bouger rapidement,
14 prudemment, et mettre fin à ce qui était une expérience
15 misérable pour les résidents et les petites entreprises à la
16 fois du centre-ville et du marché Byward, Vanier et Overbrook-
17 Forbes où il y a le stade de baseball.

18 **Me PAUL CHAMP:** J'ai une question par rapport aux
19 négociations avec les organisateurs du convoi. Vous avez
20 témoigné la première fois que vous avez entendu parler d'un
21 contact potentiel. C'était le 8 février. Monsieur Kanellakos
22 vous a abordé et vous a expliqué que l'équipe de liaison de la
23 police avait suggéré que ça pourrait être utile s'il y avait
24 certaines discussions entre la mairie puis les organisateurs du
25 convoi. Est-ce que correct?

26 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

27 **Me PAUL CHAMP:** Et après que monsieur Kanellakos
28 ait eu des contacts ou une rencontre avec certains d'entre eux,

1 il a rapporté que les réunions s'étaient bien déroulées en
2 général?

3 **MAIRE JIM WATSON:** Les réunions?

4 **Me PAUL CHAMP:** La première rencontre à laquelle...
5 de monsieur Kanellakos avec les organisateurs du convoi, leurs
6 avocats, et cetera.

7 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. D'après ce que monsieur
8 Kanellakos m'a dit, c'était une rencontre positive et
9 respectueuse, et qu'il maintiendrait les lignes de communication
10 ouvertes.

11 **Me PAUL CHAMP:** Et deux jours plus tard environ,
12 le 10 février, vous avez eu votre première conversation avec
13 monsieur French. Exact?

14 **MAIRE JIM WATSON:** Laissez-moi vérifier la date.
15 Oui, c'est correct.

16 **Me PAUL CHAMP:** Et ceci a mené à des négociations
17 pendant une période de deux jours environ où on a pu aboutir
18 avec l'échange de deux lettres entre vous et madame Lich.
19 Ensuite, vous avez eu des conversations avec monsieur French?

20 **MAIRE JIM WATSON:** Non, pas plus de deux. Le
21 premier appel, et je crois qu'il y en a eu un deuxième, je ne me
22 rappelle pas exactement quels étaient les détails parce que je
23 lui ai dit après le premier appel que le principal contact qu'il
24 aurait serait avec monsieur Arpin et aussi avec monsieur
25 Kanellakos.

26 **Me PAUL CHAMP:** Et messieurs Arpin et Kanellakos,
27 eux, ont pris en main les négociations avec monsieur French pour
28 négocier l'entente avec madame Lich et les autres organisateurs?

1 **MAIRE JIM WATSON:** Lorsque la lettre a été signée,
2 aucun autre contact avec monsieur French. Je peux dire
3 publiquement que j'ai apprécié le fait qu'il ait, bon, pris le
4 risque, là. Il n'avait rien à gagner d'après ce que j'ai pu
5 voir. J'aime beaucoup le commentaire sur monsieur French lui-
6 même et de ses liens avec le premier ministre, mais j'ai
7 constaté qu'il agissait de bonne foi et c'est abouti à la lettre
8 qui a soulagé une certaine partie des pressions, pas toutes,
9 mais bon, cela a soulagé un peu de pression des quartiers
10 résidentiels.

11 **Me PAUL CHAMP:** Dans vos deux conversations avec
12 monsieur French, il a indiqué qu'il appuyait les protestataires,
13 qu'il partageait leurs idées.

14 **MAIRE JIM WATSON:** Qui ça?

15 **Me PAUL CHAMP:** Monsieur French. Il a indiqué
16 qu'il...

17 **MAIRE JIM WATSON:** Non, il n'a pas indiqué qu'il
18 était aligné avec les protestataires, il a dit qu'il avait des
19 contacts avec certains membres de l'industrie du camionnage,
20 mais il n'a pas donné l'opinion qu'il appuyait leurs
21 revendications ou leurs griefs, dans cet appel en tout cas. Il a
22 dit qu'il avait un certain lien, je ne sais pas exactement quel
23 était ce genre de connexion, bon, c'était peut-être via sa vie
24 dans le secteur privé ou cela pouvait remonter à son séjour au
25 gouvernement, mais en tout cas il voyait ce qui était arrivé,
26 que les choses empiraient, puis il m'a appelé. Je ne l'avais pas
27 vu ou entendu littéralement depuis qu'il avait quitté le bureau
28 du premier ministre.

1 **Me PAUL CHAMP:** Il n'a pas suggéré qu'il
2 considérait les manifestants comme des patriotes ou quelque
3 chose du genre?

4 **MAIRE JIM WATSON:** Non.

5 **Me PAUL CHAMP:** Donc, vous avez remis le dossier à
6 monsieur Arpin pour qu'il puisse travailler sur une certaine
7 entente?

8 **MAIRE JIM WATSON:** Et monsieur Kanellakos aussi
9 parce qu'il avait rencontré d'autres gens dans cette orbite deux
10 ou trois jours plus tôt.

11 **Me PAUL CHAMP:** Avez-vous donné des directives à
12 monsieur Arpin de travailler avec la police d'Ottawa lors de ces
13 négociations?

14 **MAIRE JIM WATSON:** Je n'ai pas donné de directives
15 précises, mais certainement le SPO était au courant qu'on avait
16 ce contact parce que la police était ceux justement qui avait
17 demandé à monsieur Kanellakos d'entreprendre des discussions
18 avec les représentants du groupe des protestataires. Comme
19 l'équipe de liaison l'a mentionné, ils n'avaient plus aucune
20 communication avec eux. Quelque chose s'est passé où ils ont
21 cessé de discuter.

22 Donc, ce groupe a été voir monsieur Kanellakos et
23 puis plus tard nous avons monsieur Dean French qui est
24 intervenu. Donc, la police a participé, et le chef Sloly et le
25 sous-chef, le chef adjoint Bell étaient au courant que nous
26 avons eu cet appel de monsieur French, et ils l'ont approuvé. Le
27 chef Sloly voulait faire un changement à la lettre, mais
28 malheureusement la lettre avait déjà été envoyée et la police,

1 soit le chef, soit le sous-adjoint, a nommé un responsable de la
2 police pour organiser le déménagement des véhicules.

3 **Me PAUL CHAMP:** Bon, il y a eu un contact initial
4 le 8 février via l'équipe de liaison de la police, et puis
5 ensuite il y a eu des contacts, et le 10, il y a eu une entente,
6 et puis la lettre a été rédigée entre le 12... entre le 8 et le
7 12.

8 Savez-vous quand le chef Sloly et le chef adjoint
9 Bell ont été informés que monsieur French participait aux
10 négociations?

11 **MAIRE JIM WATSON:** Non, c'était une date entre les
12 deux, je ne me rappelle pas laquelle précisément. J'en ai
13 discuté avec le chef adjoint Bell dans ma salle de réunion puis
14 il n'avait aucun problème avec la lettre. Encore, c'était entre
15 le 8 et le 12, mais je ne me rappelle pas exactement le moment
16 exact.

17 **Me PAUL CHAMP:** Donc, le chef adjoint Bell était
18 avec vous à la mairie pour en parler.

19 **MAIRE JIM WATSON:** Ben, il était là pour un de nos
20 breffages réguliers et on a soulevé la question auprès de lui.
21 Je ne sais pas s'il était déjà au courant, mais il n'a pas
22 exprimé aucune opposition. Il pensait que cela pouvait aider à
23 soulager la pression, et une chose qu'il a mentionnée
24 d'ailleurs, cela pourrait réduire l'empreinte de la
25 manifestation, ce qui aiderait la police à long terme, cela lui
26 permettrait de mieux contenir la situation une fois qu'il
27 interviendrait.

28 **Me PAUL CHAMP:** Est-ce que monsieur Arpin avait de

1 l'expérience dans des négociations lors des prises d'otages ou
2 des choses du genre?

3 **MAIRE JIM WATSON:** Non.

4 **Me PAUL CHAMP:** Aucune expérience dans les
5 négociations de ce type-là?

6 **MAIRE JIM WATSON:** Ben, de la bonne volonté puis
7 du bon sens. C'est une crise, il fallait que tout le monde
8 puisse mettre l'épaule à la roue. Il a été mon chef de cabinet
9 depuis 12 ans, c'est un très bon communicateur, il a une bonne
10 formation, c'est un francophone bilingue. Je n'avais aucune
11 hésitation à lui demander de faire ce travail. Au cours des
12 12 années, il a reçu beaucoup de tâches différentes à accomplir.
13 J'avais confiance qu'il pouvait négocier avec eux. Il négociait
14 avec un ancien chef de cabinet, monsieur French, donc, j'imagine
15 qu'ils avaient un certain niveau de connexion.

16 Mais en fin de compte, ce qui s'est passé, c'est
17 que nous avons pu avoir une entente, on a pu déménager, déplacer
18 40 gros camions, 60 plus petits, et s'assurer de réduire
19 l'empreinte des manifestations, comme l'avait souhaité le chef
20 adjoint Bell, et ceci a apporté un peu de soulagement pour les
21 gens qui habitaient le long du corridor plus au sud jusqu'à Bay
22 Street.

23 **Me PAUL CHAMP:** Maire Watson, j'aimerais... votre
24 relation avec d'autres conseillers municipaux. Tous les
25 conseillers municipaux semblaient dépassés, en état de siège,
26 ils recevaient des barrages des communications des résidents.
27 Êtes-vous d'accord avec moi que les conseillers municipaux de
28 Somerset et de Rideau Vanier auraient vécu la situation de façon

1 beaucoup plus intense que d'autres?

2 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Bien que, pour être juste,
3 c'était ceux qui ont été le plus durement touchés, mais ceci
4 avait des effets sur toute la ville parce que, bien sûr, les
5 résidents d'Orléans travaillent dans le centre-ville, et ceux du
6 centre-ville travaillent à Kanata, alors...

7 **Me PAUL CHAMP:** Oui, mais Orléans par contre
8 n'était pas troublée par des feux d'artifice ou des klaxons.

9 **MAIRE JIM WATSON:** Non, mais il y avait également
10 King's Ward aussi parce que le stade de baseball est là et
11 c'était en train de devenir un vrai cirque avec des feux et tout
12 ça.

13 **Me PAUL CHAMP:** Vous avez vu ce que le conseiller
14 McKenney faisait lors des manifestations, il était sur la rue
15 tous les jours, il regardait ce qui se passait avec les
16 résidents.

17 **MAIRE JIM WATSON:** J'ai vu certains échanges de
18 gazouillis et de vidéos en ligne, oui.

19 **Me PAUL CHAMP:** Êtes-vous d'accord que c'était
20 admirable de la part du conseiller McKenney d'être là avec les
21 résidents?

22 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Je reconnais que le
23 conseiller Deans avait exprimé des préoccupations à l'idée
24 d'organiser des contre-manifestations parce que cela aurait
25 réduit certaines ressources policières. Mais conseiller McKenney
26 a fait un très bon travail, il a très bien représenté ses
27 commettants pendant une période très difficile.

28 **Me PAUL CHAMP:** Est-ce qu'il y a des raisons,

1 Maire Watson, pour lesquelles vous n'avez pas contacté ni le
2 conseiller Fleury ni le conseiller McKenney pour leur donner un
3 peu de soutien?

4 **MAIRE JIM WATSON:** Ben, oui. J'ai eu au moins deux
5 appels, rencontres Zoom avec le conseiller McKenney, deux ou
6 trois pendant cette période avec le conseiller Fleury, et après
7 l'évènement, j'ai invité les deux conseillers municipaux au
8 petit-déjeuner, un restaurant dans le centre-ville pour
9 manifester notre soutien au centre-ville avec le chef Bell et
10 aussi pour faire un post-mortem sur ce qui s'était passé, sur ce
11 qui avait bien été, ce qui n'avait pas bien été. Et par la
12 suite, j'ai organisé un petit-déjeuner dans mon bureau, et j'ai
13 invité monsieur Marco Mendocino, les conseillers McKenny et
14 Fleury comme étant les premiers répondants, et les chefs des
15 différents services policiers pour les remercier tous pour le
16 travail qu'ils avaient fait, y compris les deux conseillers.

17 **Me PAUL CHAMP:** Mais dans les appels un à un?

18 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, j'en ai eu un... deux avec
19 chacun d'entre eux, et ensuite un appel sur Zoom avec les deux.

20 **Me PAUL CHAMP:** Ils ont peut-être oublié
21 lorsqu'ils ont témoigné la semaine dernière.

22 **Me ANNE TARDIF:** Non, désolée, ce n'est pas ce que
23 reflètent mes notes du témoignage du conseiller Fleury.

24 **Me PAUL CHAMP:** Maire Watson, êtes-vous d'accord
25 avec moi qu'il y a des désaccords politiques au conseil
26 municipal?

27 **MAIRE JIM WATSON:** Tous les jours.

28 **Me PAUL CHAMP:** Bon, vous avez été un politicien

1 municipal depuis longtemps. Votre dernier mandat a été un peu
2 plus amer et hostile que les autres.

3 **MAIRE JIM WATSON:** Non. Je crois qu'il a posé
4 davantage de défis, il y avait plus de pression, si on tient
5 compte des choses auxquelles le conseil municipal a dû faire, et
6 pas seulement le Conseil, le public. Il y a eu deux tornades, il
7 y a eu des inondations, il y a eu une énorme tempête, Horacio...
8 enfin, j'oublie son nom, la COVID-19 pendant deux années et
9 demie, et puis le convoi et l'occupation des camionneurs, tous
10 mes collègues au conseil municipal, y compris moi-même, sentions
11 la pression. C'est une période qui posait de défis dans
12 l'histoire de notre ville.

13 Certains étudiants à qui j'ai parlé au Collège
14 Algonquin l'autre jour, en fait la semaine dernière, on m'a
15 demandé : « Quel était le moment le plus stressant de votre
16 mandat comme maire? » Ou j'aurais pu leur demander quel était le
17 moment le plus stressant. Mais non, c'était la COVID qui les
18 stressait le plus. 800 personnes sont mortes suite à la COVID,
19 des milliers d'autres ont été touchées gravement, les gens ont
20 perdu leur emploi, leur gagne-pain, et ça, c'est un projet, un
21 défi auquel chaque citoyen du monde a dû faire face.

22 Le convoi, c'est une expérience terrible, mais
23 c'était pour une période déterminée de temps, trois semaines.
24 Elle a touché les gens du centre d'Ottawa, mais c'est terminé
25 maintenant, alors que la COVID est toujours avec nous. Nous
26 perdons des gens tous les jours.

27 De mon point de vue, cela a ajouté beaucoup de
28 stress parce que les gens t'appelaient, ils étaient troublés par

1 les politiques de vaccination, par le port obligatoire des
2 masques et tout cela, et tout ceci a explosé lorsqu'on a dû
3 faire face à la fois à la tempête, puis ensuite avec le convoi.

4 **Me PAUL CHAMP:** Une dernière question, Monsieur le
5 Maire. La ville était en crise, c'était sans précédent pour les
6 résidents et les entreprises qui souffraient, c'était une
7 période pour la ville de s'unir, de mettre de côté la rivalité
8 politique.

9 Monsieur Watson, croyez-vous que vous avez fait
10 cela? Avez-vous bien servi votre ville en surmontant la rivalité
11 politique, en réunissant tous les conseillers municipaux
12 ensemble, que ce soit monsieur Deans, McKenney ou d'autres?

13 **MAIRE JIM WATSON:** C'est monsieur Churchill qui a
14 dit « le Parlement n'est pas une partie de thé ». Les gens se
15 battent lors d'une élection, ils obtiennent leur siège, ils ont
16 des opinions très prononcées, des émotions par rapport à toutes
17 sortes d'enjeux, puis il y a des conflits. Bien, écoutez, c'est
18 le plaisir de la démocratie. Tout le monde n'est pas toujours
19 d'accord avec tout le monde. Ce que notre conseil municipal a
20 vécu, c'était horrible.

21 Ce que j'ai tenté de faire, c'est d'offrir le
22 plus d'informations possible, faire le plus de travail possible
23 avec mes contacts fédéraux et provinciaux que j'avais faits au
24 cours de ma carrière dans la fonction publique, de service
25 public, et d'apporter des solutions réalistes aux problèmes pour
26 qu'on puisse remettre la ville dans les mains de ses citoyens,
27 les citoyens. C'est ce que nous avons fait.

28 Bon, évidemment, ce n'est pas comme s'il n'y

1 avait pas eu d'erreurs ou de problèmes, et le conseil municipal
2 d'ailleurs a voté pour qu'on puisse s'excuser au public, et on
3 l'a fait. On a laissé tomber beaucoup de gens à Ottawa. Il y a
4 avait une situation que nous n'avions jamais vue auparavant, il
5 n'y avait aucun moyen très très clair de s'en sortir au début.
6 Bon, le fait que personne n'ait perdu sa vie, personne n'a été
7 gravement blessé. Bon, les gens étaient touchés, bien sûr, mais
8 je crois que la police devrait recevoir des félicitations.

9 Et deuxièmement, le premier ministre a fait les
10 choses correctes en déclarant l'état d'urgence. Ceci a réglé
11 notre problème. C'est facile de regarder en arrière, mais les
12 gens qui souffraient le plus, c'était des gens d'Ottawa, pas les
13 gens de la Côte-Ouest ou de la Côte-Est.

14 Je remercie tous mes collègues, surtout les deux
15 qui ont été le plus touchés, le conseiller McKenney et Mathieu
16 Fleury, mais tous les membres du Conseil subissaient cette
17 pression. Ils recevaient des courriels de partout dans le monde,
18 parfois avec un langage assez vulgaire et des menaces contre
19 plusieurs individus, y compris moi-même.

20 **Me PAUL CHAMP:** Alors, c'est tout le temps qui
21 m'est alloué. Merci, Monsieur le Maire.

22 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Merci.

23 On va maintenant passer au Service de police
24 d'Ottawa, leur chef.

25 **--- CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me DAVID MIGICOVSKY:**

26 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Bonjour, Monsieur le Maire
27 Watson. [Mon nom est David Migicovsky]. En fait, je suis
28 l'avocat pour le Service de police d'Ottawa.

1 Monsieur le Maire Watson, je crois que ce n'est
2 pas... je crois que le budget de la police est souvent débattu,
3 c'est un sujet de controverse pour le conseil d'Ottawa.

4 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

5 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Et pour l'année budgétaire
6 2022 que vous avez complétée en novembre-décembre 2021,
7 l'augmentation de budget qu'avait demandée le chef Sloly était
8 2,86 %, et ce qui a été approuvé a été une augmentation de 2 %.
9 Est-ce que c'est bien ça?

10 **MAIRE JIM WATSON:** Je crois que c'était environ
11 ça, mais il fallait aussi regarder la croissance d'après
12 l'évaluation qui était, d'après l'évaluation, c'était à peu près
13 3 %. Alors, il fallait en tenir compte.

14 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Et d'après les reportages
15 médias, ce budget, une fois approuvé par la Commission des
16 services policiers d'Ottawa, est arrivé devant le Conseil et le
17 débat a été très contentieux et ils ont approuvé cette
18 augmentation de 2 %.

19 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, il y a certains membres du
20 Conseil qui voulaient réduire le budget des services policiers.
21 Moi et la majorité n'étions pas d'accord, on trouvait que
22 c'était important de soutenir la demande du chef et les
23 augmentations. Il y avait entre autres, cette évaluation d'un
24 rajout de 2 %.

25 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Et le chef Sloly en fait
26 avait demandé encore plus de la Commission des services
27 policiers, mais ils ne lui ont pas donné ce qu'il exigeait. Est-
28 ce vrai?

1 MAIRE JIM WATSON: Oui, à mon souvenir.

2 Me DAVID MIGICOVSKY: Et il était... pour le
3 dossier, il a dit au Conseil qu'il pourrait y avoir des risques
4 importants pour les services policiers.

5 MAIRE JIM WATSON: Je ne veux pas exagérer, mais
6 c'est ce que presque tous les chefs de police vont dire,
7 lorsqu'ils n'obtiennent pas 100 % de ce qu'ils demandent, alors
8 c'est probablement ce qu'il a dit. Et en tant que conseil
9 municipal, nous devons voter, oui ou non, pour le budget, disons
10 augmenter ou diminuer. On ne peut pas aller dans la microgestion
11 sous la Loi.

12 Mais je suis fier qu'on ait pu offrir des
13 augmentations annuelles pour les services policiers pour
14 plusieurs raisons, entre autres parce que la population a
15 augmenté. Il y a 2 600 kilomètres de route à patrouiller, et
16 nous qui étions d'accord avec ce budget présenté par la police,
17 on trouvait que c'était le bon montant et on l'a accepté.

18 Me DAVID MIGICOVSKY: Et plusieurs conseillers ont
19 voté contre cette augmentation de 2 % disant que c'était trop.
20 Est-ce juste?

21 MAIRE JIM WATSON: Oui, exact. Je crois.

22 Me DAVID MIGICOVSKY: Et finalement, ce qu'il a
23 pris pour résoudre les manifestations à Ottawa, ç'a été une
24 grande augmentation de ressources.

25 MAIRE JIM WATSON: Vous parlez de...

26 Me DAVID MIGICOVSKY: Oui, du « Convoi de la
27 liberté ».

28 MAIRE JIM WATSON: Oui, il a fallu trouver

1 beaucoup de ressources et nous avons l'intention de récupérer
2 ces fonds. J'ai parlé avec d'autres paliers gouvernementaux
3 parce que ça ne devrait pas venir du budget de base des services
4 policiers qui est toujours près du... soit de l'excédent du
5 déficit à chaque année.

6 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Et il y avait des membres
7 civils, mais aussi beaucoup de policiers sur le terrain, ç'a
8 pris énormément de ces gens.

9 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, dans des circonstances
10 très difficiles. Moi, je me souviens le temps était terrible,
11 les routes, il n'y avait pas de déneigement, on pouvait presque
12 pas passer. Certains policiers travaillaient 12, 13 jours de
13 suite. Une des raisons que le chef allait chercher des services
14 supplémentaires, c'est pour que ses propres agents aient au
15 moins une journée de libre pour récupérer.

16 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Oui, et il se passait
17 beaucoup de choses sur le terrain.

18 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, effectivement. J'ai vu
19 beaucoup de nouvelles où, bon, on disait que les... on criait
20 après les policiers, on leur hurlait des injures, et ils sont
21 restés calmes, et nous en sommes reconnaissants.

22 J'ai eu l'impression parfois qu'on voyait des
23 images où les policiers avaient l'air amis-amis avec les
24 manifestants, et les Services policiers ont rappelé à leurs
25 policiers qu'ils étaient là pour être neutres et ils ont très
26 bien agi. J'ai aucun problème à défendre les actes du Service
27 police d'Ottawa et ce qu'ils ont fait pour mettre fin à cette
28 situation.

1 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Et donc, ç'a été amené à une
2 résolution réussie grâce à... sous le chef Bell.

3 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Et c'est drôle, avec les...
4 il y avait les Olympiques et je crois qu'il y avait beaucoup
5 plus de gens qui regardaient ces activités plutôt que les
6 Olympiques, parce que c'était tellement terrible de voir ce qui
7 se passait dans notre ville pendant trois semaines et les gens
8 étaient tous soulagés de voir que ça allait se terminer.

9 Et il y avait quelques groupes qui ont persisté.
10 Deux, trois jours après, je marchais pour aller au Centre
11 Rideau, il y avait plusieurs gens qui me hurlaient des injures,
12 « *f'ing fag* », et c'est des gens qui venaient de la
13 manifestation, ils avaient des drapeaux à l'envers. Et donc, les
14 services policiers ont gardé une présence dans le centre-ville
15 parce qu'il y avait des gens qui voulaient encore nuire aux gens
16 et à la propriété publique et privée.

17 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Et c'était sans précédent
18 dans votre carrière politique, n'est-ce pas?

19 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, c'est vrai. Il n'y a rien
20 qui y ressemblait. Lors de mon premier mois, il y avait une
21 tempête, les gens avaient perdu l'électricité, mais cette fois-
22 ci, il y avait... ç'a eu une incidence sur énormément de gens et
23 c'était inacceptable d'agir de cette façon par ces gens-là.

24 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Et je crois que vous et le
25 chef Sloly, vous avez... on vous a proféré des menaces pendant la
26 manifestation.

27 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Aussi, certains membres du
28 Conseil. [J'en ai reçu une], deux [ou] trois. Il y a des gens

1 qui ont été inculpés. Il y a un homme du Nouveau-Brunswick qui
2 arrivait ici avec des armes dans son coffre pour me [tuer].

3 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Et la police a pris tout ça
4 au sérieux.

5 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, et notre sécurité aussi,
6 il y avait des gens qui étaient à l'extérieur de chez moi qui
7 n'étaient pas nécessairement associés au convoi, mais à d'autres
8 groupes qui protestaient. Et donc, ils ont installé un système
9 de sécurité.

10 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Merci. Je n'ai plus d'autres
11 questions.

12 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Alors, le gouvernement du
13 Canada, s'il vous plait.

14 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Merci.

15 **--- CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me BRENDAN van NIEJENHUIS:**

16 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Monsieur le Maire
17 Watson, je suis Brendan van Niejenhuis, un des avocats pour le
18 gouvernement du Canada.

19 Je voulais commencer par vous poser des questions
20 quant à vos préoccupations exprimées lors de votre conversation
21 le 3 février avec les ministres Blair et Mendicino. Est-ce que
22 vous vous rappelez votre première conversation avec ce groupe?

23 **MAIRE JIM WATSON:** Un instant, je vais regarder ma
24 chronologie.

25 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** C'est bon.

26 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Donc, c'était avec le
27 sous-ministre ou... un instant, s'il vous plait.

28 **Me ANNE TARDIF:** Il n'y a aucune indication dans

1 la ville d'Ottawa, dans les documents présentés jusqu'à présent.
2 Et l'avocat a peut-être des renseignements, mais on n'a pas eu
3 d'indication que le ministre Blair y était. On ne s'objecte pas
4 sa question, peut-être que c'est le cas, mais si le maire le
5 cherche, c'est pour cette raison.

6 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** C'est l'appel du
7 3 février. Pardon, je me suis mal exprimé.

8 **MAIRE JIM WATSON:** OK, donc, le 2 février. Oui,
9 donc, le 3 février... pardon, un instant. Donc, la rencontre
10 tripartite à 5 heures et quart.

11 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Je crois que oui.
12 C'est pas si important, mais donc, ces conversations avec vos
13 partenaires le 3 février, fédéraux, vous étiez déjà très anxieux
14 pour aller chercher plus de ressources pour la ville d'Ottawa,
15 n'est-ce pas?

16 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, c'est juste.

17 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Et vous... il y avait un
18 engagement au niveau politique des ministres au départ et par la
19 suite du premier ministre.

20 **MAIRE JIM WATSON:** Pardon? Pouvez-vous répéter la
21 question?

22 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Donc, il y avait un
23 engagement de ces ministres et finalement par le premier
24 ministre aussi?

25 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. On n'a pas eu de
26 difficulté à avoir des retours d'appel des fonctionnaires
27 fédéraux.

28 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Et donc, au niveau

1 politique, vous avez eu un engagement pour qu'ils fassent ce
2 qu'ils pouvaient pour que vous ayez des gens sur le terrain.

3 **MAIRE JIM WATSON:** oui, en théorie, mais avant de
4 célébrer, on voulait voir ces gens sur le terrain, et ça,
5 c'était un peu plus long. Mais au tout départ, ils ont compris
6 très clairement et le ministre Blair et le ministre Mendicino,
7 ils ont compris qu'on avait besoin d'aide, mais on aurait juste
8 voulu l'avoir plus rapidement.

9 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Et donc, vous avez
10 compris qu'ils étaient sérieux, qu'ils allaient vous donner
11 l'aide nécessaire.

12 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

13 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Et le but d'avoir des
14 gens sur le terrain, ce qu'on veut dire dans ces conversations,
15 ça voulait dire des agents de la GRC sur les rues d'Ottawa.

16 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

17 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Et le but de faire en
18 sorte que ces agents soient sur les rues d'Ottawa, c'était pour
19 le maintien de l'ordre.

20 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Pour... oui.

21 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Et lors de votre
22 premier appel avec le premier ministre dont vous avez parlé plus
23 tôt, vous avez dit que vous compreniez, vous étiez frustré vu la
24 situation – c'est compréhensible – par rapport à la bureaucratie
25 et ses lenteurs.

26 **MAIRE JIM WATSON:** J'ai dit au premier ministre
27 qu'alors qu'on avait une relation très positive, ses ministres
28 faisaient du bon travail, et je dois dire, pour les députés,

1 madame Fortier, monsieur Yasir [Naqvi], c'était les deux
2 circonscriptions les plus atteintes par le convoi. Donc, madame
3 Fortier, c'est Vanier et la Côte de Sable [Sandy Hill]; et
4 Naqvi, c'est Centretown et le Glebe.

5 Donc, le premier ministre avait de l'empathie et
6 de la sympathie par rapport au fait qu'on avait besoin d'aide le
7 plus tôt plutôt que tard, et lorsqu'on a reçu cette assistance,
8 c'est exactement ce qu'on avait demandé et ç'a bien fonctionné
9 parce qu'on a vu le résultat dans les jours suivants, le
10 vendredi, samedi et dimanche, alors que tout s'est conclu de
11 façon réussie.

12 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Mais lors des
13 évènements, vous n'étiez pas sûr d'avoir assez d'urgence par
14 rapport à la mise en œuvre de ces efforts. Est-ce que c'est
15 juste?

16 **MAIRE JIM WATSON:** Bien, ce qui est intéressant,
17 étant la capitale du pays, le premier ministre y habite, les
18 députés, les sénateurs, donc ils respiraient ce que respiraient
19 nos résidents. Eux, ils pouvaient quitter quand même et
20 n'habitaient pas nécessairement la zone rouge, mais au départ,
21 il ne semblait pas qu'il y ait ce sentiment d'urgence de la part
22 des paliers provinciaux et fédéraux, mais lorsque le premier
23 ministre s'est engagé et ensuite les ministres ont parlé d'une
24 table tripartite, ils ont mis en place une structure où on
25 pouvait prendre des décisions et voir des résultats. Alors, plus
26 on avait d'appels, honnêtement, mieux c'était parce qu'ils
27 étaient... ils en avaient assez de m'entendre demander des
28 ressources plus rapidement.

1 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Oui, et en même temps,
2 il se passait des choses en coulisses que vous ne saviez pas et
3 peut-être eux non plus dans le détail parce qu'ils sont, c'est
4 des détails opérationnels.

5 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, et le premier ministre
6 provincial et le premier ministre m'ont tous les deux dit qu'il
7 fallait... que je pouvais continuer à travailler avec les
8 ministres respectifs. Nous l'avons fait, et notre chef, chef
9 Sloly, travaillait... faisait des appels pour s'assurer que le
10 commissaire Lucki savait exactement de quoi il avait besoin. Et
11 il y avait une lettre de la conseillère Deans et moi-même au
12 premier ministre provincial et au premier ministre et leurs
13 ministres, et on a commencé à voir de l'action : de plus en plus
14 d'agents de la GRC, de la PPO, et lorsque le plan a été
15 finalisé, il était prêt à partir, bon, on avait les ressources
16 des 1 800 dans la ville pour mettre un terme à cette situation
17 terrible.

18 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Plus tôt, vous avez
19 dit de façon très juste, vous avez reconnu que certains des
20 retards étaient simplement pratiques, surtout par rapport à la
21 Police nationale, par exemple la GRC. Vous avez dit que vous
22 avez compris que ces agents avaient peut-être besoin de voyager,
23 de se déplacer, et que c'était loin.

24 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Il y avait une certaine
25 confusion. On m'avait dit qu'il y avait un arriéré par rapport à
26 la GRC, que les agents soient assermentés comme agents de la
27 paix en Ontario. C'était peut-être le cas au départ pour... à la
28 Police montée, mais ils ont commencé à les faire en grande

1 quantité, deux fois par jour, parce que ce que j'avais compris,
2 ils n'avaient pas d'autorité s'ils n'étaient pas... s'ils
3 n'avaient pas été assermentés.

4 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Oui, j'y reviendrai
5 dans un instant. Donc, il y a un élément qui était un retard
6 pratique. Il fallait rentrer à l'hôtel, il fallait se déplacer,
7 il fallait manger, ce sont des choses qui prennent du temps
8 selon le point d'origine.

9 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Mais si on avait commencé
10 un peu plus tôt, on n'aurait pas eu ce retard et on aurait pu
11 commencer la deuxième semaine plutôt que la troisième semaine.

12 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Oui, c'est le gros bon
13 sens. Si on commence plus tôt, on finit plus tôt. Mais une chose
14 qui prendrait du temps, donc, c'est qu'une fois que vous êtes à
15 l'hôtel, vous avez votre repas, vous avez peut-être dormi, il
16 faut recevoir ces quarts, et recevoir les ordres, et commencer à
17 travailler.

18 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. La majorité de ces agents,
19 peut-être pas tous, la GRC qui était à Ottawa, mais la plupart
20 d'entre eux, ben le poste de police, il fallait passer par une
21 séance d'orientation pour qu'ils sachent leurs instructions. Et
22 par rapport aux fréquences radio, les professionnels m'ont dit
23 qu'il fallait tout faire pour que la personne soit pleinement
24 opérationnelle.

25 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Et il fallait aussi
26 s'assurer une familiarité avec l'endroit où on doit travailler
27 et le faire de façon sécuritaire.

28 **MAIRE JIM WATSON:** C'est juste.

1 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Et il y faut qu'il y
2 ait assez d'agents avec des rôles et responsabilités clairs pour
3 procéder dans une crise pareille.

4 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

5 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Et surtout dans un
6 lieu comme au coin de Rideau et Sussex, vous avez dit qu'il y
7 avait une préoccupation à propos d'un agent très... un élément
8 dangereux qui avait pris sa place. Exact?

9 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

10 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** C'est aussi par
11 rapport à l'ordonnance d'application de la loi?

12 **MAIRE JIM WATSON:** Non, non, je ne comprends pas
13 votre question. Pardon.

14 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Rideau et Sussex
15 étaient une priorité pour l'application de la loi pour la
16 semaine du 7 février.

17 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. D'après la documentation
18 du chef Sloly, c'était une plus haute priorité parce qu'il y
19 avait des gangs de motards, et cetera, et donc, il fallait s'en
20 occuper plus tôt que la rue Wellington. Mais c'était un assez
21 petit groupe comparé au grand groupe de camionneurs.

22 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Oui, mais à cause de
23 cet élément plus dangereux, tel qu'on vous faisait rapport,
24 c'était une zone où il fallait s'assurer... il fallait assurer la
25 sécurité des agents ainsi que des résidents.

26 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Et aussi, protection de la
27 propriété privée. Le Centre Rideau avait été fermé pendant deux
28 semaines. Ils ont perdu... ils perdaient 2,1 millions de dollars

1 par jour, si je me souviens bien, une grande perte. Et les
2 restaurants, le Château Laurier, il y avait une incidence
3 partout. Les gens ne pouvaient même pas s'approcher du marché
4 By. Donc, ces entreprises souffraient ainsi que les gens qui
5 habitaient cette région.

6 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Et vous avez parlé des
7 agents qui devaient être assermentés. J'aimerais vous poser
8 quelques questions, Monsieur le Maire, pour revenir... pour
9 reconfirmer.

10 Le but d'avoir ces ressources en place, c'était
11 pour appliquer les lois, n'est-ce pas?

12 **MAIRE JIM WATSON:** Exact.

13 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Et pour ce faire, il
14 faut qu'il y ait des professionnels de maintien de l'ordre. Ces
15 gens-là doivent être ici de façon légale eux-mêmes, ils doivent
16 avoir l'autorisation juridique adéquate pour pouvoir appliquer
17 les lois avant de commencer une telle opération. N'est-ce pas?

18 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. On a estimé 1 800
19 personnes étaient nécessaires.

20 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Et s'ils n'avaient pas
21 cette autorisation légale, on serait peut-être dans une
22 situation où l'opération pouvait être remise en question par
23 rapport à si c'était légal ou non?

24 **MAIRE JIM WATSON:** C'est très vrai.

25 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Et il pouvait y avoir
26 une possibilité de responsabilité pour la Ville, la GRC ou un
27 agent individuel. S'il n'y avait pas quelqu'un qui était en
28 place à ce moment-là?

1 **MAIRE JIM WATSON:** Et notre service... les services
2 policiers étaient au courant et c'est pour cette raison qu'on a
3 suivi les règles strictes pour l'assermentation. Au départ, on
4 m'a dit que ça ralentissait le processus, et quelque chose s'est
5 produit, ils ont... je ne sais pas s'ils ont ajouté des quarts ou
6 du personnel, mais ç'a été réglé et ils avaient le droit
7 d'intervenir à Ottawa.

8 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Alors, la capacité de
9 faire respecter des lois au sein des compétences locales,
10 c'était aussi le cas d'autres agents de police, n'est-ce pas?

11 **MAIRE JIM WATSON:** Je crois que, eux, ils
12 n'avaient pas besoin d'être assermentés parce qu'ils venaient de
13 l'Ontario.

14 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** À propos des
15 règlements municipaux?

16 **MAIRE JIM WATSON:** Je ne suis pas un expert en la
17 matière, mais je pense qu'ils n'avaient pas besoin d'être
18 assermentés.

19 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Alors, c'était... je
20 crois que ce n'était pas nécessaire dans le cas de la Police
21 provinciale de l'Ontario.

22 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

23 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Est-ce que... je vais
24 maintenant demander à ce qu'on nous montre un document.
25 OTT00006610.0001.

26 Un certain nombre de motions ont été adoptées par
27 la ville d'Ottawa à l'égard du convoi qui était présent depuis
28 un peu plus d'une semaine.

1 MAIRE JIM WATSON: Oui. Il y a eu beaucoup de
2 motions.

3 Me BRENDAN van NIEJENHUIS: Page 10, il s'agit
4 d'une motion qui a été présentée par... ah, pardon, c'est la
5 motion au bas de la page, une motion présentée par... proposée par
6 le conseiller McKenney et appuyée par le conseiller Fleury. Vous
7 voyez en haut de la page 11 que la motion a été adoptée. Elle
8 demande que :

9 « Le Conseil demande officiellement au
10 gouvernement du Canada d'assumer la
11 responsabilité de la sécurité publique
12 dans l'enceinte du Parlement et on lui
13 demande aussi de s'engager à accroître
14 le niveau de soutien dont les zones
15 adjacentes. »

16 Cette motion a été adoptée à l'unanimité?

17 MAIRE JIM WATSON: Moins... oui, à l'exception du
18 conseiller Chiarelli.

19 Me BRENDAN van NIEJENHUIS: Maintenant, je
20 voudrais vous parler... passer à un commentaire qui vous a été
21 envoyé le lendemain.

22 On va passer au document suivant, donc je cite la
23 cote : [OTT00005837].

24 Vous voyez, c'est un courriel du chef Sloly qui
25 est aussi adressé à la conseillère Deans et aussi au
26 gestionnaire de la ville. Est-ce que vous voyez cela?

27 MAIRE JIM WATSON: Oui. Si vous pouviez faire
28 dérouler cela pour que je voie le courriel en entier.

1 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** D'accord. Et ma
2 question va être la suivante : est-ce que c'est relié à la
3 motion qu'on vient d'examiner?

4 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

5 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Et je vais montrer le
6 deuxième paragraphe où le chef Sloly dit que... fait référence à
7 la *Loi sur les services de police* qui indique que :

8 « Le chef de police est responsable des
9 décisions opérationnelles relatives aux
10 services de police. »

11 Et donc :

12 « La ville d'Ottawa a compétence sur
13 son service de police... »

14 Mais vous voyez aussi qu'on cite aussi d'autres
15 services de police, l'OPP et la GRC. Et voilà pourquoi les
16 agents de l'OPP n'ont pas besoin d'être assermentés.

17 **MAIRE JIM WATSON:** C'est exact.

18 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Et si on compare la
19 situation à Ottawa, la situation qui existait pour ce qui est de
20 l'application de la loi, si on compare cela à Windsor ou à
21 Coutts, on voit que ces opérations se sont déroulées plus
22 rapidement qu'à Ottawa.

23 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, mais l'ampleur des
24 manifestants et des occupants était beaucoup plus grande qu'à
25 Coutts ou à Windsor. Donc, on avait une situation beaucoup plus
26 difficile pour ce qui est des foules qui se trouvaient sur la
27 Colline parlementaire, au marché ou autour du cénotaphe à Ottawa
28 par rapport à Coutts où il y avait peut-être 50 véhicules. C'est

1 beaucoup pour une petite ville, mais pour ce qui est du volume,
2 c'était différent.

3 Et à propos de la motion formulée par le
4 conseiller McKenney, il y avait une frustration parmi la police
5 dans la rue Wellington et aussi à propos des bidons d'essence.
6 Et donc, la police ne pouvait pas ensuite faire respecter
7 l'ordre dans les quartiers résidentiels et le conseiller
8 McKenney voulait protéger ses résidents; comme le conseiller
9 Fleury, la fin de l'enceinte parlementaire se trouve dans sa
10 circonscription.

11 Alors, la motion voulait nous donner la capacité
12 de faire venir la GRC pour s'occuper de la rue Wellington, ce
13 qui aurait libéré les services policiers qui auraient pu ensuite
14 agir dans les communautés, dans les quartiers communautaires,
15 mais on nous a informés que ce n'était pas légalement possible
16 de le faire.

17 Et il y a un autre problème qu'on n'a pas encore
18 abordé, mais qu'est-ce qu'on... c'est-à-dire qu'est-ce qu'on fait
19 de la rue Wellington pour ce qui est de l'accès. Donc, ça, c'est
20 une partie de la discussion, et ça, c'est une autre discussion.

21 Mais il est clair que le chef Sloly n'a pas été
22 consulté, sinon il aurait dit à l'auteur de la motion que ce qui
23 était proposé était illégal.

24 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Et c'est-à-dire qu'il
25 y a des obstacles juridiques, il y a des obstacles pratiques
26 pour agir aussi vite que tout le monde le souhaitait.

27 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. On se disait « mais
28 pourquoi est-ce qu'on ne met pas les agents de la GRC dans la

1 rue Wellington? », et le chef s'est vu dans l'obligation
2 d'informer les conseillers de la loi.

3 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Ce n'est pas une
4 situation comme celle de Coutts où la GRC était déjà la police
5 qui avait compétence au niveau local, donc il n'y avait pas les
6 mêmes obstacles juridiques.

7 **MAIRE JIM WATSON:** On souhaitait accroître la
8 présence policière au centre d'Ottawa, dans les communautés
9 d'Ottawa, et j'ai soulevé la question auprès du chef de la
10 police d'Ottawa. Au centre-ville, il fallait qu'il y ait une
11 forte présence policière, pas seulement quelques policiers rue
12 O'Connor ou rue Kent, et on ne pouvait pas le faire avant
13 d'avoir davantage d'agents de police pour partager cette charge.

14 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Ce matin, je crois que
15 vous avez dit qu'avant le 14 février, on a invoqué la *Loi sur*
16 *les mesures d'urgence*, vous n'étiez pas au courant des pouvoirs
17 qui existaient en vertu de cette Loi.

18 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, cette note de service qui
19 indiquait cinq ou six options, c'était très bref, ça ne donnait
20 pas de détails, mais lorsque le gouvernement fédéral a adopté
21 cela, on s'est rendu compte qu'on avait besoin de cette loi.
22 Bon, il y a bien des gens qui diraient, à tort, que c'était
23 exagéré. En fait, on avait besoin de ces outils, c'est-à-dire,
24 par exemple, des dépanneuses pour faire face à la situation,
25 sinon elle aurait encore duré pendant des semaines. Je ne
26 connaissais pas ces dispositions, mais les Services juridiques
27 m'ont donné une copie de cette législation et j'ai vu qu'on
28 pouvait l'utiliser pour régler cette situation terrible.

1 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Et vous avez parlé de
2 la question du dépannage. Le deuxième aspect, c'est que le
3 règlement adopté en vertu de cette loi empêchait la GRC, peu
4 importe qu'ils soient assermentés, de faire appliquer les lois
5 provinciales ou municipales dans les rues d'Ottawa.

6 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Mon attention a été
7 attirée sur ce point. Oui, ça leur permettait de pouvoir agir et
8 de pouvoir faire respecter les lois du ressort municipal ou
9 provincial.

10 **Me BRENDAN van NIEJENHUIS:** Merci, Monsieur le
11 Commissaire. Voilà qui met fin à mes questions.

12 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Ensuite, le Fonds de la
13 démocratie.

14 **Me ALAN HONNER:** Est-ce que vous m'entendez? Est-
15 ce que vous m'entendez?

16 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Oui. Allez-y.

17 **--- CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me ALAN HONNER:**

18 **Me ALAN HONNER:** Bonjour, Monsieur le Maire Sloly
19 (sic). Je suis Alan Honner. Je suis l'avocat du Fonds de la
20 démocratie.

21 **MAIRE JIM WATSON:** Je suis Jim Watson, hein? Je ne
22 suis pas le chef.

23 **Me ALAN HONNER:** Ah, pardon.

24 **MAIRE JIM WATSON:** Est-ce que vous avez dit
25 « Maire Sloly »? Vous m'avez appelé « Monsieur le Maire Sloly ».

26 **Me ALAN HONNER:** Ah, je m'excuse, Monsieur Watson.
27 Le maire John Tory vous a donné des numéros de
28 téléphone pour des dépanneuses?

1 MAIRE JIM WATSON: Oui, des noms et des numéros de
2 téléphone.

3 Me ALAN HONNER: Et vous les avez communiqués au
4 conseiller Kanellakos?

5 MAIRE JIM WATSON: Oui.

6 Me ALAN HONNER: Est-ce que vous avez fait un
7 suivi après avoir partagé ces numéros de téléphone?

8 MAIRE JIM WATSON: Non, parce qu'une fois que la
9 *Loi sur l'état d'urgence* a été proclamée, j'ai vu des
10 dépanneuses sur l'avenue Laurier, il n'y avait pas besoin de
11 faire des suivis parce que, évidemment, le travail qu'on avait
12 demandé avait été fait.

13 Me ALAN HONNER: Vous vous rappelez quand vous
14 avez donné ces numéros de téléphone à monsieur Kanellakos et au
15 personnel de la Ville?

16 MAIRE JIM WATSON: Il faudrait que vous vérifiiez
17 mes documents. Le numéro de téléphone de John Tory était sur ces
18 documents. Je crois que c'était une heure après les avoir reçus,
19 j'ai demandé à quelqu'un d'aller les donner à Steve Kanellakos à
20 côté.

21 Me ALAN HONNER: Est-ce que vous vous souvenez
22 quand est-ce que vous avez partagé ces numéros de téléphone?
23 Est-ce que vous le savez?

24 MAIRE JIM WATSON: Je ne sais plus. C'était
25 certainement le jour même ou le jour suivant, après que je les
26 ais reçus du maire Tory.

27 Me ALAN HONNER: Et c'était quand par rapport à
28 l'adoption de la *Loi sur les mesures d'urgence*?

1 MAIRE JIM WATSON: Je ne me rappelle pas la date
2 exacte. Si vous me donnez la date, je pourrais remonter en
3 arrière.

4 Me ALAN HONNER: Alors, vous n'avez pas fait de
5 suivi, vous ne savez pas combien de jours se sont écoulés entre
6 la transmission de ces informations et leurs conséquences?

7 MAIRE JIM WATSON: Vous m'avez posé une question,
8 je vais répondre. Si j'avais la date, je pourrais vous donner la
9 date à laquelle John Tory m'a envoyé un texto avec les
10 coordonnées des sociétés de dépannage. Et le jour même ou le
11 jour suivant, j'ai transmis ces informations à monsieur
12 Kanellakos.

13 Me ALAN HONNER: Vous n'avez pas ces informations?

14 MAIRE JIM WATSON: On m'a dit que je pouvais
15 seulement apporter la chronologie, donc ces informations se
16 trouvent dans mon bureau.

17 Me ALAN HONNER: Monsieur le Maire, vous ne pouvez
18 pas répondre?

19 MAIRE JIM WATSON: Bien, je ne crois pas qu'on va
20 me laisser partir pour me rendre à mon bureau, mais je pourrais
21 vous envoyer ça par courriel.

22 Me ALAN HONNER: Ça va. Je vais avancer, Monsieur
23 le Maire.

24 Est-ce que vous avez parlé au premier ministre
25 Ford ou à Sylvia Jones à propos des dépanneuses?

26 MAIRE JIM WATSON: Non. Lors de mon premier appel
27 avec le premier ministre Ford, je lui ai indiqué que nous étions
28 dans une situation défavorable parce que nous avons deux

1 dépanneuses d'OC Transpo et nous ne savions même pas si nous
2 allions obtenir leur coopération. Donc, c'était un problème pour
3 nous. Je ne sais pas si je lui ai dit que j'allais
4 contacter John Tory, mais la raison pour laquelle je l'ai
5 contacté, c'est parce que j'ai vu un certain nombre de
6 dépanneuses qu'il a pu mobiliser à Toronto après avoir tiré les
7 leçons de notre exemple, et je voulais savoir s'il avait des
8 TTC, il a dit qu'il y avait des sociétés privées et dont il m'a
9 donné le numéro par texto.

10 **Me ALAN HONNER:** Est-ce que vous avez eu un appel
11 téléphonique avec Premier Ford?

12 **MAIRE JIM WATSON:** Deux ou trois appels.

13 **Me ALAN HONNER:** Monsieur le Maire Watson, vous
14 conviendrez qu'un des plus graves problèmes pour la Ville,
15 c'était la capacité d'évacuer les camions.

16 **MAIRE JIM WATSON:** Pouvez-vous répéter? Oui, c'est
17 exact.

18 **Me ALAN HONNER:** Soit les camions ont dû être
19 remorqués ou soit ils ont dû être déplacés.

20 **MAIRE JIM WATSON:** Oui. Soit il faudrait les faire
21 évacuer ou bien les remorquer s'ils ne voulaient pas partir.

22 **Me ALAN HONNER:** Allez-y.

23 **MAIRE JIM WATSON:** Comme si quelqu'un est
24 stationné dans une zone où on n'a pas le droit de s'arrêter, on
25 a la capacité de faire appel à une dépanneuse.

26 **Me ALAN HONNER:** Est-ce que vous savez si des
27 mesures d'incitation ont été proposées aux camionneurs
28 récalcitrants?

1 MAIRE JIM WATSON: Je ne crois pas.

2 Me ALAN HONNER: Si ces mesures étaient prises,
3 est--ce qu'elles seraient prises par la Ville ou par les
4 employés?

5 MAIRE JIM WATSON: Au niveau juridique ou
6 logistique, je ne sais pas qui prendrait ces mesures, mais de
7 toute façon l'argent vient du contribuable, que ce soit le
8 budget de la police ou le budget de la Ville, c'est la même
9 chose.

10 On m'a posé la question à propos des
11 approvisionnements, mais je ne sais pas si c'était la police ou
12 la ville d'Ottawa qui s'est chargée des approvisionnements.

13 Me ALAN HONNER: Je vais changer de sujet,
14 Monsieur le Maire.

15 À un moment donné, quelqu'un a fait une menace de
16 mort...

17 COMMISSAIRE ROULEAU: Je vais vous demander de
18 conclure rapidement.

19 Me ALAN HONNER: C'est bien. Merci, Monsieur le
20 Commissaire.

21 Dans ce cas, Monsieur le Maire Watson, vous nous
22 avez dit plus tôt aujourd'hui que ces manifestants étaient
23 vulgaires, étaient haineux, étaient méchants. C'est exact?

24 MAIRE JIM WATSON: Oui.

25 Me ALAN HONNER: Et vous avez dit qu'ils avaient
26 arraché des masques des gens?

27 MAIRE JIM WATSON: Oui.

28 Me ALAN HONNER: Est-ce que vous l'avez vu?

1 MAIRE JIM WATSON: Non. Je l'ai vu signalé dans
2 les médias.

3 Me ALAN HONNER: Est-ce qu'il y a des gens qui ont
4 été attaqués? C'est ce que vous avez dit?

5 MAIRE JIM WATSON: Non, je ne l'ai pas dit. J'ai
6 dit qu'il y avait eu des... que j'avais reçu des menaces de mort,
7 mais on ne m'a pas attaqué physiquement.

8 Me ALAN HONNER: Non. Est-ce que vous n'avez pas
9 dit que ces manifestants attaquaient des gens?

10 MAIRE JIM WATSON: Non. Non. Ils perturbaient la
11 vie des gens et, au moins à trois reprises, ils ont refusé de
12 respecter l'obligation de port du masque pour entrer dans un
13 magasin ou dans un restaurant.

14 Me ALAN HONNER: Alors, vous n'avez pas
15 connaissance d'incident de violence physique de la part des
16 manifestants.

17 MAIRE JIM WATSON: Vous devrez questionner la
18 police. Je sais qu'ils ont accusé 200 personnes environ, mais je
19 ne suis pas au courant de la teneur des accusations.

20 Me ALAN HONNER: À votre connaissance, vous n'avez
21 pas connaissance de ces cas?

22 MAIRE JIM WATSON: Des cas de?

23 Me ALAN HONNER: D'agressions physiques.

24 MAIRE JIM WATSON: Non. Je n'en ai pas
25 connaissance personnellement.

26 Me ALAN HONNER: Merci. Voilà qui termine mes
27 questions.

28 COMMISSAIRE ROULEAU: Je fais appel au CCF.

1 --- CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me SUJIT CHOUDHRY:

2 Me SUJIT CHOUDHRY: Monsieur le Maire, est-ce que
3 vous m'entendez?

4 Bon après-midi. Je suis Sujit Choudhry. Je suis
5 avocat du CCF. Je voudrais vous poser quelques questions
6 factuelles.

7 Est-ce que vous avez demandé au premier ministre
8 Trudeau d'invoquer la *Loi sur les mesures d'urgence*?

9 MAIRE JIM WATSON: Non.

10 Me SUJIT CHOUDHRY: Est-ce que vous avez demandé
11 au ministre Mendicino d'invoquer la *Loi sur les mesures*
12 *d'urgence*?

13 MAIRE JIM WATSON: Non.

14 Me SUJIT CHOUDHRY: Est-ce que vous avez demandé
15 au ministre Blair d'invoquer la *Loi sur les mesures d'urgence*?

16 MAIRE JIM WATSON: Non. Je n'ai demandé à personne
17 d'invoquer la *Loi sur les mesures d'urgence* parce qu'à ce
18 moment-là je ne savais pas ce que contenait cette loi.

19 Me SUJIT CHOUDHRY: À ce moment-là, est-ce que
20 vous connaissiez le contenu de la *Loi sur les mesures d'urgence*
21 *de l'Ontario*?

22 MAIRE JIM WATSON: On m'en a remis un exemplaire.
23 J'ai lu le texte, mais je ne me souviens pas des détails précis.
24 Mais on m'a montré le texte de loi et j'ai reçu une copie de ce
25 document.

26 Me SUJIT CHOUDHRY: [...] Excusez-moi, Monsieur.

27 MAIRE JIM WATSON: Non. Avec [le premier
28 ministre?]

1 **Me SUJIT CHOUDHRY:** Est-ce que vous avez discuté
2 de cette loi avec le premier ministre ou avec le solliciteur
3 général?

4 **MAIRE JIM WATSON:** Non.

5 **Me SUJIT CHOUDHRY:** Donc, vous n'avez jamais
6 demandé à quiconque de prendre ces mesures d'urgence?

7 **MAIRE JIM WATSON:** Non. Ce que je voulais du
8 premier ministre était des ressources, c'est-à-dire des
9 ressources policières et une indemnisation pour les commerces et
10 les personnes qui ont été touchées par l'occupation. Et je veux
11 dire que le premier ministre a versé une indemnisation aux
12 petites entreprises et aux personnes durement touchées.

13 **Me SUJIT CHOUDHRY:** Est-ce que vous saviez qu'en
14 vertu de cette loi, une fois que le premier ministre déclare un
15 état d'urgence, le premier ministre peut prendre un décret pour
16 régler ou interdire les déplacements dans une zone précise
17 ou à partir d'une certaine zone?

18 **MAIRE JIM WATSON:** Eh bien, je n'ai pas de copie
19 de cette loi, mais si vous me dites que c'est comme ça, je n'ai
20 pas de raison de ne pas vous croire.

21 **Me SUJIT CHOUDHRY:** Ou est-ce que le premier
22 ministre peut donner un ordre d'évacuation?

23 **MAIRE JIM WATSON:** Je vous crois sur parole parce
24 que je n'ai pas en main d'exemplaire de la loi. Mais je l'ai lue
25 il y a plusieurs mois.

26 **Me SUJIT CHOUDHRY:** Voilà qui termine mes
27 questions.

28 Merci beaucoup, Monsieur le Commissaire.

1 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Merci.

2 Bonjour. J'aimerais maintenant appeler à la barre
3 la ville d'Ottawa.

4 **Me ANNE TARDIF:** Nous n'avons aucune question.

5 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Merci.

6 Maire Watson, si je peux vous demander quelque
7 chose sur un sujet. Vous avez mentionné à un moment donné,
8 lorsque vous aviez des discussions je crois que c'était avec le
9 gouvernement... à propos du gouvernement, vous parliez devant le
10 gouvernement provincial, à moins que le gouvernement fédéral ait
11 pris la décision avant, vous avez dit également que le Fédéral
12 devait faire son devoir, et concernant l'activité policière.

13 Comment percevez-vous le rôle fédéral? Ont-ils
14 une obligation égale, à votre avis, de s'occuper des... que la
15 province, en ce qui concerne les activités policières, ils sont
16 également coresponsables? Voyez-vous une différence?

17 J'essaie de comprendre, parce que vous étiez dans
18 la province auparavant, vous étiez même ministre provincial,
19 maintenant vous êtes à la ville, alors quelle est la relation?

20 **MAIRE JIM WATSON:** C'est un bon point,
21 Commissaire. Enfin, je ne vais pas me vanter d'Ottawa, j'aime la
22 ville, j'ai habité à Ottawa, mais c'est un peu différent des
23 autres villes en ce que nous sommes la capitale nationale en
24 plus d'être une identité municipale sous la *Loi municipale de la*
25 *province de l'Ontario*. Nous avons une présence très importante
26 d'immeubles gouvernementaux, des immeubles importants, la Cour
27 suprême, le Parlement, et les gens qui s'objectent, qui
28 protestaient s'étaient concentrés surtout sur l'obligation de

1 porter un masque et puis l'obligation qui était imposée par
2 rapport à la traversée des frontières. Nous étions à peu près
3 dans le milieu.

4 J'étais également frustré par les deux paliers de
5 gouvernement et, comme vous l'avez constaté au cours des
6 quelques réunions et d'appels, j'insistais constamment pour
7 qu'ils prennent la situation à un niveau plus urgent.

8 Si nous étions une autre ville qui n'avait pas
9 une si forte présence fédérale, bon, le cénotaphe ou la tombe du
10 Soldat inconnu jusqu'à... ben, on pourrait dire, ben, vous n'êtes
11 pas différent d'une ville ordinaire, mais nous avons une
12 responsabilité spéciale comme capitale du pays de s'assurer que
13 lorsque les gens viennent ici, ils se sentent en sécurité et
14 fiers de la capitale.

15 Je voulais simplement communiquer aux deux
16 paliers gouvernementaux qu'on ne peut pas faire ça tout seul.
17 Littéralement, nous avons le dos au mur, c'était une expérience
18 extrêmement frustrante, et j'ai critiqué les deux niveaux
19 gouvernementaux.

20 Mais si vous me le permettez, j'apprécie... bien,
21 hier, j'étais avec le premier ministre et le premier ministre de
22 l'Ontario pour une annonce et puis on a posé une question, le
23 premier ministre nous a posé une question sur l'adoption des
24 mesures d'urgence et puis tous les trois, nous étions unanimes.
25 On était vraiment au bout de notre rouleau pour terminer
26 l'occupation de façon pacifique sans qu'il y ait de torts causés
27 aux manifestants ni à la population.

28 Bon, les gens qui ont vécu ces trois semaines ont

1 vécu une situation extrêmement difficile, un vrai enfer, et la
2 police a fait un excellent travail pour résoudre la situation,
3 mais maintenant il faut rester vigilant parce que ce genre de
4 situation peut resurvenir à n'importe quel moment.

5 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Mais ma question était la
6 suivante : le Fédéral doit faire son devoir, et ma question
7 vraiment est la suivante : pensez-vous que le gouvernement
8 fédéral et la province ont une responsabilité égale pour ce qui
9 est de l'activité policière dans ce domaine?

10 **MAIRE JIM WATSON:** Oui, pour une série de raisons.
11 C'est une responsabilité conjointe parce qu'il fallait que tout
12 le monde puisse participer, et on est allés plus loin que la
13 police provinciale et fédérale. Nous nous sommes tournés
14 également vers les forces policières à travers tout le pays pour
15 faire venir des ressources pour nous aider. Donc, la réponse à
16 votre question, c'est oui.

17 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Merci, et merci pour nous
18 avoir consacré ce temps de venir ici, et bonne chance pour
19 votre... la prochaine étape de votre carrière très distinguée.

20 **MAIRE JIM WATSON:** Merci beaucoup, Monsieur.

21 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Eh bien, maintenant, pendant
22 que le maire Watson nous quitte, nous allons maintenant déposer
23 des documents.

24 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Avant...

25 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Oh, j'ai oublié. Monsieur le
26 Maire, il est possible qu'il y ait un nouvel interrogatoire.

27 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** C'est pas exactement un
28 nouvel interrogatoire, mais on m'a demandé de faire référence

1 aux documents que le... le document que le maire a devant lui par
2 rôle, le numéro de rôle. Il s'agit de la chronologie des
3 évènements soumise par la ville d'Ottawa dans son rapport
4 institutionnel. Est-ce que bien ça?

5 **MAIRE JIM WATSON:** Oui.

6 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et la référence sera OTT-
7 IR.000002, peut-être six... cinq zéros 2, le dernier chiffre,
8 c'est « 2 ».

9 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Voulez-vous donner ça à
10 quelqu'un?

11 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Non, vous pouvez le garder.

12 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Merci.

13 Merci, Maire Watson.

14 Et maintenant, avant de passer au prochain
15 témoin, nous allons déposer des documents. Ce sera un exercice,
16 bon, hebdomadaire.

17 **Me JOHN MATHER:** Merci, Monsieur le Commissaire.

18 Bon après-midi, tout le monde. Mon nom est John
19 Mather, un des avocats de la Commission.

20 Tel qu'indiqué par le Commissaire, nous allons
21 maintenant déposer un certain nombre de documents en guise de
22 preuve, c'est quelque chose que nous ferons maintenant toutes
23 les semaines.

24 Pour donner un peu de contexte, la Commission a
25 reçu plus de 60 000 documents dans le cadre de son enquête. Les
26 avocats ont identifié et continuent d'identifier des documents
27 qui sont pertinents au mandat de la Commission. Plusieurs de ces
28 documents seront soumis comme preuve, comme vous l'avez déjà

1 constaté, par l'intermédiaire d'interrogatoires de témoins, ils
2 sont également... on y réfèrera également, puis ils seront
3 disponibles pour les intéressés par les travaux de la
4 Commission.

5 Étant donné la période où siègera la Commission,
6 nous ne sommes pas capables d'introduire tous les documents de
7 cette façon; certains des documents seront simplement déposés au
8 dossier. Il s'agit d'affidavits que nous avons reçus, des
9 procès-verbaux des rencontres, des rapports de situation, et
10 d'autres documents et correspondances.

11 Sur une base hebdomadaire, les avocats
12 informeront les parties des documents qu'ils ont l'intention
13 d'admettre comme preuve la semaine qui suit. Il s'agit de
14 documents auxquels le commissaire pourra se référer ou dont il
15 peut dépendre pour son rapport final. Pour ces raisons, les
16 parties auront l'occasion de s'objecter à la soumission de
17 certains de ces documents, à l'admission de certains de ces
18 documents en preuve.

19 Présentement, nous allons soumettre les premiers
20 documents. Il y a 447 documents au total, ils comprennent par
21 exemple les règlements municipaux pour la ville d'Ottawa, des
22 motions des conseillers municipaux, des procès-verbaux de la
23 ville d'Ottawa et de la Commission de la SPO, et des lettres de
24 demande d'assistance.

25 Tel que noté, ce sont des documents que les
26 parties auront eu l'occasion d'examiner et d'exprimer leurs
27 objections s'ils en ont. On admet présentement en guise de
28 preuve des documents qui n'ont pas suscité d'objections. Ils

1 seront affichés sur le site web de la Commission au cours des
2 prochains jours et ça deviendra... et ils feront partie maintenant
3 régulièrement de nos procédures.

4 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Maintenant, ensuite, nous
5 avons un autre témoin, monsieur Rodriguez? Et peut-être que nous
6 pourrions commencer d'interroger le témoin puis on pourra peut-
7 être prendre une pause vers 16 heures.

8 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Natalia Rodriguez,
9 conseillère principale à la Commission. Nous aimerions appeler
10 notre prochain témoin, Kim Ayotte.

11 **M. KIM AYOTTE:**

12 **LA GREFFIÈRE:** <Non interprété>

13 **M. KIM AYOTTE:** Je préférerais prêter serment sur
14 la bible.

15 **LA GREFFIÈRE:** Voulez-vous épeler votre nom?

16 **M. KIM AYOTTE:** Kim Ayotte. K-I-M, A-Y-O-T-T-E.

17 **--- M. KIM AYOTTE, Assermenté:**

18 **LA GREFFIÈRE:** Jurez-vous que le témoignage que
19 vous allez présenter sera la vérité, juste la vérité?

20 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

21 **--- INTERROGATOIRE EN CHEF PAR Me NATALIA RODRIGUEZ:**

22 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Bon après-midi, Monsieur
23 Ayotte. Je suis heureuse de vous rencontrer à nouveau.

24 **M. KIM AYOTTE:** Merci.

25 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Vous avez eu une interview
26 le 8 août 2022 avec la Commission. Avez-vous eu l'occasion de
27 regarder le sommaire de... ce résumé de cette entrevue?

28 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

1 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Avez-vous des corrections à
2 apporter à ce résumé?

3 **M. KIM AYOTTE:** Non.

4 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, nous allons procéder
5 d'entrer ça comme étant une preuve, WTS20. Je vais l'afficher.
6 Et voici votre résumé, n'est-ce pas?

7 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

8 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Excellent. Merci.

9 J'aimerais discuter de certains brefs points avec
10 vous pour éclaircir certaines questions qui ont été mentionnées
11 au cours des derniers jours, et, bon, non seulement vous ne
12 deviez pas témoigner, mais certaines choses...

13 Pourriez-vous confirmer si des permis ont été
14 demandés ou s'ils ont été émis pour ces manifestations?

15 **M. KIM AYOTTE:** Non, je ne suis pas au courant et
16 aucun n'a été émis.

17 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Il y a des suggestions
18 qu'un permis a été accordé pour des toilettes portables.

19 **M. KIM AYOTTE:** Non, aucun permis n'a été accordé
20 de la part de la cité d'Ottawa. J'ai personnellement autorisé
21 l'utilisation de certaines toilettes portables au début de la
22 manifestation.

23 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais ce n'était pas suite à
24 une demande de permis.

25 **M. KIM AYOTTE:** Non, ce n'était pas en réponse à
26 une demande de permis.

27 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** C'était simplement votre
28 propre initiative.

1 M. KIM AYOTTE: Exactement.

2 Me NATALIA RODRIGUEZ: J'aimerais parler un peu
3 des Règlements et des Services des incendies. Votre rôle... enfin,
4 vous êtes le directeur général des Services de protection en
5 situation d'urgence, n'est-ce pas?

6 M. KIM AYOTTE: Oui.

7 Me NATALIA RODRIGUEZ: Donc, les Règlements vous
8 rendaient compte.

9 M. KIM AYOTTE: Oui, via le directeur, Roger
10 Chapman.

11 Me NATALIA RODRIGUEZ: Et c'est la même chose pour
12 les Services des incendies?

13 M. KIM AYOTTE: Oui, le chef des pompiers [Paul
14 Hutt] rendait compte.

15 Me NATALIA RODRIGUEZ: J'aimerais comprendre un
16 peu plus la relation entre ces règlements et les incendies, les
17 Services des incendies, et le SPO au cours de ces évènements.
18 Les évènements, bien sûr, sont les protestations du convoi cette
19 année.

20 Pour rafraichir votre mémoire, donner un peu de
21 contexte, je fais référence à OTT2120 - 2-1-2-0. Le document
22 s'intitule « Disponibilités des médias - 31 janvier 2022 », et
23 vous êtes le gardien de ces documents. Il a été produit par la
24 ville d'Ottawa et on donne votre nom comme étant responsable de
25 ce document.

26 L'avez-vous écrit?

27 M. KIM AYOTTE: Non. Ceci a été rédigé par notre
28 Service des médias publics et des relations publiques, mais

1 c'est un document qui a été préparé pour moi pour distribution
2 aux médias ou pour les évènements médiatiques où on pourrait me
3 poser des questions pour que ce soit des réponses clés aux
4 questions posées.

5 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, vous auriez lu ce
6 document en attendant que l'on communique un message important
7 au public.

8 **M. KIM AYOTTE:** Oui, c'est ça.

9 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Si on regarde la cinquième
10 puce, il y a quelques questions ici. On lit :

11 « Quel était le rôle des Règlements ce
12 weekend? »

13 C'est le premier weekend du convoi puisque c'est
14 daté du 31 janvier. Et on y lit :

15 « Comment ont-ils appuyé la police
16 d'Ottawa et quelles infractions ont été
17 commises?
18 Notre rôle est d'aider la police
19 d'Ottawa pour assurer que les
20 manifestations restent pacifiques en
21 aidant dans le domaine de la
22 circulation et le contrôle des
23 véhicules. »

24 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

25 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Pourriez-vous expliquer
26 quel est le rôle du Service des règlements ce weekend? Est-ce
27 qu'ils devaient appliquer les règlements lorsqu'on leur
28 demandait ou pouvaient-ils appliquer les règlements de leur

1 propre initiative?

2 **M. KIM AYOTTE:** Nous avons un système de gestion
3 des médias, c'est un document reconnu également par la province
4 de l'Ontario en ce qui concerne n'importe quel type d'évènements
5 dans lesquels on participe.

6 Dans ce système, on identifie les commandants
7 responsables des incidents et les agences qui peuvent jouer un
8 rôle de soutien. Dans ce cas-ci, comme c'était une
9 manifestation, ça tombait sous l'autorité – la seule autorité,
10 en fait – du Service de police de l'Ontario et nous jouons un
11 rôle de soutien. Nous aiderions ou on serait présents puis on
12 appliquerait les règlements, mais on se rapporterait toujours à
13 la police en ce qui concerne que nous voyions et s'il y avait
14 des menaces potentielles envers nos agents, des menaces de
15 violence ou quoi que ce soit de ce genre. À ce moment-là, on
16 reculerait puis on demanderait un soutien policier pour
17 intervenir. C'était notre mode d'opération qu'on se rapporterait
18 à la police, puis on demanderait aux agents... à nos agents de
19 donner des contraventions.

20 Notre principal but était de maintenir ouvertes
21 les routes d'urgence et d'avoir des véhicules – les véhicules
22 d'urgence et les véhicules de pompiers, les véhicules de police.
23 Tout ça a été préparé avant la manifestation. On avait évalué
24 tous les risques pour chaque immeuble, on a déterminé comment on
25 réagirait s'il y avait un incident à une ligne ou à un immeuble
26 particulier.

27 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Avez-vous participé à la
28 mise à jour sur laquelle le juge Sloly a donné un breffage ou un

1 rapport le 26 janvier sur ce à quoi on pouvait s'attendre quand
2 le convoi arriverait? Je crois que le maire a participé de même
3 que Steve Kannellakos. Étiez-vous là?

4 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

5 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Dans ce breffage ou avant
6 ou après, est-ce qu'on vous a suggéré que les Services des
7 règlements n'émettraient pas de billet ou de contravention ou
8 d'avis de remorquage ce weekend?

9 **M. KIM AYOTTE:** Non. Le 29, je crois que c'était
10 le samedi, nous avons reçu de l'information de notre Centre
11 d'opération d'urgence. Il y avait des problèmes à appliquer les
12 règlements sur le terrain et la police avait établi une zone
13 rouge et nous n'avions pas à distribuer des contraventions dans
14 cette zone rouge, à moins que ce soit approuvé par le centre de
15 commandement de la capitale nationale, et puis ça, c'était le
16 29 janvier – le dimanche, en fait.

17 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, avant le 29, est-ce
18 que le Service des règlements a exercé son autorité d'émettre
19 des contraventions et de remorquer les véhicules indépendamment?

20 **M. KIM AYOTTE:** De façon indépendante, oui, en
21 comprenant que chaque point de contact pourrait créer un
22 incident grave ou des émeutes. C'est une chose que la police
23 nous rappelait constamment. Nous avons été très prudents, ils
24 ont demandé à nos agents d'être très prudents de ne pas causer
25 une émeute ou un incident violent. On leur demandait d'être très
26 prudents et s'ils craignaient pour leur sécurité, ils devraient
27 reculer et obtenir le soutien policier avant d'émettre quelque
28 constat d'infraction.

1 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, le 27, lorsqu'ils ont
2 commencé à arriver, le 28, samedi le 28, le Service de
3 réglementation fonctionnait comme normalement, comme n'importe
4 quelle autre journée...

5 **Me ALYSSA TOMKINS:** Désolée, pour les fins de
6 clarification, samedi, c'est le 29. Je ne veux pas que le témoin
7 soit mêlé dans les dates.

8 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Non, évidemment. [...] Bon.
9 D'accord. Je me mêle dans mes dates.

10 Donc, vendredi, le 28 et samedi le 29. Donc,
11 jusqu'à ce moment, le samedi, bon, le 28, vous fonctionniez
12 comme vous le feriez normalement, et le 29, quelque chose s'est
13 produit, les choses ont changé.

14 **M. KIM AYOTTE:** Oui. Ce qu'on entend par notre
15 fonctionnement normal, c'est-à-dire que, en tant que fonction
16 des soutiens à la police. Par exemple, si on note un gros
17 incendie dans une maison, les Services des incendies étaient
18 responsables et la police arrive. Mais ils ne disent pas à la
19 police qu'est-ce qu'ils doivent faire, mais la police soutient
20 aux opérations des pompiers.

21 Le meilleur exemple, par exemple, s'il y a un tir
22 et qu'une personne a été blessée dans une maison, notre service
23 paramédical pourrait intervenir, mais avant, ils devront
24 contacter la police qui est responsable de l'incident pour en
25 obtenir la permission pour savoir que c'est sécuritaire d'y
26 aller et de s'occuper du patient.

27 Il y a des agences qui ont une compétence basée
28 sur la sévérité de l'incident. Dans ce cas-ci, la protestation

1 relevait de la police, donc les Services des règlements ne se
2 rapportaient pas à la police, mais ils suivraient les directives
3 ou les directions de la police, si nécessaire. C'était eux qui
4 avaient la compétence.

5 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, on a décidé dès le
6 départ que c'est ainsi que ça fonctionnerait avant l'arrivée du
7 convoi.

8 **M. KIM AYOTTE:** Oui, c'est ainsi que ça marche
9 dans la ville d'Ottawa.

10 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors donc, samedi, vous
11 dites qu'il y a eu un changement, n'est-ce pas?

12 **M. KIM AYOTTE:** J'ai reçu avis de l'EOC par des
13 séances d'information – on en reçoit beaucoup – que le Service
14 des règlements a eu des difficultés. On ne m'a pas tout dit par
15 rapport à ce qui s'était passé, mais on m'a dit que les
16 situations avaient changé. Une zone rouge avait été établie,
17 donc en même temps que pour la gestion du trafic, et que le
18 Service des règlements ne devait pas aller dans la zone rouge, à
19 moins qu'il ait été approuvé – je ne me souviens plus des mots,
20 mais il y a une documentation à cet effet – soutenu par la
21 protection des Services de police d'Ottawa.

22 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et cette zone rouge,
23 c'était quoi pour vous?

24 **M. KIM AYOTTE:** Eh bien, ç'a changé lors de la
25 manifestation selon le nombre de véhicules qui arrivaient.
26 Alors, au départ, c'était surtout le centre-ville d'Ottawa et
27 ç'a été élargi par Rideau et Sussex vu l'activité qui y était,
28 ainsi que Coventry à la longue, et ensuite vers le... au sud de

1 Wellington, selon l'emplacement des véhicules.

2 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, encore une fois, où
3 se trouvaient les manifestants?

4 **M. KIM AYOTTE:** C'est où on trouvait la zone
5 rouge, selon l'activité de la police, alors c'était très fluide.

6 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et le rôle des Services des
7 règlements à l'extérieur de la zone rouge?

8 **M. KIM AYOTTE:** Notre rôle à l'extérieur était de
9 continuer à faire appliquer le règlement municipal,
10 reconnaissant que s'ils rencontraient des véhicules avec des
11 objets de la manifestation ou une suggestion qu'ils soient
12 impliqués dans la protestation, et on le voyait dans certains
13 coins chauds, par exemple l'église de Vanier ou Bronson Avenue,
14 si c'était lié à la manifestation, il fallait qu'il y ait soit
15 un soutien de la police ou un avis que vous étiez en train
16 d'aller appliquer le règlement municipal.

17 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et vous dites qu'il y a eu
18 une intégration avec le NCRCC, ça veut dire que les appels
19 étaient redirigés vers NCRCC?

20 **M. KIM AYOTTE:** Eh bien, selon l'appel – parfois
21 c'est des appels anti-masques, pandémie ou pour le
22 stationnement, ou le bruit évidemment aussi, des incendies
23 illégaux –, donc dans la zone rouge, après le 29, oui, ça
24 passait au Service de police d'Ottawa pour le triage et le NCRCC
25 pour voir si on devait agir.

26 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, j'aimerais bien
27 clarifier dans votre déclaration de témoin pour être sûre
28 d'avoir... pour être sûre que vous êtes en ligne avec ce que vous

1 dites.

2 Dans votre déclaration de témoin – et on peut le
3 sortir :

4 « L'OPS a dirigé la Ville le 29 de dire
5 aux Services des règlements de ne pas
6 émettre de contravention ou de
7 remorquer sans l'approbation de la
8 police dans la zone rouge. »

9 Est-ce que c'est ce que vous dites le 29?

10 **M. KIM AYOTTE:** Oui, ça paraphrase par rapport à
11 ce que j'avais entendu de l'EOC.

12 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, c'est l'EOC qui vous
13 l'a dit, c'est eux qui vous ont informés.

14 **M. KIM AYOTTE:** Exact.

15 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, à partir du
16 29 janvier, à propos de la zone rouge, cette prise de position,
17 c'est : pas de contravention ou remorquage sans approbation de
18 la police. Ça n'a pas changé tout le long de la manifestation,
19 n'est-ce pas?

20 **M. KIM AYOTTE:** Eh bien, par rapport à
21 l'application de la loi, ç'a changé. Je crois que c'était
22 environ le 4 février où la police voulait prendre une posture
23 plus agressive et ils ont établi une équipe spéciale où le
24 Service des règlements et la police travaillaient ensemble. Ils
25 ont commencé à émettre des contraventions très fortement. Et
26 donc, c'était une « équipe d'intervention rapide », je crois.

27 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, cette idée que le
28 Service des règlements ne pouvait pas faire de contravention ou

1 de remorquage sans l'approbation de la police dans la zone
2 rouge, tout le long de la manifestation?

3 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

4 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et à l'extérieur de la zone
5 rouge, si le véhicule était lié à la manifestation, la police
6 décidait si on pouvait contrevenir ou remorquer.

7 **M. KIM AYOTTE:** Oui. Et c'était surtout une
8 question de sécurité des agents. Nos agents ne sont pas formés
9 au même niveau que les policiers, ils n'ont pas le même genre
10 d'outils que les policiers; ils peuvent gérer le conflit, mais
11 surtout verbal. Donc, nous sommes très préoccupés, nous étions
12 préoccupés à propos du conflit. On ne savait pas... on n'avait pas
13 tous les renseignements de la police par rapport à certains
14 éléments de foule, et je basais mes décisions sur ce que je
15 voyais au sud de la frontière où on voyait des édifices qui
16 brulaient, des émeutes, et cetera. On se préparait au pire
17 scénario pour cet évènement, et c'est l'image que j'essayais
18 d'éviter et au moins préparer, au cas où.

19 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, monsieur Kanellakos a
20 dit hier que, lors de la deuxième semaine, il y a eu une
21 intégration entre l'OPS et le Service des règlements pour
22 s'assurer de la sécurité du Service des règlements. Savez-vous
23 quand est-ce que c'était?

24 **M. KIM AYOTTE:** Je crois que c'était environ le
25 4 février. C'est là qu'ils ont établi ces équipes d'intervention
26 rapide.

27 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et c'était surtout pour la
28 sécurité du Service des règlements?

1 **M. KIM AYOTTE:** Pour tous. Notre préoccupation,
2 c'est pas que pour mes agents, parce que, ben, parce qu'ils
3 travaillent avec moi, ils ne sont pas... mais je suis aussi
4 préoccupé par la sécurité des agents des policiers et des
5 manifestants. Certains n'étaient pas en colère, mais d'autres
6 étaient effectivement enragés, alors...

7 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et lorsqu'on renvoyait les
8 appels 3-1-1 au NCRCC, c'est pour toute la municipalité
9 d'Ottawa? Comment ça marchait?

10 **M. KIM AYOTTE:** Je ne sais pas comment se passait
11 le triage 3-1-1. Les Services des règlements travaillaient avec
12 eux directement pour dire « voici les questions standards à
13 poser » et, selon les renseignements que vous recevez, ça part
14 soit... ça passe à un service ou à l'autre.

15 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et parfois, est-ce que le
16 Service des règlements voulait appliquer la loi par rapport à un
17 manquement ou non? Est-ce qu'il y a eu des incidents comme ça?

18 **M. KIM AYOTTE:** Ben, ç'a été très difficile pour
19 les Services des règlements. C'était très... dans les médias, on
20 les critiquait de ne pas faire leur emploi, alors qu'on leur
21 disait carrément de ne pas faire leur boulot. Et pour les plus
22 haut placés, on savait pourquoi ça avait lieu, on essayait de
23 faire comprendre nos agents des Services des règlements, mais il
24 y avait un problème de morale et il y avait un manque (sic) de
25 volonté d'aller faire de quoi, et ils l'ont prouvé lors des
26 manifestations qui sont arrivées par la suite, soit le Rolling
27 Thunder ou la journée du Canada, ils ont tout appliqué.

28 Alors, si un véhicule ne semblait pas être relié

1 au convoi, on pouvait quand même émettre une contravention ou un
2 remorquage. Si c'était une zone « Ne pas stationner », on le
3 remorquait parce qu'il fallait garder les voies d'urgence
4 ouvertes. Et ç'a été très bien fait. On a demandé à nos agents
5 de faire preuve de discrétion, parce que la perception de nous
6 qui émettions des contraventions pour les citoyens et pas les
7 gens du convoi, c'était pas approprié. On leur a demandé de
8 faire preuve de discrétion et de faire attention à quand est-ce
9 qu'ils faisaient des... donnaient des contraventions alors qu'ils
10 étaient avec le convoi ou non. Ce n'était pas approprié.

11 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Très rapidement. Il
12 semblerait, d'après les preuves actuelles, qu'il y ait eu
13 beaucoup de manquements par rapport aux Services d'incendie. Par
14 exemple, des feux dans des barils, des feux d'artifice illégaux,
15 pas que dans la zone rouge, aussi dans les quartiers
16 résidentiels.

17 Alors, les services d'incendie, qui sont sous
18 votre direction, comment est-ce qu'ils ont pu exercer leurs
19 fonctions dans ce système que vous avez décrit où le Service des
20 règlements est intégré avec les services de police?

21 **M. KIM AYOTTE:** Ben, tout comme l'ont fait les
22 Services des règlements : on passe par le NCRCC. On avait un
23 représentant des Services d'incendie; si jamais il y avait un
24 incident, il pouvait dire quel était l'incident et comment est-
25 ce qu'ils allaient composer à ce sujet, mais par rapport au Code
26 d'incendie, et cetera, c'était la même chose, on recevait une
27 plainte du 3-1-1 et on en avisait le NCRCC. Ils disaient « oui,
28 on sait qu'il y a un incendie », et le service policier décidait

1 d'y aller ou non, selon leurs ressources parfois, des fois c'est
2 selon les éléments criminels, qui avait fait ce feu, et souvent...
3 et le plus souvent, le service d'incendie prenait direction du
4 service policier. Souvent, ils allaient éteindre les feux.

5 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais c'était avec le
6 soutien de l'OPS.

7 **M. KIM AYOTTE:** Oui, toujours.

8 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et si le Service d'incendie
9 voyait une situation potentiellement dangereuse et voulait agir
10 pour enlever ce danger, il devait avoir le soutien de l'OPS pour
11 le faire.

12 **M. KIM AYOTTE:** Oui, c'est exact. On l'a vu avec
13 le enlever les liquides inflammables dans ces sites où il y
14 avait une accumulation en grande quantité.

15 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, le Service d'incendie
16 n'a pas agi indépendamment du Service de police?

17 **M. KIM AYOTTE:** Ben, ont fait des inspections,
18 souvent un peu en secret pour voir ce qu'ils pouvaient observer
19 et ils faisaient rapport par leur chaîne de commandement. Ils
20 avaient une direction de la police, à savoir quand aller
21 s'occuper de ça. Donc, ils faisaient rapport du risque, et
22 ensuite la police pouvait identifier ceci et identifier quand
23 ils avaient des ressources nécessaires.

24 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** On va maintenant prendre
25 notre pause pour l'après-midi. Merci beaucoup.

26 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Nous allons prendre
27 15 minutes et revenir à 4 heures et quart. Merci.

28 **LA GREFFIÈRE:** *Recess for 15 minutes. La*

1 Commission est levée pour 15 minutes.

2 --- L'audience est suspendue à 16:00

3 --- L'audience est reprise à 16:20

4 **LA GREFFIÈRE:** Order. À l'ordre.

5 *The Commission is reconvened.* La Commission
6 reprend.

7 **--- M. KIM AYOTTE (reprise):**

8 **--- CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me NATALIA RODRIGUEZ (suite):**

9 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Bonjour, Monsieur Ayotte.

10 Alors, OTT9778. Et avant de ce faire, on m'a
11 demandé de ralentir vos réponses, et moi aussi, j'en suis
12 coupable, pour que les services de traduction et
13 d'interprétation puissent agir. Alors, on va essayer de parler
14 un peu plus lentement. Merci.

15 Donc...

16 C'est pas le document que je voulais. 19778?
17 Peut-être que j'ai mal noté, mais de toute façon, est-ce qu'on
18 peut dérouler un peu?

19 Je voulais vous parler de ce document-là aussi.
20 Alors, si j'ai bien compris, c'est une lettre que vous avez
21 écrite à monsieur Paradis qui est directeur des Services
22 mobiliers à Services publics et Approvisionnement Canada. Et
23 quel était le but ici?

24 **M. KIM AYOTTE:** C'est qu'on voulait avoir un peu
25 plus de sécurité autour du cénotaphe qui avait été... il y avait
26 eu plusieurs choses qui lui étaient arrivées et j'ai parlé à
27 l'EOC de parler au gouvernement fédéral pour qu'il mette une
28 clôture ou quelque chose pour protéger ce site très important,

1 et ils voulaient que ce soit par écrit.

2 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, vous les avez
3 rejoints, ensuite ils vous ont demandé de le mettre par écrit.

4 **M. KIM AYOTTE:** Oui, exactement.

5 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et est-ce qu'ils ont offert
6 cette clôture? Est-ce qu'ils l'ont...

7 **M. KIM AYOTTE:** Oui, ils ont monté ces clôtures.

8 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et cette demande venait de
9 l'OPS? Est-ce que c'est eux qui vous ont demandé d'aller
10 chercher ce service ou c'est la Ville qui l'a fait?

11 **M. KIM AYOTTE:** Ben, c'est passé à moi par l'EOC
12 qui a un sergent OPS. Alors, je crois que c'est venu de l'OPS, à
13 savoir qu'ils n'avaient pas les ressources pour protéger et
14 sécuriser le site, et ils demandaient que le gouvernement
15 fédéral puisse le demander.

16 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, l'OPS par l'EOC
17 demandait à la Ville de demander à SPC de monter cette clôture,
18 d'établir cette clôture. OK.

19 Alors, on va passer au remorquage, à la capacité
20 de remorquage. Si j'ai bien compris – et j'avais un document qui
21 était prêt, mais c'est pas le bon document –, qu'il y avait
22 environ 28 véhicules qui ont été remorqués cette première fin de
23 semaine. Est-ce que cela vous semble juste?

24 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

25 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et, si j'ai bien compris,
26 le gros de ce remorquage, c'était pour s'assurer que les voies
27 d'urgence soient claires.

28 **M. KIM AYOTTE:** C'est juste.

1 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et est-ce que des camions
2 lourds ont été remorqués par la Ville à un moment donné?

3 **M. KIM AYOTTE:** Non.

4 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, tout remorquage,
5 c'est plutôt des véhicules de passagers et des pickups. Et on
6 voit plus loin, un peu plus tard, qu'il y a eu très peu de
7 remorquage par la suite. Il y a eu des jours où il n'y avait
8 aucun remorquage et des fois il y avait un ou deux véhicules qui
9 étaient remorqués. Est-ce juste?

10 **M. KIM AYOTTE:** C'est exact.

11 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et on a entendu que les
12 compagnies de remorquage ne voulaient pas participer au
13 remorquage pour plusieurs raisons, et c'est pour cette raison
14 que ça n'a pas été poursuivi de façon plus agressive.

15 **M. KIM AYOTTE:** Eh bien, il y avait deux
16 questions. Il y a le remorquage de petits véhicules, on l'a
17 fait, mais il fallait travailler dans la zone rouge, et les
18 voies d'urgence restaient ouvertes, donc les manifestants ont
19 compris très clair qu'on aurait zéro tolérance pour les voies
20 d'urgence pour la protection des citoyens et d'eux-mêmes et des
21 édifices de la ville d'Ottawa.

22 Mais deuxièmement, il y a les plus grands
23 véhicules pour le remorquage. Ç'a été très difficile d'obtenir
24 des services de remorquage, alors l'EOC a tenté de trouver des
25 ressources. Ça venait d'un peu partout. La police a demandé à
26 l'EOC de faire des contacts, les services de police aussi
27 essayaient de rejoindre différentes compagnies de remorquage
28 pour savoir si on avait des contacts avec la province; encore

1 par l'EOC, on a rejoint la province pour voir s'ils avaient des
2 ressources et le maire a proposé que le maire Tory à Toronto
3 avait des contacts. On les a reçus du maire.

4 Et encore une fois on a essayé de voir si c'était
5 disponible, et généralement on nous disait non, ils ne voulaient
6 pas participer, et au départ, ils étaient des sympathisants de
7 façon générale. Et aussi, c'est leur groupe de clientèle. Il y
8 avait un risque pour leur réputation à long terme de perdre ces
9 clients. Je n'ai pas entendu parler de dégâts causés aux camions
10 de remorquage, mais par la suite ils ont parlé de sécurité de
11 leurs conducteurs, des gens qui conduisaient leurs remorques.

12 Et toute possibilité qu'on pouvait avoir de
13 remorquage ont été relayés à l'EOC. En fait, l'EOC faisait ce
14 travail pour faire ces contacts et ç'a été... et c'est la police
15 qui a fini par faire les contacts pour avoir les camions de
16 remorquage pour remorquer.

17 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Mais le remorquage était
18 pour une capacité de camions très lourds, mais pour l'autre
19 capacité de remorquage, par exemple pour les véhicules de
20 passagers, vous aviez la capacité.

21 **M. KIM AYOTTE:** Oui, on avait ces contrats et ils
22 étaient encore prêts à faire ces plus petits véhicules. Il y a
23 eu des retards à obtenir le remorquage, il y a eu quelques
24 pépins, mais en général on a pu remorquer les petits véhicules.

25 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et les véhicules de
26 passagers, les plus petits véhicules, ça inclut les petites
27 camionnettes, n'est-ce pas?

28 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

1 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et la raison qu'il y avait
2 28 remorquages lors de la première fin de semaine et très peu
3 par la suite, il n'y a pas eu d'autres journées où il y avait
4 autant de remorquages, parfois c'était un ou deux ou même aucun
5 véhicule – il y a un tableau qu'on va présenter en preuve qui
6 montre que le nombre de véhicules qui était fait à chaque –,
7 est-ce que c'est parce que les entreprises de remorquage qui
8 l'avaient fait pendant la fin de semaine refusaient de remorquer
9 ou est-ce que c'est parce que le règlement n'exigeait pas le
10 remorquage additionnel de véhicules résidentiels?

11 **M. KIM AYOTTE:** Non, ce n'est pas parce qu'on ne
12 pouvait pas obtenir les dépanneuses, c'est parce que les voies
13 d'urgence étaient ouvertes et c'est... en général, dans les grands
14 évènements, il y a beaucoup de gens qui souvent ne sont pas au
15 courant de la fermeture des voies d'urgence, et donc, ils ne
16 sont pas au courant de l'existence des voies d'urgence et ils se
17 font remorquer, mais ensuite ils en prennent conscience et la
18 situation se corrige.

19 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, le remorquage était
20 uniquement de maintenir des voies d'évacuation?

21 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

22 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, si les voies
23 d'urgence étaient maintenues, il n'y aurait pas de remorquage.

24 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

25 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, je vais poser une
26 question à propos de ces voies d'urgence. Je voudrais savoir
27 comment ça a fonctionné. Il s'agit de savoir s'il y avait... si on
28 a maintenu une voie d'urgence dans toutes les rues ou s'il y

1 avait des voies désignées qui comportaient une voie d'urgence du
2 nord au sud et de l'est à l'ouest.

3 **M. KIM AYOTTE:** Seulement... il y avait seulement
4 des voies d'urgence dans certaines zones. Nous avons un service
5 de transport qui a des experts qui examinent le flux de la
6 circulation et comment gérer au mieux la circulation, on appelle
7 cela le Groupe de gestion des incidents reliés à la circulation.
8 Et donc, on ferme certaines voies. Par exemple, la rue Kent
9 était totalement fermée, il n'y avait pas de voie d'urgence là.
10 Il y avait quelques autres rues comme cela. Mais pour la
11 plupart, on avait... ce groupe avait identifié des voies d'urgence
12 qui ont été maintenues pendant tous les évènements.

13 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Donc, vous avez indiqué que
14 la rue Kent était totalement bloquée. Alors, si au milieu de la
15 rue Kent il y a un incendie ou une urgence, comment est-ce que
16 les véhicules d'urgence accèdent à cette rue?

17 **M. KIM AYOTTE:** On peut y accéder par d'autres
18 rues. Les rues qui sont perpendiculaires ou parallèles. Là, ça
19 veut dire qu'on avait accès aux bâtiments de cette façon. Ce
20 n'était pas une situation idéale, mais c'était la meilleure
21 solution dans ce cas-ci.

22 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Je pense qu'il y avait
23 certaines zones qui n'étaient pas complètement accessibles. Si
24 certaines rues étaient totalement fermées, il y avait au moins
25 certains bâtiments qui étaient inaccessibles aux véhicules
26 d'urgence.

27 **M. KIM AYOTTE:** Il y avait une planification. Les
28 Services d'incendie et de... les Services d'ambulanciers avaient

1 fait une planification, donc – ça se fait dans toutes les villes
2 – pour savoir comment se rendre là en cas d'incident et pour
3 voir quel est le plus grand incident – par exemple, un grand
4 incendie – et à ce moment-là comment y accéder. Et on s'assure
5 qu'on a des accès multiples pour chaque bâtiment même si une rue
6 est fermée, mais on a encore trois autres rues qui se trouvent
7 aux alentours du bâtiment, donc pour être sûr qu'on peut
8 atteindre tous ces bâtiments.

9 Ce n'est pas une intervention idéale parce que
10 parfois on voudrait mettre le camion à échelle pour accéder à
11 l'édifice depuis la rue Kent, mais il y avait un plan pour
12 évaluer et gérer ce type de situation. Donc, du point de vue des
13 urgences, on pensait pouvoir accéder aux bâtiments en cas
14 d'urgence.

15 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et vous avez parlé de
16 « CAD » en anglais?

17 **M. KIM AYOTTE:** Il s'agit d'un système d'envoi
18 assisté par ordinateur qui identifie la localisation des rues,
19 des bâtiments, des bornes incendie. Un hôtel aurait un niveau de
20 risque beaucoup plus élevé qu'un édifice du gouvernement qui est
21 inoccupé ou qui n'est pas occupé en fins de semaine ou en
22 soirées. En fonction du risque, on établit certains niveaux de
23 ressources.

24 Donc, c'est pas seulement un seul camion de
25 pompiers. Il y a des gens qui disent « oh, il y avait six
26 camions de pompiers, ça veut dire que ces six camions étaient
27 nécessaires en cas d'incident », parce qu'il y a tellement de
28 tâches qui doivent être exécutées au cours des premières

1 minutes, c'est pour ça qu'il faut déployer ces ressources.

2 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Dans ce cas, est-ce qu'il y
3 a eu certains retards pour accéder à des points dans les
4 ressources qui étaient occupées par les camions?

5 **M. KIM AYOTTE:** Mais non, il n'y a pas eu de
6 retards importants. On a eu des plaintes à propos de l'arrivée
7 tardive d'ambulanciers, mais on a fait enquête sur ces plaintes
8 pour voir si nous avons respecté nos normes d'intervention et
9 est-ce que c'était raisonnable, et nous n'avons pas eu de
10 risques de haut niveau qui nous ont préoccupés pour toutes les
11 interventions.

12 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Je voudrais parler de la
13 relocalisation des camions dans le cadre des négociations entre
14 les camionneurs et la ville d'Ottawa. Je voudrais vous demander
15 de passer au document suivant, OTT357.

16 Est-ce que c'est un message de votre téléphone?

17 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

18 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** « Chris – entre parenthèses
19 – (manifestant) ». Est-ce que c'est le nom que vous avez
20 indiqué?

21 **M. KIM AYOTTE:** Oui, c'est Chris Barber.

22 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, en gris, c'est
23 monsieur Barber; en vert, c'est vous.

24 **M. KIM AYOTTE:** C'est exact.

25 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et je voudrais passer à la
26 page 4 de ces échanges. Vous dites :

27 « Est-ce que vous continuez à essayer
28 de déplacer les camions aujourd'hui ou

1 est-ce que cet effort a été bloqué? »

2 Alors là, on va redescendre.

3 « Est-ce que vous continuez à essayer
4 de déplacer des camions ou est-ce que
5 ces efforts ont échoué?

6 – On en a déplacé environ 40. Cela m'a
7 épuisé. Maintenant, je me repose et je
8 me prépare à y retourner.

9 – Merci, Chris. »

10 Nous avons entendu dire qu'il y avait à peu près
11 40 gros camions qui ont été relocalisés. Est-ce que c'est ce que
12 vous croyez comprendre? Est-ce que c'est ce que vous disait
13 monsieur Barber?

14 **M. KIM AYOTTE:** Oui. Oui, je pense que c'était le
15 chiffre approximatif.

16 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Il y avait aussi des
17 véhicules de passagers qui ont aussi été remorqués?

18 **M. KIM AYOTTE:** Oui, parce que pour déplacer les
19 camions, il fallait aussi déplacer des véhicules plus petits.

20 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Alors, ce chiffre de 40
21 porte sur les poids lourds?

22 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

23 **Me NATALIA RODRIGUEZ:** Et peu après ce message,
24 l'effort pour relocaliser les camions a pris fin.

25 Vous avez aussi des entretiens avec le
26 surintendant Drummond qui était le chargé de liaison de l'OPS,
27 du Service de police d'Ottawa. Est-ce qu'il vous a expliqué
28 pourquoi il n'y a pas eu de camions relocalisés sur Wellington?

1 M. KIM AYOTTE: Non. Il a simplement dit que la
2 police ne le faisait plus pour la rue Wellington.

3 Me NATALIA RODRIGUEZ: Est-ce qu'il vous a
4 expliqué pourquoi?

5 M. KIM AYOTTE: Non.

6 Me NATALIA RODRIGUEZ: Voilà qui met fin à mes
7 questions à votre endroit, Monsieur Ayotte.

8 M. KIM AYOTTE: Merci.

9 COMMISSAIRE ROULEAU: Maintenant, le Service de
10 police d'Ottawa.

11 --- CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me DAVID MIGICOVSKY:

12 Me DAVID MIGICOVSKY: Bon après-midi, Monsieur
13 Ayotte. Ça sera bientôt « bonsoir ». Merci.

14 Je suis David Migicovsky, avocat du Service de
15 police d'Ottawa. Je voudrais certains éclaircissements à propos
16 de la relation entre les Services règlementaires et la police.

17 Vous avez parlé de Roger Chapman.

18 M. KIM AYOTTE: Oui, effectivement. C'est le
19 directeur des Services règlementaires.

20 Me DAVID MIGICOVSKY: Si vous voulez bien passer
21 au document suivant.

22 Et si nous passons au bas du document... merci
23 beaucoup.

24 Donc, document 359.0001. Si vous pouvez remonter
25 un peu, c'est de Peggy Staruch à Ghislain Lamothe, et vous voyez
26 que ce qui a été envoyé, je crois que c'est une ébauche
27 d'autorisation à l'endroit des commerces.

28 M. KIM AYOTTE: Oui. Je crois que j'ai été émis en

1 copie.

2 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Si vous regardez la phrase
3 qui commence... qui dit :

4 « La police d'Ottawa sera toujours
5 disponible pour réagir à des problèmes
6 de sécurité en téléphonant au 9-1-1. Si
7 vous avez des problèmes liés à la
8 COVID-19 et au port du masque, s'il
9 vous plait, téléphonez au 3-1-1
10 d'abord. »

11 **M. KIM AYOTTE:** Oui, je vois que c'est ce qu'on
12 proposait.

13 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Si vous pouviez remonter.
14 Ça, c'est le jeudi 27, c'est la veille de
15 l'arrivée des manifestants. Vous voyez qu'au-dessus, il y a une
16 réponse de Michel (sic) Lalonde à 11 h 06 du matin.

17 Monsieur Lalonde dit :

18 « Il y a un domaine lié à ce
19 règlement. »

20 Pardon. C'est le même courriel et il a mis en
21 surbrillance la phrase qui dit :

22 « Si vous avez des problèmes liés à la
23 COVID-19 et au masque, s'il vous plait
24 téléphonez les Règlements municipaux au
25 3-1-1. »

26 Et vous voyez qu'en dessous, il fait un
27 commentaire et il dit qu'il est préoccupé par cette phrase et il
28 dit :

1 « Puisque cela est relié à une
2 manifestation, les plaintes liées à la
3 COVID-19 doivent être dirigées au
4 Service de police d'Ottawa. Le fait de
5 répondre aux plaintes liées à la COVID-
6 19 durant une manifestation est un
7 problème de sécurité pour nos agents
8 qui sont soumis à la violence. Nous
9 avons indiqué clairement notre position
10 selon laquelle les Services des
11 règlements ne répondent pas aux
12 manifestations, y compris aux activités
13 qui y sont liées. »

14 Si vous allez au-dessus, on demande un texte
15 révisé, et si vous remontez, s'il vous plait, et vous verrez
16 quelqu'un qui s'appelle Tania McCumber, elle a dit le
17 27 janvier :

18 « Ci-dessous est la chaîne de courriels
19 à propos des appels au sein de la zone
20 de manifestation. Roger m'a indiqué que
21 Kim en avait avisé la police lors d'une
22 réunion et Roger va réitérer cela
23 demain. »

24 Vous avez dit cela?

25 **M. KIM AYOTTE:** Effectivement. J'ai dit qu'on ne
26 mettrait pas les agents dans des postes qui pouvaient toucher
27 leur... mettre en jeu leur santé ou leur sécurité. Et c'était la
28 position pour toutes les manifestations, et je voudrais dire que

1 ç'a toujours été le cas depuis bien longtemps, autant que je
2 m'en souviene.

3 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Vous avez dit qu'il y avait
4 des questions où les Services des règlements ont côtoyé la
5 police au sein d'équipes d'intervention et qui imposaient des
6 amendes, et ça serait dans la zone des manifestations.

7 **M. KIM AYOTTE:** C'est exact.

8 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Il y a eu plusieurs
9 centaines d'amendes qui ont été émises par cette équipe
10 d'intervention rapide.

11 **M. KIM AYOTTE:** Oui, c'est exact.

12 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Et si vous voulez bien
13 passer à 104... à l'OTT10463, alors c'est votre écriture?

14 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

15 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Alors, est-ce que vous
16 pouvez regarder le point 3?

17 Est-ce qu'on pourrait d'abord voir la date? Le
18 2 février. D'accord. Parfait.

19 Numéro 3 :

20 « Le marché était en zone rouge, mais
21 la zone a été rétrécie, car la police
22 est intervenue à l'encontre des
23 manifestants. »

24 **M. KIM AYOTTE:** Oui. C'est comme je l'ai déjà dit,
25 la zone rouge s'élargissait pendant la fin de semaine et se
26 contractait pendant la semaine, car il y avait davantage de gens
27 qui arrivaient en fin de semaine.

28 **Me DAVID MIGICOVSKY:** La première fin de semaine,

1 c'est-à-dire à compter du vendredi 28, et puis aussi le 29 et le
2 30, il y avait des milliers de personnes à Ottawa?

3 **M. KIM AYOTTE:** Selon nos estimations, c'était
4 entre 500 et 1 000 personnes, c'était difficile à dire à cause
5 des nombreux petits véhicules. Si on comprend tous les petits
6 véhicules, oui, c'était plus de 1 000.

7 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Après la fin de semaine,
8 après la première fin de semaine, 70 % des poids lourds sont
9 partis. Est-ce que c'est ce que vous dites?

10 **M. KIM AYOTTE:** C'était à peu près de 400 à 500
11 poids lourds qui sont restés pendant la semaine. Ce chiffre
12 fluctuait aussi, mais il est resté constant parce que les poids
13 lourds se sont installés et on ne pouvait pas les déplacer.
14 Donc, ils sont restés à long terme.

15 **Me DAVID MIGICOVSKY:** C'était à peu près 400?

16 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

17 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Je pense que vous suiviez
18 cela sur les médias sociaux pendant que ça se répandait?

19 **M. KIM AYOTTE:** Oui. Les gens m'envoient des liens
20 vers les médias sociaux, mais je ne suis pas un guru en matière
21 de médias sociaux.

22 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Mais vous êtes d'accord sur
23 le fait qu'il y avait beaucoup de mésinformation à propos des
24 agissements des manifestants et de ce qu'ils pourraient faire?

25 **M. KIM AYOTTE:** Je ne sais pas si je peux
26 corroborer le fait que l'information sur les médias sociaux
27 était de la mésinformation ou était exacte. Moi, j'étais exposé
28 tous les jours aux klaxons à l'hôtel de ville. Si vous pouvez me

1 donner des exemples précis de la mésinformation, je regrette, je
2 ne voudrais pas conjecturer.

3 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Ça va. À Ottawa, nous
4 n'avons pas eu 15 000 chambres d'hôtel occupées par des membres
5 du convoi.

6 **M. KIM AYOTTE:** Je ne crois pas qu'on ait 15 000
7 chambres d'hôtel à Ottawa, mais, non, je ne crois pas qu'elles
8 étaient toutes occupées pendant toute la durée.

9 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Parce que c'était ces
10 400 poids lourds qui étaient au cœur des événements.

11 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

12 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Je voudrais passer au
13 document OTT10103, et si on peut commencer en haut.

14 C'est des iMessages entre vous-même et Beth
15 Gooding.

16 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

17 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Directrice de la sécurité.

18 **M. KIM AYOTTE:** C'est exact. Et elle était
19 commandante de l'EOC.

20 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Mais ça, c'était le mardi?
21 Et le 14 février, on a déplacé les camions?

22 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

23 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Et le 15, si j'ai bien
24 compris votre preuve, la police a arrêté d'apporter son aide
25 dans le déplacement des camions et vous avez demandé aux
26 camionneurs de rentrer chez eux. Et le 15, vous avez parlé de ce
27 qui... quel a été l'effet de cet accord avec madame Gooding.

28 **M. KIM AYOTTE:** J'essayais d'obtenir le nombre de

1 camions qui s'étaient déplacés parce que c'était l'information
2 que me demandait le Bureau du maire.

3 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Si vous voulez bien regarder
4 le message de Beth Gooding à 1 h 23... 1 h 24, pardon. Vous lui
5 demandez quel est le nombre qui reste, elle dit qu'il y en a
6 357, mais le chef Sloly disait 400. Donc, il y a un facteur
7 delta de 43.

8 **M. KIM AYOTTE:** Les 400, c'était le chiffre
9 initial, et maintenant la police dit qu'il y en a 357, donc ce
10 qui avait été déplacé, c'était 43.

11 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Et on voit à 1 h 26, vous
12 lui dites que ce qui vous intéresse, ce sont les poids lourds,
13 vous voudriez savoir s'ils ont bougé.

14 **M. KIM AYOTTE:** C'est exact.

15 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Donc vous lui dites à
16 1 h 56...

17 Si vous voulez bien descendre.

18 ...que, selon les manifestants, on en a déplacé 40
19 la veille. Et elle dit que c'est à peu près conforme à ce qu'a
20 dit le NCRCC, le Centre de commandement de la région de la
21 Capitale-Nationale. Et vous continuez, vous dites que c'est
22 difficile de les compter, et si vous voulez bien regarder à
23 4:19.

24 Si vous voulez bien descendre.

25 À 4 :19, madame Gooding dit :

26 « Je confirme à nouveau qu'il y a eu
27 des choses bizarres hier. Lorsque les
28 camions ont libéré des espaces,

1 d'autres véhicules les ont occupés, car
2 les manifestants durs veulent obtenir
3 des places. »

4 **AUCUNE INTERPRÉTATION [16.48.58 à 16.49.37]**

5 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Je garde 457, vous indiquez
6 que :

7 « [...]rapporté approximativement 175
8 camions qui restent au sud de
9 Wellington et 120 au nord de
10 Wellington. »

11 Est-ce exact?

12 **M. KIM AYOTTE:** Oui, je crois que c'est exact. Ça,
13 c'est après que je les ai comptés.

14 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Si vous pourriez regarder
15 4:25, un peu plus en haut. Donc, madame Gooding vous donne un
16 décompte, autant qu'elles le peuvent, sur le 15, concernant le
17 nombre des camions qui demeurent, n'est-ce pas, aux différents
18 endroits?

19 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

20 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Et donc, ce qu'on voit sur
21 Metcalfe, par exemple, 70 camions. Exact?

22 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

23 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Hier, on a vu une photo
24 prise du bureau du maire sur la rue Metcalfe. On ne voyait aucun
25 camion. Mais je suppose qu'on ne voyait qu'une partie d'un pâté
26 de maisons parce qu'il restait encore 70 camions sur Metcalfe,
27 d'après ce qu'on voit. Est-ce que c'est ce que vous comprenez de
28 madame Gooding?

1 **M. KIM AYOTTE:** Je ne sais pas si ceci correspond
2 aux chiffres qu'elle m'a donnés avant le déplacement ou après.
3 Je lui demandais donc...

4 Est-ce qu'on pourrait remonter un peu plus haut
5 pour que le contexte...

6 Ils se servent des caméras pour tenter
7 d'identifier les camions et où ils sont.

8 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Donc, vous seriez d'accord
9 avec moi que le 15, il y avait des camions qui étaient restés
10 sur Metcalfe.

11 **M. KIM AYOTTE:** J'ai marché le long de Metcalfe.
12 Une bonne partie de Metcalfe avait été dégagée.

13 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Mais il y avait encore un
14 certain nombre de camions qui restaient.

15 **M. KIM AYOTTE:** Oui. Peut-être, oui.

16 **Me DAVID MIGICOVSKY:** Alors, voilà toutes mes
17 questions. Merci beaucoup, Monsieur Ayotte.

18 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Et maintenant, les
19 organisateurs du convoi.

20 **--- CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me BRENDAN MILLER:**

21 **Me BRENDAN MILLER:** Bon après-midi. Brendan
22 Miller, avocat du Canadian Freedom Corp qui représente les
23 protestataires qui étaient dans votre ville en janvier et
24 février 2022.

25 Premièrement, j'aimerais vous parler en votre
26 capacité de directeur de la Sécurité, seriez-vous d'accord avec
27 moi qu'entre le 27 janvier, il y avait... et le 14, il y avait
28 10 000 contraventions d'émises pour des infractions municipales?

1 M. KIM AYOTTE: Oui, ça me semble correct. Il
2 faudrait que je revérifie les chiffres, mais nous avons donné
3 tous ces documents.

4 Me BRENDAN MILLER: Et est-ce que certains de ces
5 billets ont été émis par le Service de la réglementation?

6 M. KIM AYOTTE: Oui, la plupart.

7 Me BRENDAN MILLER: Et pendant l'émission de ces
8 plus de 3 000 contraventions, aucun de vos agents n'a été
9 agressé.

10 M. KIM AYOTTE: Il y a eu certains moments
11 difficiles, je ne peux pas vous dire qu'aucun d'entre nous n'a
12 été agressé. Pas à ma connaissance.

13 Me BRENDAN MILLER: Donc, pas à votre
14 connaissance. Aucune accusation n'a été portée contre aucun
15 protestataire qui aurait reçu une infraction suite à une
16 agression physique contre un agent?

17 M. KIM AYOTTE: Non. Je sais que quelques-uns
18 d'entre eux ont été l'objet d'injures, mais aucun n'a été
19 physiquement agressé.

20 Me BRENDAN MILLER: 3 000 billets, c'est beaucoup
21 d'interactions avec beaucoup de protestataires, et pas un seul
22 cas d'agression d'agents n'a été... donc, n'a donné lieu à des
23 accusations.

24 M. KIM AYOTTE: Exact.

25 Me BRENDAN MILLER: Les chiffres sont qu'entre
26 janvier deux mille... et février 14, le 27 janvier et le
27 14 février, il y a eu 31 arrestations d'effectuées.

28 M. KIM AYOTTE: Vous devez demander cela aux

1 polices.

2 **Me BRENDAN MILLER:** Vous ne gardez pas ce genre de
3 chiffres? Vous ne les saisissez pas?

4 **M. KIM AYOTTE:** Je ne gère pas la police, je gère
5 tous les autres services d'urgence de la ville d'Ottawa.

6 **Me BRENDAN MILLER:** À votre connaissance, n'est-il
7 pas vrai – encore une fois, si vous n'avez pas l'information,
8 dites-nous-le –, à votre connaissance, n'est-il pas vrai que
9 seulement 16 personnes des protestataires de cette époque, entre
10 le 27 janvier et le 14 février, ont été accusées?

11 **M. KIM AYOTTE:** Je ne peux pas vous répondre. Je
12 ne sais pas.

13 **Me BRENDAN MILLER:** Maintenant, la collaboration
14 des dirigeants des protestataires et les artères dégagées,
15 n'est-il pas vrai que les protestataires voulaient maintenir
16 ouvertes les artères sécuritaires?

17 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

18 **Me BRENDAN MILLER:** Les artères de sécurité.

19 **M. KIM AYOTTE:** Oui, ils l'ont fait

20 **Me BRENDAN MILLER:** De s'assurer que ces voies
21 étaient ouvertes pour que les véhicules d'urgence pourraient
22 circuler?

23 **M. KIM AYOTTE:** Exact.

24 **Me BRENDAN MILLER:** Et les dirigeants et les
25 protestataires ont collaboré avec vous et à la Ville pour
26 maintenir l'ouverture de ces voies d'urgence?

27 **M. KIM AYOTTE:** Oui. Dans la plupart des cas, oui.

28 **Me BRENDAN MILLER:** Et lorsque de nouveaux camions

1 arriveraient, ils se sont même organisés pour discuter avec ceux
2 qu'ils appelaient les « capitaines de blocs ». Est-ce qu'ils
3 vous en ont parlé?

4 **M. KIM AYOTTE:** Non.

5 **Me BRENDAN MILLER:** Lorsque de nouveaux véhicules
6 arrivaient, à votre connaissance, vous êtes d'accord qu'ils se
7 sont toujours organisés pour s'assurer que les voies d'urgence
8 restent ouvertes?

9 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

10 **Me BRENDAN MILLER:** Et votre chef des pompiers a
11 même fait une inspection de la ville de... de la rue de Coventry?

12 **M. KIM AYOTTE:** Mais en tout cas le chef n'aurait
13 pas fait cette inspection lui-même, mais un de ces principaux
14 responsables l'aurait fait. Il y a plusieurs niveaux de chef là-
15 dedans. Il y a le Service des incendies.

16 **Me BRENDAN MILLER:** Et lorsque le Service... le chef
17 des incendies a fait une inspection, il leur a demandé de ne pas
18 avoir aucun puits avec un feu dedans. Est-ce exact?

19 **M. KIM AYOTTE:** Je ne sais pas. Je ne connais pas
20 le contexte.

21 **Me BRENDAN MILLER:** Vous avez participé à une
22 rencontre de logistique à l'hôtel de ville le dimanche soir du
23 13 février pour discuter du déplacement des camions.

24 **M. KIM AYOTTE:** C'est la première fois que je
25 rencontrais les dirigeants des protestataires.

26 **Me BRENDAN MILLER:** N'est-il pas vrai que les
27 dirigeants des protestataires ont expliqué qu'ils avaient déjà
28 établi... déménagé deux des camps à l'extérieur de la ville et

1 qu'on a déterminé où ils pouvaient aller?

2 **M. KIM AYOTTE:** La discussion portait sur la façon
3 dont on allait déplacer les camions à l'extérieur des zones
4 résidentielles et qu'il y avait des endroits limités sur la rue
5 Wellington. Je n'étais pas certain qu'on pouvait déplacer
6 400 camions sur Wellington. Enfin, je savais qu'on ne pouvait
7 pas le faire et l'entente signifiait... conclue avec eux
8 signifiait que ces autres véhicules devaient quitter la ville
9 d'Ottawa.

10 Ils ont dit oui, mais qu'ils allaient trouver des
11 propriétés à l'extérieur de la ville.

12 **Me BRENDAN MILLER:** Oui, c'est ce que je voulais
13 éclaircir.

14 Donc, ils vous ont dit qu'ils avaient établi deux
15 camps sur des propriétés où ils pouvaient résider à l'extérieur
16 de la ville.

17 **M. KIM AYOTTE:** Oui, c'est ce qu'ils m'ont dit.
18 J'étais déjà au courant via une autre source.

19 **Me BRENDAN MILLER:** Et l'idée, c'était que les
20 véhicules... d'autres véhicules iraient là et puis certains autres
21 véhicules iraient sur Wellington. N'est-ce pas exact?

22 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

23 **Me BRENDAN MILLER:** Et la Ville était d'accord.

24 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

25 **Me BRENDAN MILLER:** Maintenant, si les
26 protestataires pourraient se déplacer, détacher leurs véhicules
27 le mardi et le mercredi, les 15 et 16, croiriez-vous que le
28 résultat aurait été que presque tous les véhicules auraient été...

1 auraient quitté le centre-ville, sauf pour Wellington?

2 **M. KIM AYOTTE:** Je ne peux pas être d'accord
3 simplement parce qu'on n'a pas vu de véhicules de protestataires
4 changer de place, sauf ceux qu'on a permis d'aller sur
5 Wellington. Il y avait du mouvement sur Wellington, mais aucun
6 mouvement à l'extérieur de la ville, comme il en avait été
7 convenu. S'il y avait eu une expression de bonne foi des deux
8 parties, mais je ne peux pas vous dire cela aujourd'hui.

9 **Me BRENDAN MILLER:** N'est-il pas vrai que les
10 déplacements sur Wellington ont été bloqués?

11 **M. KIM AYOTTE:** Ils ont été bloqués par la police,
12 oui.

13 **Me BRENDAN MILLER:** Étaient bloqués par la police.
14 Donc, l'entente s'est effondrée à cause de l'intervention de la
15 police.

16 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

17 **Me BRENDAN MILLER:** Et donc, si l'entente avait
18 été exécutée et suivie, les seuls véhicules, les seuls camions
19 des protestataires qu'on aurait trouvés seraient sur Wellington.

20 **M. KIM AYOTTE:** Je n'ai pas confiance que ce
21 serait arrivé.

22 **Me BRENDAN MILLER:** Bon, d'accord, mais il n'y a
23 eu aucun rejet de l'entente de la part des protestataires à
24 l'époque. C'est ce qu'on vient d'entendre aujourd'hui.

25 **M. KIM AYOTTE:** Oui, je suis d'accord, mais le
26 delta, c'était qu'ils ne contrôlaient pas tous les gens qui
27 faisaient partie de la manifestation, ils disaient qu'ils
28 voulaient tous les contrôler, qu'ils espéraient que tout le

1 monde soit d'accord, mais cela n'a pas été le cas. Et ils ont eu
2 de la difficulté d'ailleurs de déplacer les 40 camions sur la
3 rue Wellington parce que les gens ne voulaient pas bouger.

4 **Me BRENDAN MILLER:** Mais la difficulté de déplacer
5 les individus vers la rue Wellington après que l'entente ait été
6 annoncée, à mon avis a été bloquée que parce que la police ne
7 voulait pas leur donner accès à Wellington et parce que la
8 police les empêchait également de quitter les rues sur
9 lesquelles ils étaient stationnés. N'est-ce pas exact?

10 **M. KIM AYOTTE:** Je ne peux pas vous répondre, il
11 faudrait aller demander cela au SPO.

12 **Me BRENDAN MILLER:** Alors, voilà mes questions.
13 Merci.

14 **M. KIM AYOTTE:** Merci.

15 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Ensuite, l'ancien chef
16 Sloly.

17 **Me TOM CURRY:** Merci, Commissaire. Nous n'avons
18 aucune question pour monsieur Ayotte.

19 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Ensuite, Democracy Fund
20 (JCCF).

21 **--- CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me ROB KITTREDGE:**

22 **Me ROB KITTREDGE:** Bon après-midi, Monsieur
23 Ayotte.

24 Mon nom est Rob Kittredge et je représente le
25 Justice Centre for Constitutional Freedom. Nous avons 5 minutes
26 tout à fait trépidantes ensemble aujourd'hui.

27 Bon, les contraventions servent à dissuader le
28 stationnement illégal, n'est-ce pas? Parce que les gens savent

1 que s'ils stationnent illégalement, ils vont avoir une
2 contravention et une amende, ça dissuade certainement de
3 stationner illégalement.

4 **M. KIM AYOTTE:** Oui, bien sûr.

5 **Me ROB KITTREDGE:** J'aimerais comprendre un peu
6 plus la façon dont les gens responsables de l'attribution des
7 infractions, de la circulation et des stationnements
8 fonctionnent dans une situation normale. Disons que je stationne
9 ma voiture en plein milieu de la rue Wellington, je bloque le
10 trafic, je reste là pendant trois semaines et demie. Si pour une
11 raison incompréhensible on n'a pas remorqué ma voiture, combien
12 de contraventions pourrais-je trouver sur mon pare-brise après
13 cette période?

14 **M. KIM AYOTTE:** C'est une très bonne question. Je
15 n'ai pas de réponse pour vous. Je ne sais pas. Je ne connais pas
16 tous les détails de la réglementation. Ma formation est celle
17 d'un chef d'un pompier, je gère tout cela maintenant, mais je
18 n'ai pas ce genre de connaissance.

19 **Me ROB KITTREDGE:** Est-ce qu'on peut émettre une
20 contravention de stationnement chaque jour pour un véhicule
21 stationné illégalement?

22 **M. KIM AYOTTE:** Il faudrait que je vous trouve
23 l'information.

24 **Me ROB KITTREDGE:** Pourrait-on supposer qu'elle
25 pourrait être émise chaque jour?

26 **M. KIM AYOTTE:** Oui. Je crois que oui, parce que
27 l'infraction... ben, l'affiche dit que vous ne pouvez pas
28 stationner pendant une certaine période de temps, une fois que

1 cette période de temps est écoulée, ça recommence le jour
2 d'après.

3 **Me ROB KITTREDGE:** Donc, on pourrait dire qu'au
4 moins une contravention par jour, ce serait raisonnable.

5 Mettons de côté les instructions de la SPO là,
6 c'est vrai que les véhicules stationnés illégalement n'ont pas
7 été... reçu une contravention aussi fréquente que cela.

8 **M. KIM AYOTTE:** Je crois que j'ai... pourriez-vous
9 répéter la question?

10 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Je pourrais vous demander de
11 lire un peu plus lentement? Je vous donnerais même une minute de
12 plus si vous en avez besoin.

13 **Me ROB KITTREDGE:** D'accord. J'essaie de...

14 **COMMISSAIRE ROULEAU:** C'est pour les interprètes.

15 **Me ROB KITTREDGE:** Bon, les contraventions n'ont
16 pas été émises chaque jour pour les camions stationnés
17 illégalement.

18 **M. KIM AYOTTE:** C'est vrai.

19 **Me ROB KITTREDGE:** S'ils l'avaient fait plus
20 agressivement, ne croyez-vous pas que les sommes des
21 contraventions auraient pu dissuader les gens de stationner
22 leurs véhicules? Vous ne croyez pas qu'aucun véhicule ne se
23 serait déplacé si on avait augmenté le nombre de contraventions?

24 **M. KIM AYOTTE:** Je ne crois pas que les
25 protestataires avaient peur de recevoir des contraventions ou
26 des amendes.

27 **Me ROB KITTREDGE:** Il n'y a aucun camion qui se
28 serait déplacé?

1 **M. KIM AYOTTE:** Je ne peux pas vous dire ça à cent
2 pour cent, mais certainement, à mon avis, très peu auraient
3 quitté.

4 **Me ROB KITTREDGE:** Vous avez dit le 29 que vous
5 aviez reçu instruction de l'OPS de ne pas... du SPO de ne pas
6 donner des contraventions dans la zone rouge. Le 28, combien
7 d'agents d'application des règlementations étaient en service?

8 **M. KIM AYOTTE:** Je crois que cette information se
9 trouve dans le matériel divulgué. Je ne me rappelle pas par
10 cœur, mais 10, 15 généralement travaillent dans un région
11 donnée, puis on en aurait eu autant que ça ce jour-là.

12 **Me ROB KITTREDGE:** Donc, il y aurait donc eu...
13 s'ils étaient là, il aurait fallu qu'il y ait au moins 10 ou 15
14 agents de police qui les accompagnent.

15 **M. KIM AYOTTE:** Mais le 28, ça aurait été une
16 pratique normale.

17 **Me ROB KITTREDGE:** Mais par la suite, après le 28,
18 ils auraient dû être accompagnés par des agents de police, donc
19 une quinzaine d'agents?

20 **M. KIM AYOTTE:** Peut-être, je ne sais pas comment
21 le SPO aurait fonctionné. Il aurait pu peut-être en demander
22 plus d'un agent vu la menace potentielle.

23 **Me ROB KITTREDGE:** En 2019, la ville d'Ottawa a
24 émis environ 350 000 contraventions de stationnement.

25 **M. KIM AYOTTE:** Ça me semble correct.

26 **Me ROB KITTREDGE:** Et 250 000 en 2020, à cause de
27 la COVID, j'imagine, ce qui veut dire environ 20 000
28 contraventions de stationnement par mois ou 10 000 toutes les

1 deux semaines. N'est-ce pas?

2 **M. KIM AYOTTE:** Vous avez fait les calculs. Je
3 vais vous faire confiance.

4 **Me ROB KITTREDGE:** Nous avons entendu également
5 que seulement 1 700 contraventions ont été émises dans le
6 centre-ville pendant cette période de temps, n'est-ce pas?

7 **M. KIM AYOTTE:** Pardon, plus de 3 000 ont été
8 émises.

9 **Me ROB KITTREDGE:** Mais c'est quand même beaucoup
10 moins que ce que vous distribuez normalement, que les 10 000
11 qu'on distribue normalement.

12 Bon, les agents des Services des règlements sont
13 formés à la résolution des conflits et aux escalades des
14 conflits. Ils reçoivent cette formation parce que dans le cours
15 de leurs activités habituelles, ce n'est pas rare pour ceux qui
16 reçoivent une contravention de se comporter d'une manière moins
17 que polie.

18 **M. KIM AYOTTE:** Exact.

19 **Me ROB KITTREDGE:** Et n'importe quel jour, qu'il y
20 ait des protestations ou non, ce n'est pas rare que le
21 récipiendaire de contravention devienne agressif envers les
22 agents. Mais aucun agent n'a été attaqué ou blessé par les
23 protestataires du Convoi de la liberté.

24 **M. KIM AYOTTE:** Pas à ma connaissance, sauf pour
25 l'encerclement des agents.

26 **Me ROB KITTREDGE:** Et en parlant au... plus tôt,
27 vous avez exprimé les difficultés que vous aviez d'obtenir des
28 services de remorque de ces entrepreneurs et d'autres. Est-ce

1 que la Ville a songé à offrir une plus grande compensation aux
2 remorqueurs?

3 **M. KIM AYOTTE:** Pas à ma connaissance.

4 **Me ROB KITTREDGE:** Est-ce que la Ville a songé à
5 acheter ou à louer des camions-remorques?

6 **M. KIM AYOTTE:** On examinait toutes les options.
7 Il faut former les chauffeurs, et c'est toujours... on regardait
8 des choses dans le cadre d'une période de temps donnée. Du
9 moment qu'on achète une remorque, qu'on forme un chauffeur, on
10 aurait eu une remorque, il nous en fallait beaucoup plus qu'une
11 pour exécuter le plan.

12 **Me ROB KITTREDGE:** La Ville n'a jamais utilisé ses
13 quelques deux remorques du Service de transport en commun?

14 **M. KIM AYOTTE:** Ben, ils y ont songé, mais on en
15 avait besoin pour les opérations quotidiennes. Il y avait
16 toujours des autobus qui circulaient, qui avaient des pannes,
17 qui devaient d'être remorqués. Il y avait des préoccupations de
18 la part du syndicat concernant la sécurité des employés.

19 **Me ROB KITTREDGE:** Bon. Vous avez dit qu'il y
20 avait des préoccupations par rapport à la sécurité des
21 chauffeurs, mais les petits remorqueurs ne partageaient pas ces
22 préoccupations puisque leurs fournisseurs ont continué à
23 remorquer les véhicules dans les voies d'urgence.

24 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

25 **Me ROB KITTREDGE:** Et il n'y avait aucun cas de
26 violence ou d'agression contre les remorqueurs.

27 **M. KIM AYOTTE:** Non, pas à ma connaissance.

28 **Me ROB KITTREDGE:** Très bien. Merci.

1 Bon, j'ai terminé. Voici... c'était mes questions.

2 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Ensuite, le gouvernement du
3 Canada.

4 **Me ANDREW GIBBS:** Bon après-midi, Commissaire.

5 **--- CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me ANDREW GIBBS:**

6 **Me ANDREW GIBBS:** Monsieur Ayotte, mon nom est
7 Andrew Gibbs, et je suis l'avocat du gouvernement du Canada.

8 **M. KIM AYOTTE:** Bonjour.

9 **Me ANDREW GIBBS:** Bonjour. J'ai quatre documents
10 et cinq minutes, et cela peut sembler aller vite, et ça va aller
11 vite.

12 Le premier document que j'aimerais invoquer,
13 c'est OTT00010005, et pendant qu'on l'affiche, ça, c'est le
14 dossier de documents de la Ville d'Ottawa concernant une
15 injonction du 13 février... ou 14 février.

16 Vous reconnaissez ce document?

17 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

18 **Me ANDREW GIBBS:** Et vous avez soumis un affidavit
19 appuyant cette demande.

20 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

21 **Me ANDREW GIBBS:** Et dans votre affidavit, vous
22 avez détaillé... expliqué que les manifestants allaient à
23 l'encontre des règlements municipaux.

24 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

25 **Me ANDREW GIBBS:** Et que ceci commençait à
26 vraiment être... étirer les ressources. Vous indiquez aussi dans
27 l'affidavit, je crois que c'est au paragraphe 10, que vous vous
28 êtes rendu sur différents sites, que vous avez observé

1 personnellement et que vous avez été conseillé par le personnel
2 opérationnel, par les Services des règlements et par les
3 Services des incendies pour recueillir de l'information pour
4 fins d'affidavit. C'est exact?

5 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

6 **Me ANDREW GIBBS:** Et vous avez été assermenté le
7 13 février? À la page 4?

8 **M. KIM AYOTTE:** Je croyais que c'était le 11.

9 **Me ANDREW GIBBS:** Deux pages plus bas. Là où
10 commence l'affidavit.

11 Vous avez été assermenté le 13 février. Et vous
12 pensez que cette information est exacte?

13 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

14 **Me ANDREW GIBBS:** Au paragraphe 10 de cette
15 déclaration sous serment, vous dites que vous utilisez des
16 caméras en circuit fermé pour la sécurité publique et pour que
17 les intervenants de première ligne puissent fournir des services
18 d'urgence au centre-ville et dans toute la ville. Vous voyez ça
19 au paragraphe 10?

20 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

21 **Me ANDREW GIBBS:** En fonction de l'information
22 dans cette déclaration sous serment, est-ce que vous diriez que
23 la circulation à Ottawa était fluide? Et instable et
24 imprévisible?

25 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

26 **Me ANDREW GIBBS:** Page 37 maintenant, s'il vous
27 plait.

28 C'est une série de photos de la pièce A.

1 Malheureusement, la photo est de côté. C'est une des photos
2 prises par les caméras en circuit fermé. Et vous voyez au bas,
3 on indique Metcalfe et Wellington? C'est le lieu. Et en haut à
4 gauche, vous avez la date, le 5 février, 2 heures de l'après-
5 midi.

6 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

7 **Me ANDREW GIBBS:** Qu'est-ce que c'est la barre
8 blanche qu'on voit au milieu?

9 **M. KIM AYOTTE:** Je ne sais pas. Euh, c'est une
10 grue, je pense.

11 **Me ANDREW GIBBS:** C'est une grue industrielle?

12 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

13 **Me ANDREW GIBBS:** Et est-ce que les camions en
14 arrière-plan, est-ce qu'ils sont rue Wellington?

15 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

16 **Me ANDREW GIBBS:** Est-ce que vous savez ce qu'il y
17 avait dans ces camions?

18 **M. KIM AYOTTE:** Non.

19 **Me ANDREW GIBBS:** Si on va à la page 2, je vais
20 sortir du document, mais je voudrais aller à la page 2 où il y a
21 la liste des pièces et je voudrais présenter cela à la
22 Commission. Et il y a une série de photographies rue Coventry,
23 [RCGT Park]. Vous verrez pièce D, « Photographies d'incendies »
24 [...] et la pièce G ou la pièce F, [...], et pièce G, ce sont des
25 détails à propos de la liste des appels, des appels à propos de
26 feux à ciel ouvert.

27 Merci.

28 Pour gagner du temps, je voudrais passer

1 brièvement à trois documents. OTT00004061. Vous aviez dit tout à
2 l'heure que vos agents ont reçu l'ordre de ne pas délivrer de
3 contraventions dans la zone rouge.

4 **M. KIM AYOTTE:** Oui, c'est exact.

5 **Me ANDREW GIBBS:** Et ça s'est vraiment passé le
6 4 février?

7 **M. KIM AYOTTE:** Non, le 29 janvier.

8 **Me ANDREW GIBBS:** D'accord. Ce courriel est du
9 4 février. Roger Chapman, il relève de vous?

10 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

11 **Me ANDREW GIBBS:** Et il indique précisément, si
12 vous regardez le deuxième paragraphe :

13 « Tout d'abord, notre priorité, notre
14 responsabilité essentielle consiste à
15 assurer la sécurité du personnel. Il
16 s'agit d'une situation potentiellement
17 instable et il y a une énorme
18 différence entre imposer des
19 contraventions pour des véhicules
20 stationnés illégalement et imposer une
21 personne pour une infraction. »

22 Vous êtes d'accord?

23 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

24 **Me ANDREW GIBBS:** Et compte tenu de la réponse
25 donnée par monsieur Miller à propos du nombre de contraventions
26 et du nombre... du faible nombre d'accusations portées pour
27 agression, est-ce que vous diriez que les directives données aux
28 agents étaient de délivrer des contraventions pour les véhicules

1 et non pas pour les personnes?

2 **M. KIM AYOTTE:** C'est exact.

3 **Me ANDREW GIBBS:** Vers la fin :

4 « La sécurité des agents est notre
5 première priorité, donc nous
6 n'appliquerons les autres règlements
7 relatifs aux infractions. »

8 Prochain document, s'il vous plait. Il s'agit de
9 « Mise à jour 15 », document OTT00006781.0001. Est-ce que vous
10 diriez que cet objectif visait à donner des informations en
11 temps opportun à vos collègues de la Ville?

12 **M. KIM AYOTTE:** Oui, à l'équipe de leadership.

13 **Me ANDREW GIBBS:** Merci. La date est le 11 février
14 2022 à 7 h 53 du soir.

15 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

16 **Me ANDREW GIBBS:** Au troisième paragraphe, nous
17 voyons que :

18 « Des preuves d'intervention externe
19 persistent. La Ville d'Ottawa a reçu
20 des appels troublants, principalement
21 des États-Unis, qui ont été signalés à
22 la police. Le PIMR a réduit les
23 commentaires sur les médias sociaux
24 pour répondre à une propagande
25 haineuse, y compris à une
26 mésinformation ou des rumeurs. »

27 Est-ce que c'est exact?

28 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

1 **Me ANDREW GIBBS:** Et très vite, le document
2 OTT00008753, « Mise à jour opérationnelle 24 », le 22 février.
3 Est-ce qu'on pourrait avoir ce document, s'il vous plait? 87,
4 quatre zéros.

5 Au troisième paragraphe, là encore, c'est de
6 vous. Est-ce que vous reconnaissez cela?

7 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

8 **Me ANDREW GIBBS:**

9 « L'Hôpital des enfants a reçu une
10 fausse menace à la bombe [...] »

11 **M. KIM AYOTTE:** Il s'agit de l'Hôpital pour
12 enfants de l'Est de l'Ontario.

13 **Me ANDREW GIBBS:**

14 « [...] qui a reçu une menace de bombe,
15 une fausse menace de bombe, alors que
16 les faux appels au 9-1-1 ont été
17 réduits. »

18 Il indique que « il y a eu une ingérence de
19 l'extérieur. Est-ce que vous pensez que c'était relié au convoi?

20 **M. KIM AYOTTE:** Non.

21 **Me ANDREW GIBBS:** Mais est-ce que vous conviendrez
22 que cela faisait partie des problèmes lors de ces événements?

23 **M. KIM AYOTTE:** Oui. On a reçu un nombre croissant
24 d'appels au 9-1-1 et on a pensé que c'était relié.

25 **Me ANDREW GIBBS:** Et le maire dans son témoignage
26 a parlé d'appels bidon. Est-ce que vous ne saviez pas ce qui
27 allait arriver?

28 **M. KIM AYOTTE:** Je crois que oui, pour la plupart.

1 On ne savait pas comment la situation allait évoluer. On
2 essayait d'être stratégique, mais c'était une période difficile.

3 **Me ANDREW GIBBS:** Merci. Voilà qui termine mes
4 questions.

5 **COMMISSAIRE ROULEAU:** D'accord.
6 Maintenant, ensuite, la Coalition?

7 **Me PAUL CHAMP:** On n'a plus de questions. Merci,
8 Monsieur le Commissaire.

9 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Le CCDL et le CLA?

10 **Me COLLEEN McKEOWN:** Bon après-midi ou, plutôt,
11 bonsoir.

12 **--- CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me COLLEEN McKEOWN:**

13 **Me COLLEEN McKEOWN:** Monsieur Ayotte, je suis
14 Colleen McKeown et je suis avocate pour le Fonds de défense pour
15 les avocats au criminel.

16 **L'INTERPRÈTE:** L'interprète regrette, elle entend
17 très mal l'intervention.

18 **Me COLLEEN McKEOWN:** [...] Si je peux revenir à des
19 questions que vous avez eues à propos du nombre de
20 contraventions, on a parlé de 300 000, de 250 000, vous avez dit
21 que c'était à peu près juste, c'est exact?

22 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

23 **Me COLLEEN McKEOWN:** Et ça voudrait dire 20 000
24 contraventions délivrées par mois?

25 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

26 **L'INTERPRÈTE:** L'interprète regrette, elle entend
27 très mal.

28 **Me COLLEEN McKEOWN:** Et ça, ça serait dans toute

1 la ville?

2 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

3 **Me COLLEEN McKEOWN:** Mais est-ce que vous pensez
4 que les 300 000 contraventions qui ont été délivrées dans la
5 zone des manifestants représentaient une faible fraction des
6 contraventions que pouvaient délivrer les Services des
7 règlements?

8 **M. KIM AYOTTE:** Oui, mais il y a eu beaucoup plus
9 d'infractions dans cette zone qui auraient pu faire l'objet de
10 contraventions.

11 **Me COLLEEN McKEOWN:** Il y a eu beaucoup plus des
12 contraventions et c'était un nombre plus faible de
13 contraventions.

14 **M. KIM AYOTTE:** C'est exact.

15 **Me COLLEEN McKEOWN:** Et je crois comprendre que
16 les Services règlementaires ont reçu une approbation le
17 8 février?

18 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

19 **L'INTERPRÈTE:** Intervention presque inaudible.

20 **Me COLLEEN McKEOWN:** [...] Dans votre déclaration
21 sous serment, vous avez dit que cela... je voudrais dire que vous
22 avez dit dans cette déclaration que vous ne pensez pas que ces
23 amendes accrues avaient eu une incidence sur les infractions au
24 titre des règlements municipaux.

25 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

26 **Me COLLEEN McKEOWN:** Et vous avez dit ça le
27 14 février et je pense que votre opinion n'a pas changé.

28 **M. KIM AYOTTE:** Non. Mon opinion n'a pas changé et

1 la déclaration sous serment a été faite le 13 février.

2 **Me COLLEEN McKEOWN:** Et après le 13 février, vous
3 n'avez pas changé d'opinion.

4 **M. KIM AYOTTE:** Non. Mon opinion reste la même.

5 **Me COLLEEN McKEOWN:** Merci beaucoup. Voilà qui
6 termine mes questions.

7 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Merci.

8 Et maintenant, la Ville d'Ottawa.

9 **Me ALYSSA TOMKINS:** Merci, Monsieur le
10 Commissaire.

11 **--- CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me ALYSSA TOMKINS:**

12 **Me ALYSSA TOMKINS:** Alyssa Tomkins, avocate de la
13 Ville d'Ottawa.

14 Monsieur Ayotte, j'ai quelques questions
15 aujourd'hui. Vous aviez dit dans votre témoignage qu'il y avait
16 un document du 29 janvier, document OTT00001270.

17 Est-ce qu'on pourrait passer à la page suivante,
18 s'il vous plait?

19 Au numéro 3 dans les mises à jour, il y a un
20 commentaire de J. Gravelle. Qui est-ce?

21 **M. KIM AYOTTE:** C'est un de nos commandants dans
22 le système de gestion des incidents. Avant, il travaillait aux
23 Services des règlements.

24 **Me ALYSSA TOMKINS:** Et ici, on dit qu'il y avait...
25 une zone rouge permanente a été établie. K. Cochrane...

26 **M. KIM AYOTTE:** Kelly Cochrane, elle fait partie
27 de notre personnel au EOC.

28 **Me ALYSSA TOMKINS:** Alors:

1 « La police a indiqué aux Services des
2 règlements d'arrêter les services s'il
3 y a des préoccupations et de fournir
4 des escortes au besoin. »

5 **M. KIM AYOTTE:** Oui, c'est exact.

6 **Me ALYSSA TOMKINS:** Et la semaine dernière, on a
7 parlé d'incidents à propos du Centre Rideau et du Château
8 Laurier, et je voulais vous demander de nous donner des
9 renseignements supplémentaires. À propos du Château Laurier,
10 est-ce que vous êtes au courant des préoccupations soulevées?

11 **M. KIM AYOTTE:** Oui, nous avons fait enquête là-
12 dessus.

13 **Me ALYSSA TOMKINS:** Est-ce que vous pouvez
14 expliquer à la Commission ce qui s'est passé et quel a été le
15 suivi de la Ville?

16 **M. KIM AYOTTE:** Certainement. Fondamentalement, il
17 y a eu une alarme à la suite d'une fuite d'eau, donc un appel
18 aux Services des incendies qui a répondu avec quatre camions
19 provenant de quatre casernes de pompiers, et c'est ce qu'on fait
20 typiquement. À l'arrivée, un camion s'est approché, mais ne
21 s'est pas beaucoup approché, c'est ce qui a été observé par
22 l'hôtel, et l'hôtel a dit : « Mais, oh, mon Dieu! S'il y a une
23 urgence, les camions ne peuvent pas arriver! » Mais en fait, il
24 y avait trois autres camions qui sont intervenus et les
25 intervenants étaient déjà dans l'hôtel. Il n'y a pas eu de
26 retards dans l'intervention.

27 Donc, c'est une période où les gens étaient au
28 courant de nombreux problèmes et cela nous était signalé à

1 travers l'Association des hôtels parce que c'était des questions
2 de sécurité publique, il y avait des questions aussi de
3 responsabilité vis-à-vis des assurances. Mais le risque était
4 très faible et nous avons déjà fait une planification
5 quotidienne, nous étions en liaison avec la gestion du point de
6 vue des risques. Le risque était très faible, mais cela a mis en
7 lumière le fait que s'il y avait un incendie, peut-être que les
8 quatre camions n'allaient pas arriver et il faudrait peut-être
9 déplacer des véhicules de manifestants. C'est un incident qui a
10 été examiné, mais il n'a pas été jugé comme étant un risque
11 élevé.

12 **Me ALYSSA TOMKINS:** Merci, Monsieur Ayotte.

13 À propos de l'incident du Centre Rideau, on
14 devrait voir la correspondance par courriel, document
15 OTT00008284.

16 Il s'agit d'un échange entre vous et le
17 conseiller Fleury. Est-ce que vous vous souvenez de cet échange?

18 **M. KIM AYOTTE:** Oui.

19 **Me ALYSSA TOMKINS:** Et on avait vu la réponse que
20 vous aviez préparée la semaine dernière, mais – si on peut
21 descendre – est-ce que vous pouvez expliquer la réponse au
22 commissaire?

23 **M. KIM AYOTTE:** Est-ce que vous pouvez remonter un
24 petit peu? D'accord. Vous pouvez descendre maintenant.

25 Alors, dans ce cas, il s'agit d'une propriété
26 privée, donc on peut enlever un véhicule. C'était un camion de
27 construction qui avait un contenant de diésel, donc le
28 conseiller disait qu'on aurait dû évacuer le Centre Rideau. Non,

1 le risque était très faible. La police a inspecté le camion, lui
2 a demandé de se déplacer, lui a délivré une contravention, mais
3 c'était plus difficile pour nous de faire venir une dépanneuse
4 pour un petit véhicule, donc ça nous a pris du temps pour faire
5 venir la dépanneuse au Centre Rideau. Et lorsque la dépanneuse
6 s'est mise en route, de toute façon le propriétaire s'est
7 déplacé lui-même.

8 Alors, le Centre Rideau était frustré qu'il ait
9 fallu une journée et demie pour régler le problème, mais dans le
10 contexte de toutes les manifestations, là, on envisage les
11 risques. Donc, le conseiller était préoccupé par le nombre de
12 strates d'intervention parce que, nous, il fallait qu'on
13 s'adresse à la police, la police n'avait pas les ressources.

14 Je comprends la frustration du Centre Rideau, ses
15 préoccupations étaient valables, mais du point de vue des
16 risques, c'était un incident à faible risque.

17 **Me ALYSSA TOMKINS:** Merci, Monsieur Ayotte.

18 Et enfin, le déplacement des camions. Vous avez
19 dit que vous êtes allé vous promener, que vous avez observé le
20 déplacement des camions. Est-ce que vous pouvez expliquer au
21 commissaire ce que vous avez observé lors de votre promenade
22 dans les rues?

23 **M. KIM AYOTTE:** Oui, certainement. Je suis allé
24 rue Wellington pour voir combien de camions avaient été
25 déplacés. Ils n'avaient pas été simplement déplacés, mais ils
26 avaient été mis en file pour qu'on puisse en stationner beaucoup
27 plus. Et on faisait cela pour pouvoir mettre autant de camions
28 possible sur la rue Wellington. Donc, il y avait encore beaucoup

1 de place de Wellington à la rue Kent jusqu'à West Jam pour ce
2 qui est de la capacité de stationner des camions. Metcalfe avait
3 été dégagée en grande partie. Il y avait peut-être certains
4 véhicules isolés, mais Kent était encore bondée. Alors, lorsque
5 la conseillère McKenney a vu la rue Kent, effectivement la rue
6 Kent n'a pas été évacuée avant que la police lance son action et
7 à ce moment-là les camions se sont dispersés assez rapidement.

8 Alors, ma promenade, c'était pour identifier les
9 progrès qui avaient été réalisés et pour voir s'il y avait
10 encore de la place et est-ce que les manifestants partaient ou
11 est-ce que tout était déplacé vers la rue Wellington.

12 C'était ma perception, en fait, que j'ai pas vu
13 beaucoup de camions qui tentaient de quitter la ville. Il y en
14 avait qui arrivaient sur la rue Wellington. Je ne peux pas me
15 prononcer au nom de l'agent Drummond, mais je soupçonne que
16 ç'avait quelque chose à voir avec cela, et la capacité des deux
17 parties de, en fait, trouver un terrain d'entente, en quelque
18 sorte.

19 **Me ALYSSA TOMKINS:** Voilà ce qui met fin à mes
20 questions. Merci infiniment.

21 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Merci, Monsieur.

22 Je tiens à bien comprendre ce que vous avez dit
23 au sujet de l'incendie et du Château Laurier. Vous avez dit
24 qu'ils ont envoyé cinq ou quatre camions de sapeurs-pompiers.
25 Est-ce que c'était le nombre indiqué de camions ou est-ce que
26 c'est plus qui est prévu normalement?

27 **M. KIM AYOTTE:** C'est ce que l'on déploie
28 lorsqu'on tire la sonnette d'alarme. C'est le nombre habituel.

1 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Bon. Aux fins
2 d'éclaircissement, vous dites que cela ne représentait pas un
3 risque élevé. Vous avez évoqué le fait qu'il s'agissait d'un
4 gicleur brisé, mais dans l'éventualité où il y avait eu un
5 véritable incendie, cela aurait posé problème, car il y aurait
6 eu un nombre insuffisant de camions de déployés.

7 **M. KIM AYOTTE:** C'est exact. En fait, c'est en
8 fonction des informations reçues par le centre de répartition
9 9-1-1. Si c'est une alarme de façon ou à caractère général, cela
10 permet d'enclencher le processus. Et d'autres camions peuvent
11 arriver plus tard par la suite. S'il y avait eu un véritable
12 incendie, il y aurait eu davantage de 25 sapeurs-pompiers qui
13 auraient répondu à l'appel, c'est-à-dire plus de huit camions.

14 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Eh bien, si j'ai bien
15 compris, l'incapacité des camions de s'y présenter, c'est cela
16 qui posait le véritable problème. Lorsque vous avez évoqué le
17 fait que ce n'était pas sérieux ou grave, eh bien, c'est parce
18 qu'il n'y avait pas de véritable incendie. Cela dit, l'accès
19 aurait été limité dans le cas d'un véritable incendie.

20 **M. KIM AYOTTE:** Oui, tout à fait. C'est exact. Et,
21 en l'occurrence, c'était le cas pour le Château Laurier. Mais un
22 des quatre camions n'avait aucun accès.

23 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Vous dites que ce n'était
24 pas un problème?

25 **M. KIM AYOTTE:** Si, si, c'était un problème, un
26 problème de congestion, d'où l'importance de routes très larges
27 pour permettre le passage des camions.

28 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Il en va de même pour la rue

1 Kent, il y avait des immeubles sur la rue Kent qui étaient
2 inaccessibles vu que la rue Kent était bloquée. Cela aurait posé
3 un véritable problème s'il y avait eu incendie.

4 **M. KIM AYOTTE:** Oui, tout à fait. Mais, en fait,
5 nous avons eu de la chance qu'il n'y avait pas d'incendie grave.

6 **COMMISSAIRE ROULEAU:** Y a-t-il un contre-
7 interrogatoire? Non? Donc, cela met fin à la séance
8 d'aujourd'hui.

9 Et je tiens à vous remercier tous et toutes de
10 lever la séance un petit peu plus tôt que prévu. Nous serons de
11 retour demain matin à 9 heures et demie.

12 **LA GREFFIÈRE:** *The Commission is adjourned.* La
13 Commission est ajournée.

14 --- L'audience est ajournée à 17:32

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28

C E R T I F I C A T I O N

I, Sandrine Martineau-Lupien, a certified court reporter, hereby certify the foregoing pages to be an accurate transcription of the French interpretation to the best of my skill and ability, and I so swear.

Je, Sandrine Martineau-Lupien, un sténographe officiel, certifie que les pages ci-hautes sont une transcription conforme de l'interprétation française au meilleur de mes capacités, et je le jure.



Sandrine Martineau-Lupien